

La Société d'histoire de la Vallée du Richelieu 1952 - 1992

*Notre histoire,
écrin de perles*



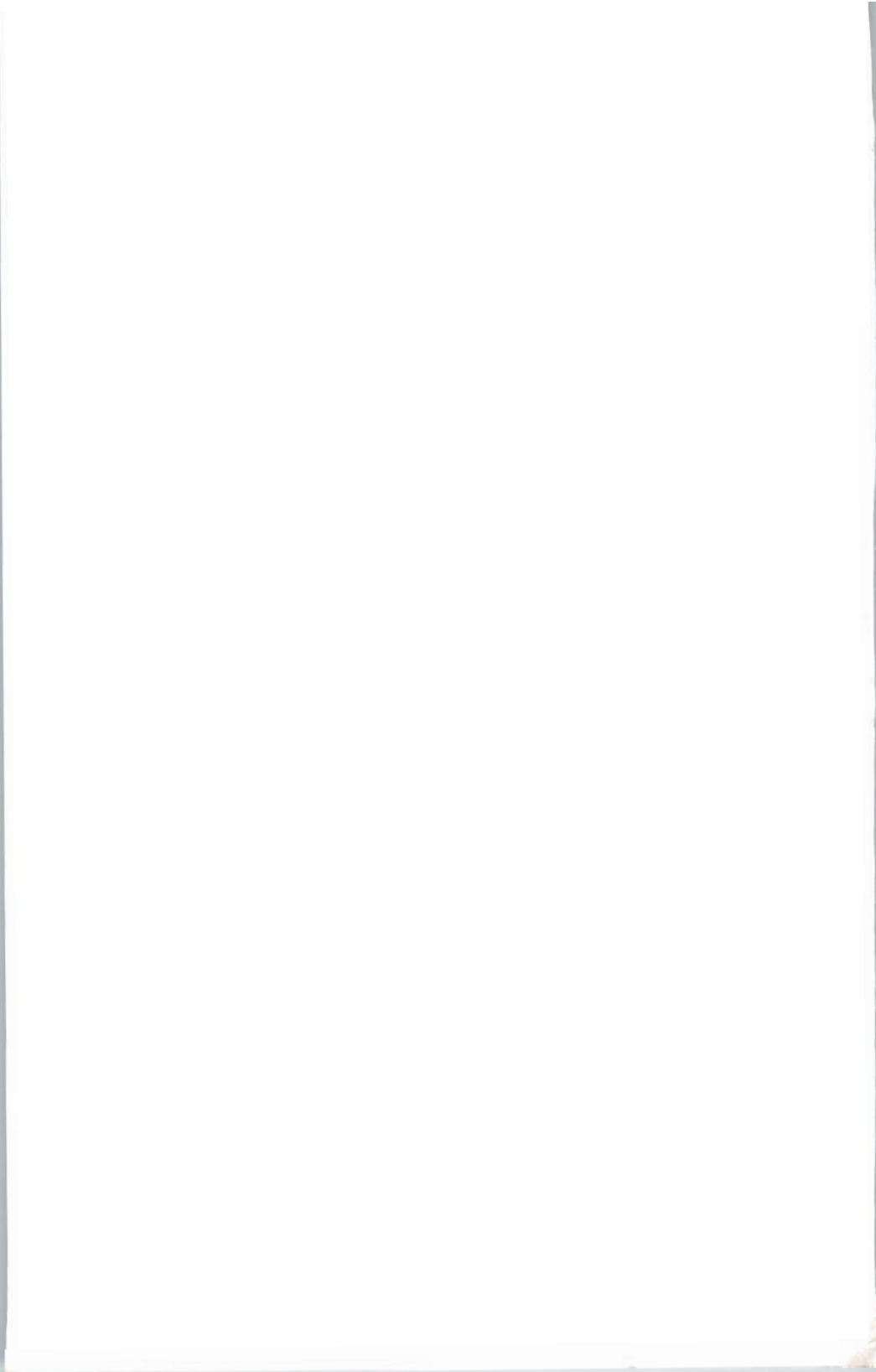
Éditeur:
La Société d'histoire
de la Vallée du Richelieu
Auteur:
Diane LeBlanc

**LA SOCIÉTÉ D'HISTOIRE
DE LA VALLÉE DU RICHELIEU**

1952 - 1992

**Propriété
La Société historique
de Québec**

LIVRE ÉLAGUÉ - SHQ



REMERCIEMENTS

La rédaction de cet ouvrage a été rendue possible grâce au programme d'aide à l'emploi du gouvernement fédéral. Le quarantième anniversaire de fondation de la Société d'histoire de la Vallée du Richelieu étant une excellente occasion de célébrer, il revêtait aussi pour son conseil d'administration une opportunité rêvée pour regrouper son matériel archivistique, voir à son traitement et en faire l'objet de recherche menant à la rédaction de son histoire. Ce volume en constitue l'aboutissement.

Bien que le texte soit signé par une seule personne, il n'est qu'une partie du travail de toute une équipe. Je tiens ici à la remercier: tout d'abord, madame Bernadette Laflamme, coordonnatrice du projet, madame Claude Monast, archiviste, et madame France Saint-Jean, secrétaire. Je dois aussi souligner l'apport de mon prédécesseur, monsieur Jacques Rivard, qui a déployé de nombreux efforts pour la création des appendices et un essai historique qui a servi de balises pour celui que vous allez lire. La chronologie et les appendices sont de sa plume.

Diane LeBlanc, historienne de l'art
Août 1993

LISTE DES SIGLES

FSHQ: Fédération des sociétés d'histoire du Québec

SHVR: Société d'histoire de la Vallée du Richelieu

SSJB: Société Saint-Jean-Baptiste

CHRONOLOGIE

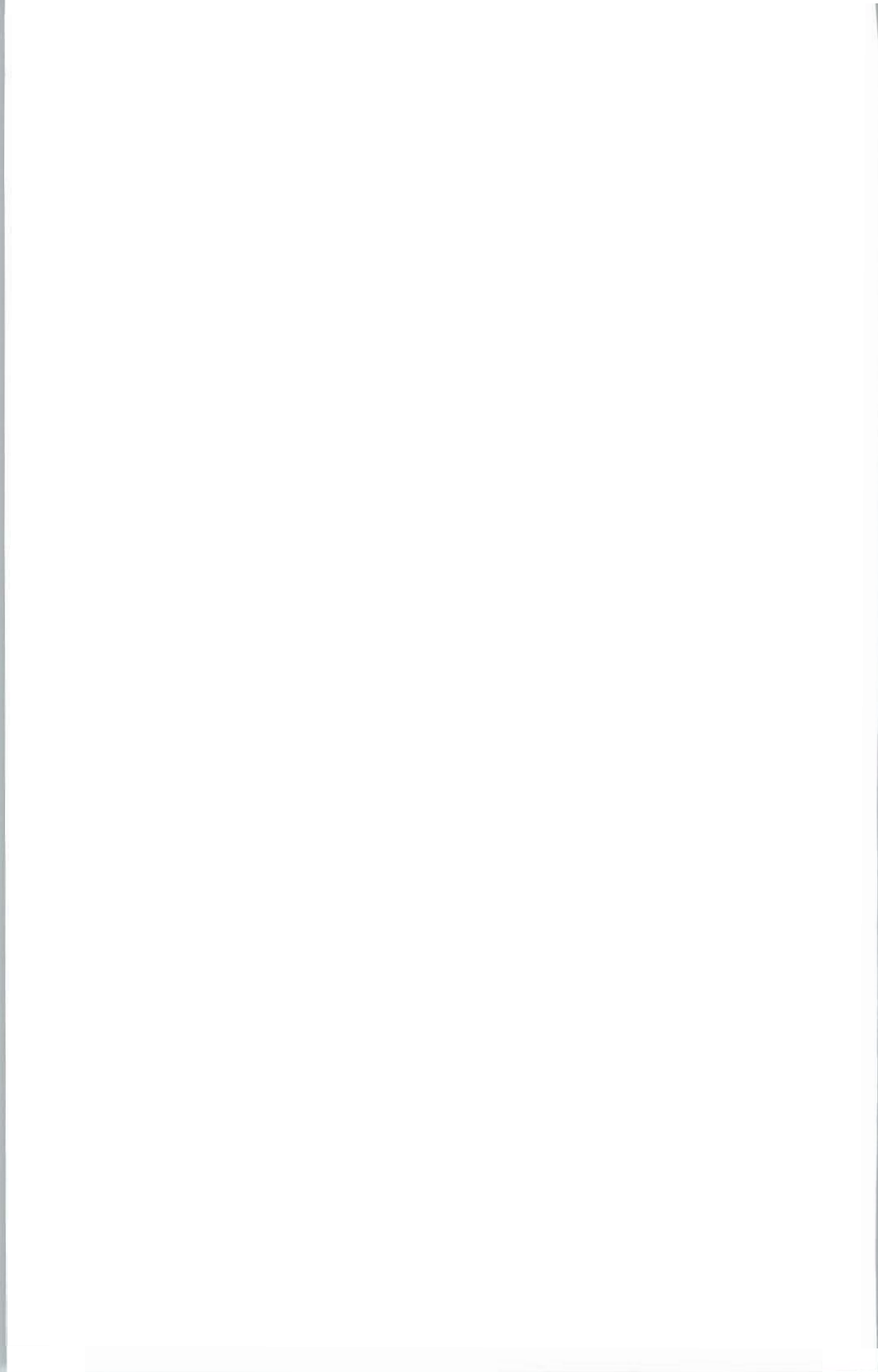
- 1952 Fondation de la Société historique de la Vallée du Richelieu
- 1955 Centenaire de la municipalité de Saint-Alexandre
- 1955 Bicentenaire de la déportation des Acadiens
- 1955 Soirée culturelle en l'honneur de Félix-Gabriel Marchand à Saint-Jean.
- 1957 Tricentenaire de la fondation de Longueuil (concession de la seigneurie au sieur Charles Lemoyne)
- 1958 350^e anniversaire de la découverte du lac Champlain par Champlain
- 1962 10^e anniversaire de la Société historique de la Vallée du Richelieu
- 1963 Centenaire de la naissance de Louis Cyr à Napierville
- 1965 125^e anniversaire de la naissance d'Honoré Mercier
- 1965 Fondation de la Fédération des Sociétés d'histoire du Québec
- 1965 Incorporation de la Société historique de la Vallée du Richelieu
- 1965 Centenaire de la construction de l'église Saint-Bernard de Lacolle
- 1965 Tricentenaire du fort de Chambly
- 1965 Pose d'une plaque à l'église de Saint-Mathias (Saint-Mathias)
- 1965 Pose d'une plaque à l'église de L'Acadie (L'Acadie)
- 1966 Lancement du Bulletin de la Fédération des sociétés d'histoire du Québec
- 1967 Fondation de la "Société historique de Lacolle Historical Society"
- 1967 Pose d'une plaque à la mémoire de Madeleine de Verchères (Verchères)
- 1967 Drapeau Fleurdelisé arboré à la place d'honneur dans les institutions d'enseignement du Québec. Arrêté ministériel du 22 juin 1967 ordonnant d'arborer le Fleurdelisé
- 1967 Tricentenaire de la seigneurie de Contrecoeur
- 1967 Achat par la Société historique de la Vallée du Richelieu de l'emplacement de la maison de George-Etienne Cartier
- 1968 130^e anniversaire de la proclamation de la république du Bas-Canada à Napierville
- 1968 Pose d'une plaque à la mémoire de Mère Marie-Léonie à L'Acadie
- 1968 Pose d'une plaque à la mémoire des Patriotes (Saint-Denis)
- 1968 Formation de la section Saint-Jean-Iberville
- 1968 Formation de la section Chambly
- 1968 Formation de la section George-Etienne Cartier à Saint-Antoine-sur-Richelieu
- 1968 Lancement de la revue Québec-Histoire par la Fédération des sociétés d'histoire du Québec

- 1969 Centenaire de la municipalité de Richelieu
- 1970 Pose d'une plaque à l'église Saint-Stephen à l'occasion de son 150^e anniversaire à Chambly
- 1970 Pose d'une plaque à la mémoire de l'arrivée des Frères de l'Instruction chrétienne à Chambly
- 1971 Formation de la section Beloeil-Saint-Hilaire
- 1971 Centenaire de la paroisse de Saint-Basile-le-Grand
- 1972 20^e anniversaire de la Société historique de la Vallée du Richelieu
- 1972 Pose d'une plaque à la mémoire de Sir George-Etienne Cartier à Saint-Antoine-sur-Richelieu
- 1972 Organisation du congrès de la Fédération des sociétés d'histoire du Québec à Chambly et à Saint-Jean
- 1973 150^e anniversaire de l'église d'Odelltown (construction)
- 1973 150^e anniversaire de l'érection de la paroisse de Napierville
- 1973 Centenaire du décès de George-Etienne Cartier
- 1974 Changement de nom de la section Chambly en celui de section de Salaberry
- 1975 Reconnaissance de la Société historique de Lacolle comme section de la Vallée du Richelieu
- 1975 155^e anniversaire de l'église Saint-Stephen à Chambly
- 1975 Pose d'une plaque à la mémoire de Joseph-Octave Dion à Chambly
- 1975 225^e de l'érection de la paroisse de Saint-Antoine-sur-Richelieu
- 1975 Bicentenaire de l'invasion américaine au fort de Chambly et au fort de Saint-Jean.
- 1976 Lancement du premier concours de la Fondation Percy-W.-Foy
- 1976 Remise d'un plaque par Héritage Canada au Père Jules Romme pour son action dans la restauration de l'église d'Odelltown
- 1977 25^e anniversaire de la Société historique de la Vallée du Richelieu
- 1977 Pose d'une plaque à la mémoire d'Emma Albani à Chambly
- 1977 Anniversaire du diocèse de Saint-Jean
- 1977 125^e anniversaire de l'église baptiste évangélique de Marieville
- 1977 Visite du lieu de la sépulture de Sir John Johnson et de son épouse Lady Polly au mont Saint-Grégoire
- 1977 Classement du manoir Rouville-Campbell comme monument historique
- 1977 Classement de l'église Saint-Denis-sur-Richelieu comme monument historique
- 1977 Classement de l'église Saint-Charles-sur-Richelieu comme monument historique

- 1978 Changement de nom de la section Saint-Jean-Iberville en celui de section du Haut-Richelieu
- 1979 Amendement à la constitution de la Société d'histoire de la Vallée du Richelieu et changement de nom en Société d'histoire de la Vallée du Richelieu.
- 1979 Incorporation de la Société d'histoire de Beloeil-Mont-Saint-Hilaire
- 1979 Incorporation de la Société d'histoire du Haut-Richelieu
- 1979 Incorporation de la Société d'histoire de la seigneurie de Chambly
- 1983 Ré-ouverture du fort de Chambly après sa reconstitution volumétrique.
- 1986 Remise de la première médaille d'honneur à un membre émérite de la Société d'histoire de la Vallée du Richelieu
- 1992 Célébration du 40^e anniversaire de la Société d'histoire de la Vallée du Richelieu

TABLE DES MATIERES

Introduction.....	1
Chapitre I	
Le contexte historique	
1.1 L'évolution de l'idéologie nationaliste au Québec	7
1.2 Un membre de l'élite traditionnelle: Me Rodolphe Fournier	17
1.3 Me Rodolphe Fournier et la Société Saint-Jean-Baptiste	19
Chapitre II	
La Société d'histoire de la Vallée du Richelieu	
2.1 Définition de son rôle et de ses objectifs	27
2.2 Son rayonnement et ses champs d'activités	35
2.3 Nouvelles orientations	73
Chapitre III	
Le rôle d'une société d'histoire	
Avant-propos	83
3.1 Le rôle d'une société nationale selon le chanoine Groulx	85
3.2 Le rôle d'une société d'histoire aujourd'hui	91
Bibliographie	97
Appendices	
Présidents	105
Percy W.Foy	117



INTRODUCTION

La Société d'histoire de la Vallée du Richelieu célèbre, en 1992, son quarantième anniversaire de fondation. Quarante ans d'histoire : quarante ans de présence régionale, de stratégie de développement, d'affirmation, de fierté et surtout de volonté à vouloir faire reconnaître la vallée du Richelieu comme un territoire qui a été partie prenante de l'histoire du Québec. C'est donc aussi quarante ans de recherche, de revendications, de luttes avec des victoires et des défaites et de travail pour mettre en place des moyens concrets pour atteindre cet objectif.

Ce texte désire mettre en lumière cette histoire, mais par une approche différente de ce qui a été fait antérieurement. En effet, les archives de la société contiennent deux textes historiques - l'un du frère Jules-Emile Giroux en 1962, et l'autre, du notaire Rodolphe Fournier en 1972 - faits à l'occasion des dixième et vingtième anniversaires de la Société historique de la Vallée. Un autre document chronologique a été produit par Mlle Yvonne Labelle en 1980, toutefois avec un contenu beaucoup plus substantiel. La pertinence de reprendre le même mode de présentation nous semblait donc moins valable. C'est pourquoi au lieu de traiter l'information archivistique d'une manière linéaire et continue, nous avons plutôt choisi de faire des regroupements. Le résultat donne une meilleure définition de la société et de ses objectifs; il permet surtout d'identifier les outils que la SHVR s'est donnés pour se faire connaître et les principales interventions qui ont ponctué sa stratégie de mise en valeur de la Vallée. En même temps, des recoupements ont pu être établis avec son développement idéologique, sa structure administrative et ses principaux dirigeants.

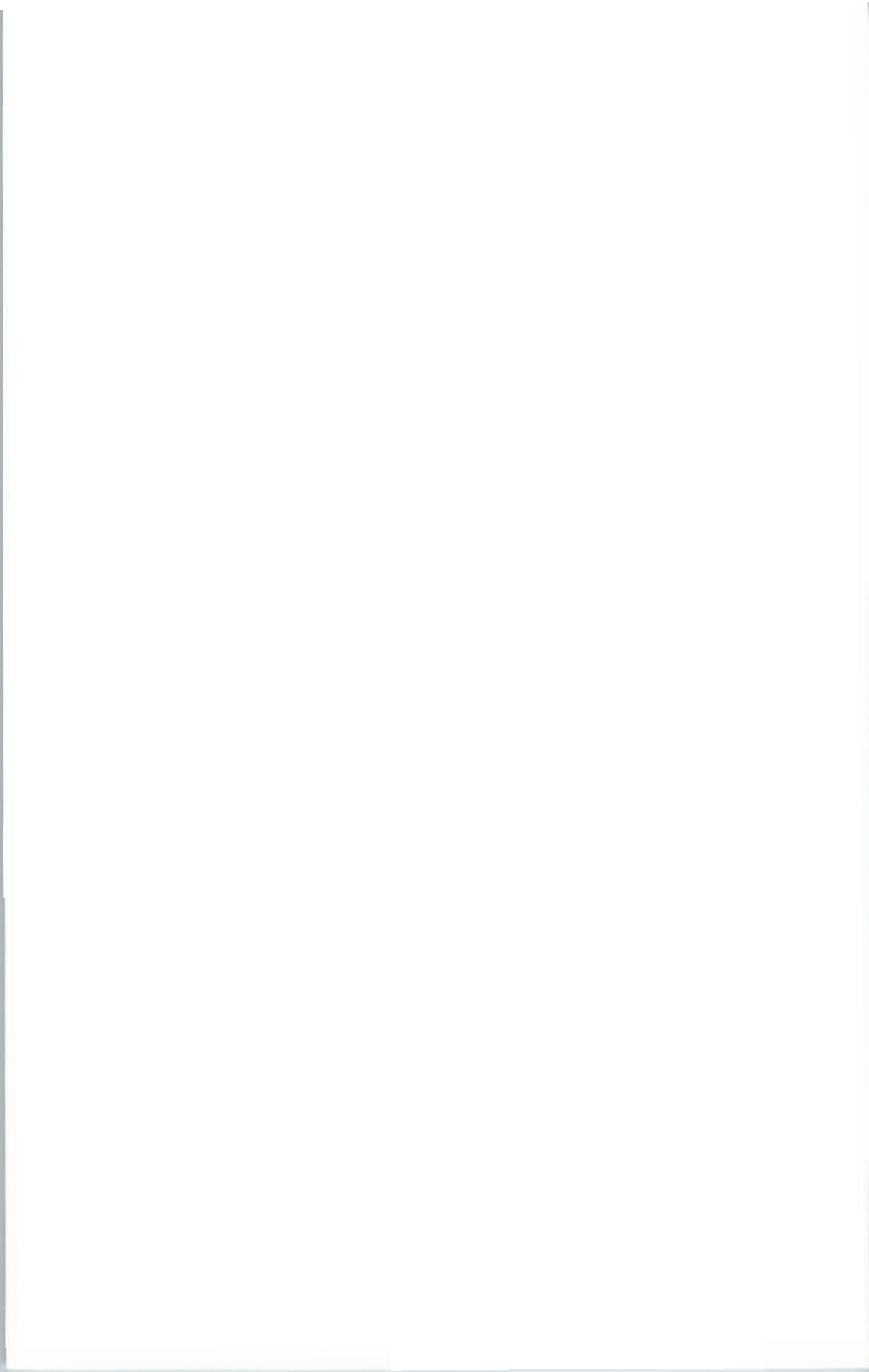
Bien qu'il existe de nombreux exercices de rédaction sur des célébrations relatives à la fondation de sociétés d'histoire, ils se confinent, pour la plupart, aux seules activités de l'organisme. Encore une fois, une certaine innovation nous semble de mise. Le premier chapitre du présent ouvrage veut élargir justement ce regard un peu trop introspectif ! Le contexte historique, social et politique est très important, et même déterminant, pour connaître et définir un peu mieux les motifs qui ont conduit à la naissance d'une société historique sur le Richelieu en 1952. Une simple tentative de compréhension contextuelle nous fera découvrir d'abord le rôle prépondérant de la Société Saint-Jean-Baptiste et, ensuite, l'apport immense de l'un de ses plus ardents promoteurs, Me Rodolphe Fournier. L'idéologie nationaliste et le militant actif fonderont et marqueront la Société d'histoire de la Vallée du Richelieu.

Un autre aspect qui semblait être une excellente et nouvelle piste de recherche touchait la Fédération des Sociétés d'histoire du Québec. Nous y retrouvions justement, à nouveau, Me Fournier parmi les fondateurs de cette organisation nationale. L'idée de départ consistait à mettre en perspective la SHVR par rapport à l'existence d'autres sociétés d'histoire. Malheureusement, cette avenue de recherches s'est vite montrée impossible à circonscrire à cause du manque de documentation relatif à cet aspect des sociétés historiques. Tout porte à croire que nous sommes, sous ce rapport, en plein terrain vierge. Pourtant, il serait plus qu'intéressant de connaître cette facette des membres de la Fédération des sociétés d'histoire du Québec : lesquelles sont les plus anciennes ? les raisons de leur création ? les liens à établir, s'il y en a, entre elles ?

Ne pouvant obtenir de résultat satisfaisant par une telle approche, nous avons dû nous rabattre sur un

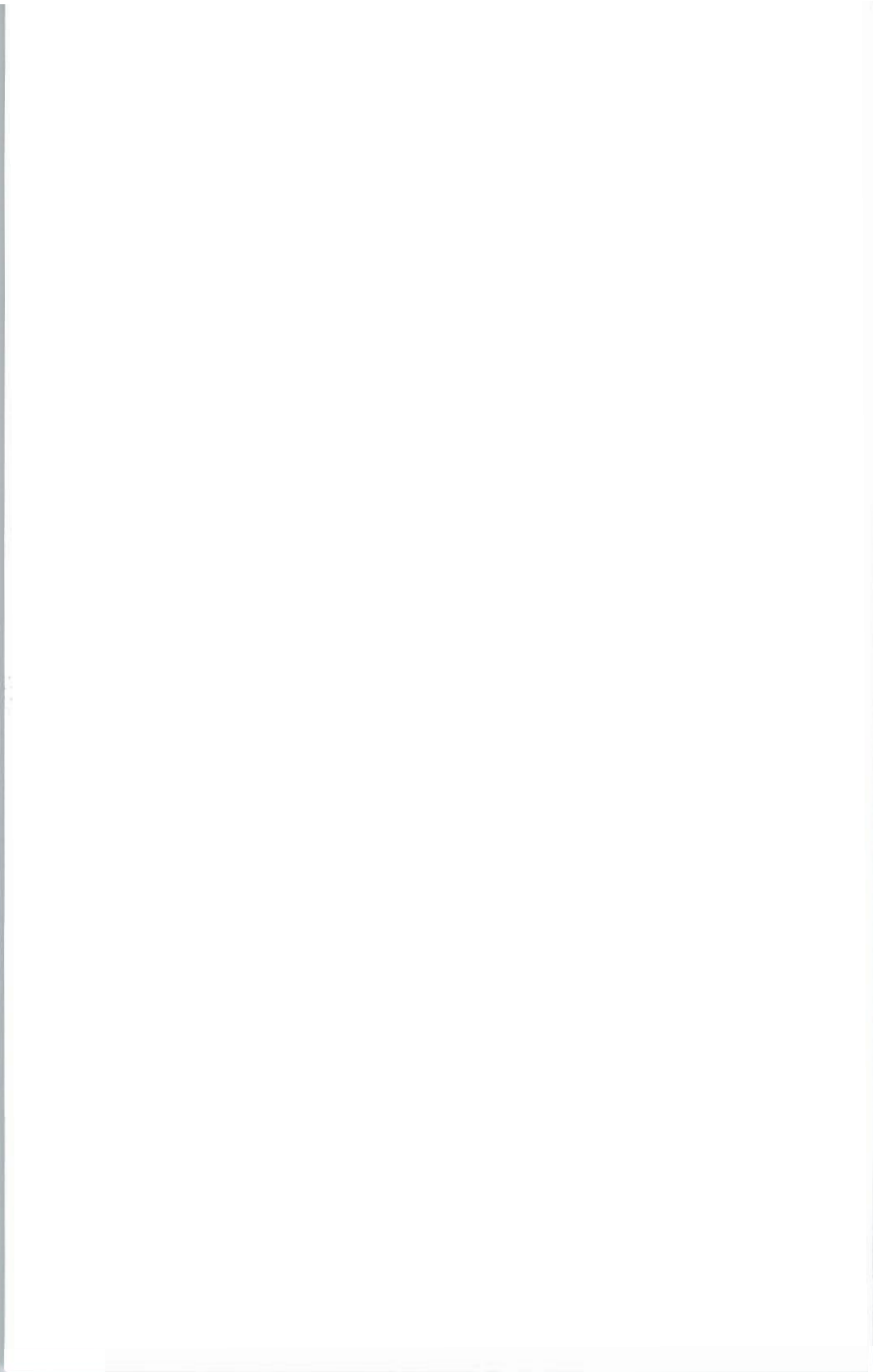
matériel de recherche qui était disponible et pouvait donc être traité. La lecture de la transcription d'une conférence du célèbre chanoine Groulx prononcée en 1958 a servi de point de départ pour une thématique relative au rôle et à la mission des sociétés d'histoire québécoises. Il paraissait extrêmement intéressant d'actualiser cette réflexion en demandant aux responsables des sociétés locales leur point de vue à ce sujet en 1993.

Il faut bien comprendre que l'orientation de cette recherche sur la SHVR est novatrice. À maints égards, on peut même parler d'essai. Le défi était immense, mais combien plus intéressant, croyions-nous. Le fait d'aborder un sujet sous de nouveaux angles entraîne toutefois certaines omissions et engendre des interprétations personnelles qui peuvent ne pas faire consensus. Cependant une telle méthode de contextualisation et de compréhension permet d'élargir le champ de perception, ouvrant ainsi de nouveaux horizons. Nous espérons surtout que ce travail donnera à d'autres historiens le goût d'explorer des facettes nouvelles de la Société d'histoire de la vallée du Richelieu.



CHAPITRE 1

Le contexte historique



1.1 L'évolution de l'idéologie nationaliste au Québec

À son année de fondation en 1952, la Société historique de la vallée du Richelieu se trouve, comme le reste du Québec, en pleine ère duplessiste :

«La période 1945-1960 est incontestablement dominée par la figure du premier ministre Maurice Duplessis et par son emprise sur l'État et la vie politique québécoise. Son conservatisme affiché, que partage une partie du clergé et des élites traditionnelles, ne manquent pas d'influencer l'évolution des institutions sociales dans des domaines comme l'éducation, la santé et les services sociaux. En même temps, ce conservatisme suscite des réactions d'opposition au sein des milieux réformistes qui préparent ce qui sera la Révolution tranquille.» [Linteau, Durocher, Robert & Ricard, **Histoire du Québec contemporain**, vol. 2, p. 187].

Quelles sont donc les circonstances qui ont permis une telle mainmise de l'idéologie conservatrice sur la politique du Québec ? Afin de traiter cette question à fond, il faut remonter jusqu'à la conquête de la Nouvelle-France par la Grande-Bretagne. Après cet événement, le peuple francophone doit dorénavant composer avec une administration et des gouvernants étrangers à son mode de vie, à son système juridique et à sa langue. Un fossé se creuse irrémédiablement entre les deux peuples. L'indépendance américaine, qui entraîne l'arrivée de tout un contingent de loyalistes au Canada, accentue le problème qui culmine avec les troubles de 1837-1838. Après cette insurrection, la répression par les autorités anglaises aura de graves conséquences politiques et gouvernementales pour les canadiens français. Le dépôt du rapport Durham et la naissance de l'Union (unification du Bas et du Haut-Canada) en 1841 se

traduiront par le développement d'une stratégie de survivance :

«Ce mouvement de défense des particularités culturelles correspond bien à la période où la société canadienne-française s'est sentie le plus menacée; jamais avant l'échec de 1837 et l'Union, une telle volonté d'assimilation ne s'était manifestée: ni la crise de la Conquête ni celle provoquée par le gouverneur Craig au début du XIXe siècle ou celles des projets d'Union de 1822 n'avaient vraiment effrayé les élites. Le sociologue Fernand Dumont a bien raison de dater des années 1840 l'idéologie du nationalisme canadien-français traditionnel. Il est produit par l'échec d'une définition de la société du Bas-Canada par le parti patriote, visant à créer, sur un territoire donné un Etat-nation. Le mouvement amorcé après 1840 est un mouvement de repli. Repli pour démentir Lord Durham qui avait écrit: «C'est un peuple sans histoire et sans littérature.» Repli sur les valeurs sûres de la nationalité.» [Jacques Robert, **Du Canada français au Québec libre**, Histoire d'un mouvement indépendant, 1975, p. 129]

Cette forme du nationalisme est la pierre angulaire de la nouvelle définition du peuple canadien-français : «sa nation ce n'est plus d'abord un territoire habité qu'il dirige, c'est devenu une langue, une religion et des lois qui sont menacées et qu'il faut défendre.» [Robert, p. 125]. Pendant tout le reste du XIXe siècle la trilogie invariable de «Nos institutions, notre langue, nos droits» s'implante grâce au clergé catholique, aux élites traditionnelles et à certains groupes politiques et sociaux, dont la Société Saint-Jean-Baptiste, fondée en 1834, qui prend justement ce cri de ralliement comme devise officielle. Le principal indicateur de cette période est représenté dans le rôle prépondérant que jouera l'Église catholique dans cette nouvelle définition de la nation canadienne-française. Animées par une idéologie ayant

ses sources dans l'ultramontanisme, les autorités religieuses jetteront les bases de leur emprise en prenant le contrôle de certaines structures sociales dont l'éducation, la santé et les organismes de charité. La première moitié du XXe siècle verra cette domination morale, intellectuelle et culturelle se consolider, bien que certains groupes lui contesteront cette hégémonie.

Mais, bien souvent, la politique fédérale et provinciale lui donne les armes nécessaires pour soutenir la mission de la survivance canadienne-française. Les deux grandes guerres mondiales ont en effet ravivé les sentiments d'incompatibilité entre les groupes «français-catholique» et «anglo-protestant». Alors que ces derniers entretenaient toujours un attachement profond pour la mère-patrie, la Grande-Bretagne, les résidents québécois ne voyaient aucun motif à s'engager financièrement ou militairement dans ces conflits. Les luttes idéologiques seront profondes et la division encore plus grande lorsque, dans les deux occasions, la conscription obligatoire sera votée par Ottawa, une première fois en 1917, ensuite en 1944. Ajoutons à cette liste de récriminations envers le fédéral le manque de respect des droits des minorités francophones hors-Québec, le peu de pouvoir des autorités provinciales dans plusieurs domaines pourtant stratégiques, ce que la Deuxième Guerre mondiale accentuera, et nous avons tous les éléments en place pour l'arrivée au pouvoir du tenant du nationalisme traditionnel par excellence, Maurice Duplessis. Ce politicien incarne très bien l'idéologie de cette époque que l'on surnomme clérico-nationaliste.

«/.../ le nationalisme traditionnel tend à voir les Canadiens français comme un peuple - une «race», dit-on alors - dont la spécificité, voire la supériorité, provient d'abord, sinon exclusivement, de leur attachement aux traditions du passé: leur origine

française paysanne, leur langue, leur religion, ainsi qu'aux institutions vouées à la conservation de cet héritage: la famille, la paroisse, la vie rurale. Tout ce qui risque de porter atteinte à ces valeurs, qu'il s'agisse de l'urbanisation, de l'intervention de l'Etat ou de nouveaux modèles culturels en provenance des Etats-Unis, est perçu comme une menace qui doit être combattue.>> [Linteau & al., **Québec contemporain**, p. 106].

On comprend donc très bien la naissance d'une société d'histoire dans ce contexte. Sa légitimité s'explique par son rôle et par ses objectifs qui sont principalement de faire connaître l'aspect historique d'une région spécifique. En restreignant ainsi un concept ou un territoire géographique, comme c'est le cas pour la vallée du Richelieu, on applique un principe déjà usité qui a fait ses preuves en suscitant un sentiment d'appartenance locale, au même titre que celui qui correspond à la famille ou à la paroisse.

Cette idéologie nationaliste canadienne-française s'incarne dans une élite qui voit à la propager, car pour qu'un tel ensemble d'idées, de croyances et de doctrines marque pendant plus de cent ans la société québécoise, il lui faut une base militante active et convaincue. C'est ici qu'entre en ligne de compte l'importance du contrôle du système d'éducation par l'Église catholique. De la première année jusqu'aux plus hautes études supérieures, l'étudiant est pétri par le discours officiel de cette institution. Bien sûr, il faut nuancer; tous n'adhèrent pas systématiquement à cette vision du monde, mais il n'en demeure pas moins qu'il est très difficile de s'en dissocier sans être mis au rancart de la société dite «bien pensante».

Donc, les membres de cette élite propagandiste, véhicule promotionnel par excellence de ce nationalisme, s'incarne ainsi :

«Le prototype est l'avocat, l'intermédiaire par excellence dont le prestige et l'influence débordent la cour de justice. De façon générale, les professions libérales classiques (avocats, notaires, médecins) représentent pour les canadiens français de l'après-guerre la voie royale d'accession aux rangs de l'élite. Les prêtres sont également des participants de poids. Ils sont nombreux et ont leurs entrées partout quoique leur influence soit beaucoup moins forte dans les champs politique et économique. /.../

De façon générale, les membres de ces élites se caractérisent par leur traditionalisme. Résistant à la modernisation, ils prônent un nationalisme défensif, insistant sur le caractère catholique des institutions et partageant une vision élitiste de la société, qui fait peu de place à la démocratisation.» [Linteau & al., **Québec contemporain**, p. 278-279].

Cette définition correspond en tout point avec celle du type des fondateurs de la Société d'histoire de la vallée du Richelieu. Ses archives des années 1950 et 1960 brossent un portrait fidèle de ces classes professionnelles libérales. La lecture de la liste des conseils d'administration, des membres, des conférenciers et des chercheurs dévoile toute une panoplie de médecins, de notaires, de religieux, de notables et de professeurs représentants de cette élite à l'intérieur de cet organisme; comme on y retrouve autant le discours clérico-nationaliste, décrit précédemment, comme fondement pour la société. Les publications et les conférences basées sur une idéologie passéiste, sur des valeurs «patriotiques», et le respect des traditions du peuple canadien-français constituent la méthode de reconnaissance privilégiée lors de la fondation de la SHVR, mais transposée à sa réalité territoriale qu'est la vallée du Richelieu.

Il ne s'agit pas ici d'avoir un jugement péjoratif sur ce courant de pensée. Il faut plutôt mesurer les racines de son discours, reconnaître qu'il a correspondu à une certaine réalité puisqu'il fut dominant fort longtemps, et que son but ne visait essentiellement qu'à protéger la nation canadienne-française à l'intérieur d'un continent où la prédominance de l'anglais est incontestable.

De l'autre côté cependant, cette vénération du passé et l'omniprésence de seules valeurs dictées par la doctrine catholique dans la vie quotidienne ne correspondent pas toujours à la réalité. Bien souvent, la modernisation, l'avancement scientifique et technologique, l'urbanisation et l'émergence d'un mouvement féministe ne vont pas de pair avec ces préceptes nationalistes.

À l'aube des années 1960, le développement des moyens de communication permet dorénavant une ouverture sur le monde, que même le clergé ne peut plus empêcher. Une modernité sociale, politique et culturelle se prépare. Il y a même une nouvelle élite canadienne-française qui se profile:

«Les transformations économiques et sociales exigent une spécialisation et une professionnalisation accrue et sanctionnent la compétence. Face à ces généralistes que sont l'avocat et le prêtre se distinguent de nouveaux spécialistes tels l'économiste et le psychologue. Le phénomène se manifeste dans de nombreux secteurs. / .../ Leur émergence est particulièrement significative dans les médias, où les journalistes et animateurs deviennent des vedettes, et dans les universités, où la croissance et la modernisation permettent l'embauche de toute une nouvelle génération de jeunes professeurs - historiens, géographes, sociologues, économistes, psychologues,

éducateurs, chimistes, etc. - qui participent bientôt aux débats sur les orientations d'ensemble de la société québécoise, en valorisant une approche définie comme scientifique.» [Linteau & al., **Québec contemporain**, p. 280-281].

Ce qui va énormément différencier le discours de l'une ou de l'autre élite se trouve dans la définition de l'État (le pouvoir politique) et du rôle qu'il doit occuper dans les destinées du peuple qui lui a donné le pouvoir.

Alors que l'élite traditionnelle ne demandait qu'à confirmer l'Église dans ses propres sphères d'activités, qu'à protéger la langue et les droits des canadiens français, elle ne voulait pas d'un état interventionniste et centralisateur. Par contre, l'élite qui se profile à la fin de la décennie 1950 voit en cette structure gouvernementale provinciale, le levier de l'autonomie financière, politique, sociale et culturelle du Québec. Les interventions ont donc des portées totalement différentes. Le premier groupe a une attitude beaucoup plus défensive, intravertie; alors que le deuxième est revendicateur. La branche traditionaliste visait la survivance; la nouvelle classe dirigeante veut conquérir son autonomie et entrer de plein pied dans la modernité.

À l'intérieur des cercles moins politisés, la scission ne sera pas aussi marquée, mais elle se fera quand même. Les membres de l'élite traditionnelle seront encore longtemps présents dans des sociétés comme la SHVR. Mais les moyens d'intervention et, surtout, le caractère scientifique de la recherche, seront les indicateurs d'un changement de mentalité qui correspond à la nouvelle orientation de la société québécoise. Les années 1970-80 représentent l'échantillonnage par excellence de cette évolution. Les nombreuses résolutions adressées au gouvernement provincial montrent

la croissance de son implication sociale; elles laissent voir également un côté très revendicateur, contrairement à l'idéologie des années 1950 et 1960 qui consistait surtout à faire connaître et reconnaître la vallée du Richelieu, ainsi que ses personnages «illustres». La prédominance du couple «français-catholique» disparaît au profit du nouveau «québécois», où toute allusion ou suggestion religieuse peut même devenir péjorative.

La documentation archivistique de la Société d'histoire de la vallée du Richelieu contient de nombreux renseignements permettant de mettre en parallèle son cheminement idéologique en rapport avec celui du Québec. C'est ce que nous essaierons de démontrer à l'intérieur de cet historique. Nous tenterons aussi de mettre en relief les moyens qu'elle avait à sa disposition pour donner à la population de la vallée un sentiment d'appartenance aussi fort que celui, inné, d'être canadien-français ou québécois. Mais pour atteindre ce but, il faut d'abord connaître les personnages et les organismes de l'époque qui ont permis la naissance et ont façonné la SHVR; ils sont essentiellement Me Rodolphe Fournier et la Fédération des sociétés Saint-Jean-Baptiste.



Participants à la célébration des fêtes du 40e anniversaire de la SHVR regroupés devant la maison des frères maristes à Iberville, le 24 octobre 1992 (SHVR, P5H3)



Me Rodolphe Fournier

1.2 Un membre de l'élite traditionnelle : Me Rodolphe Fournier

Il est impossible de dissocier le notaire Rodolphe Fournier de ses activités avec la Société Saint-Jean-Baptiste pour comprendre sa perception du rôle de l'histoire pour un peuple. Comme il est tout aussi impensable de situer son discours en dehors du contexte social et politique des années 1950. Intimement liée au clérico-nationalisme de l'époque, sa pensée idéologique interagit avec sa personnalité, l'essence de sa formation, l'importance de sa profession ainsi que la définition de son rôle social.

Pour mieux comprendre ces affirmations, le choix le plus évident consiste simplement à faire connaître Me Fournier à travers les notes biographiques qui existent; ensuite de dresser un portrait de ses activités professionnelles et sociales qui nous conduiront inévitablement à ses écrits. À travers eux, les liens entre les différents organismes pour lesquels il oeuvra et sa vision de l'histoire s'établissent facilement.

Né à Sainte-Marie-de-Monnoir, Me Fournier (1904-1989) a toujours souligné fièrement qu'il était de la neuvième génération de familles-souches canadiennes-françaises, tant du côté maternel que paternel. Son assermentation comme notaire a lieu le 10 août 1935 et, bien qu'il entreprend sa carrière à Marieville, il s'établit dès 1936 à Iberville et y demeurera jusqu'à la fin de sa vie.

Sa formation académique, au collège de Mont-Laurier, est imprégnée par l'approche des études classiques : les humanités, la philosophie et la religion. Cette formation le prépare en même temps au rôle social de l'élite traditionnelle canadienne-française, c'est-à-dire exercer son influence sur la scène locale municipi-

pale, paroissiale, scolaire ou du système bancaire coopératif. Homme convaincu et convaincant, le notaire Fournier est très dynamique; il est l'un des fondateurs de la Caisse populaire, de la Société Saint-Jean-Baptiste et du Cercle dramatique d'Iberville, de l'Association des notaires des districts d'Iberville, de Saint-Hyacinthe et de Bedford, de la Société Saint-Jean-Baptiste du diocèse de Saint-Hyacinthe, de la Fédération des Sociétés Saint-Jean-Baptiste du Québec, ainsi que de la Société historique de la vallée du Richelieu et de la Fédération des Sociétés d'histoire du Québec. En plus de ses activités notariales, il mène en parallèle une carrière de chroniqueur pour l'hebdomadaire **Le Richelieu** de 1936 à 1965, et d'écrivain dont l'oeuvre principale est la série des huit volumes : **Lieux et monuments historiques** du Québec.

Un article du journal **Le Canada français**, du 12 mai 1976, contient une liste de ses réalisations dont la consultation permet certains recoupements. Ainsi, ses titres de fondateur, de président, de dignitaire et de récipiendaire lui sont conférés principalement par les organismes de la Société historique de la vallée du Richelieu et des Sociétés Saint-Jean-Baptiste. Actif autant pour les unes que pour les autres, dans leur fondation et leur fonctionnement, il y implante une structure de diffusion à caractère littéraire. De cette production, il faut retenir le **Chroniqueur**, organe mensuel de la Société Saint-Jean-Baptiste du diocèse de Saint-Hyacinthe, les **Bulletin[s]** de la Fédération des Sociétés Saint-Jean-Baptiste du Québec et de la Fédération des Sociétés d'histoire du Québec, la revue **Québec-Histoire** et **Le Manuel des Sociétés Saint-Jean-Baptiste**. Ces publications se caractérisent par la volonté de donner au peuple québécois les outils qui lui permettront d'avoir une meilleure connaissance de ses origines et de sa culture.

1.3 Me Rodolphe Fournier et la Société Saint-Jean-Baptiste

L'introduction de M. Rodolphe Laplante, au **Manuel des Sociétés Saint-Jean-Baptiste** du notaire R. Fournier, présente l'utilité de cet ouvrage et de cette organisation ainsi :

«Ce manuel, sans rien de doctrinal, rappellera aux nouveaux membres que notre Société a duré plus que cent ans [fondée en 1834]. On ne dure ainsi que si le besoin l'exige. Le nouveau membre apprendra /.../ qu'il appartient à la plus ancienne et à la plus grande Société nationale, qu'elle fut un rempart de nos libertés menacées, le clairon sonnant le rappel des bataillons de défense, la voix qui dénonça le danger, le phare qui a illuminé la route /.../». [p.3]

Cet extrait contient à lui seul deux caractéristiques du nationalisme défini comme traditionnel : la survivance de la «race» et le messianisme. En fait, en poursuivant la lecture de cet ouvrage, l'extrémisme de son idéologie pourrait être parodié comme un long chant du cygne du clérico-nationalisme. Prenons-en comme exemple l'évocation du saint patron de l'organisme :

«La naissance miraculeuse de saint Jean-Baptiste, son âme remplie du Saint-Esprit, toute son existence de pénitence, ses titres de précurseur et d'annonciateur du Christ qu'il a baptisé, ses paroles inspirées, et sa mort dans l'accomplissement de son devoir en font un modèle de ténacité dans la foi, un exemple de charité pour la nation canadienne-française, qui devrait avoir une grande dévotion pour lui.» [p. 9].

Les raisons d'être d'une société comme celle de la Saint-Jean-Baptiste sont tout aussi éloquentes :

«/.../ apprendre aux canadiens français leur histoire particulièrement qu'ils ont:

- 1- Une même origine ethnique des plus nobles
- 2- Un même passé héroïque et digne
- 3- Une même religion
- 4- Une même langue
- 5- Les mêmes traditions et coutumes». [p.39].

Un tableau comparatif, suivant cette énumération, illustre en pages 39 et 40 les défauts des canadiens français, qui se résument essentiellement à un manque d'union, de fierté et de patriotisme, qui se traduisent par une américanisation du mode de vie et de la culture québécoise entraînant ainsi son anglicisation.

Le modèle et les solutions que la SSJB propose visent à ceci : une solidarité sans faille sur le plan culturel, politique, social et financier, un amour du français qui mettrait à l'honneur la devise officielle de la SSJB : Fierté de notre langue, de nos institutions, de nos lois et nos droits.

Cette devise se retrouve dans la constitution de la Fédération des sociétés Saint-Jean-Baptiste; s'y retrouve aussi la règle suivante : «La Fédération des Sociétés Saint-Jean-Baptiste du Québec accepte sans réserve la doctrine de l'Église catholique.»

Il semble inutile après la lecture de ces exemples d'insister sur l'idéologie nationaliste des SSJB québécoises. Bien qu'on puisse la trouver quelque peu intravertie, il n'en demeure pas moins que des organisations comme les SSJB ont réalisé et appuyé des projets qui ont marqué la société. Le chapitre du manuel écrit par le notaire Fournier sur leurs réalisations, que ce soit sur le plan national, économique, social, éducationnel, artistique ou religieux, est éloquent à ce sujet [p. 26 à

32]. Quelques-unes de ces actions ne sont pas étrangères à la future Société historique de la vallée du Richelieu comme la contribution à l'achat de la maison natale d'Honoré Mercier à Sabrevois, à l'érection d'un monument au frère André à Mont-Saint-Grégoire ou encore l'aide apportée à la fondation de sociétés d'histoire.

Certains règlements des SSJB sont justement axés sur la promotion culturelle canadienne-française : une SSJB locale s'engage à faire aimer l'histoire, à la protéger et à la diffuser, à organiser des fêtes publiques, des concerts et des conférences à caractère patriotique tout en accroissant «par ces moyens l'influence de la religion catholique et de la nation». Me Fournier adopte justement cette manière de faire connaître sa région. Yvonne Labelle mentionne dans sa brochure sur les sociétés d'histoire de la Vallée qu'il invitait régulièrement des gens à donner des causeries et des conférences à l'occasion des réunions de la SSJB d'Iberville. Lui-même effectuait des recherches et recueillait des renseignements auprès des personnes âgées. C'est de cette façon qu'a germé l'idée de fonder une société d'histoire dont le Richelieu serait le territoire et le sujet.

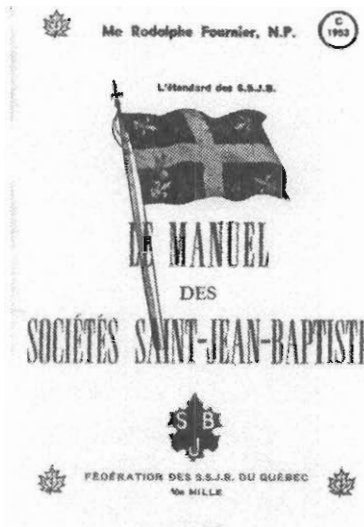
Né en 1952, le discours de ce nouvel organisme est aussi grandiloquent que celui qui ponctue **Le Manuel des Sociétés Saint-Jean-Baptiste!** Les archives de la Société historique de la vallée du Richelieu contiennent, surtout à ses débuts, quelques perles de ce grand style épique. Le 8 mai 1954, un entretien sur le fort Saint-Jean est donné par Me Jacques Cartier. Présenté comme un vénérable citoyen de la ville de Saint-Jean-sur-Richelieu «qui sait si bien faire vibrer les accents du plus pur patriotisme», il termine justement son exposé en invitant les canadiens français à examiner leur conscience face à l'histoire : «Ce que nous ne savons pas,

dit-il, c'est la valeur de notre histoire. On devrait défendre notre langue, nos traditions et nos droits, comme on défend son sang, son foyer et son sol.» Pour d'autres invités, c'est la reconnaissance envers la foi catholique qu'il faut exprimer. En juin 1954, le docteur en pédagogie, J.-P. Labarre, est remémoré dans les archives de la société d'histoire de la Vallée ainsi : «Durant plus d'une heure, ce noble vieillard de 82 ans, revêtu du costume de

son doctorat, nous entretient de la belle communauté des Soeurs des Saints Noms de Jésus et de Marie» afin de saluer «toutes les communautés du diocèse de Saint-Jean et rend[re] hommage à notre clergé pour notre survivance». Une personnalité comme Mgr Poissant de Boucherville utilise, lui, un langage très imagé pour le sujet de sa conférence : **Miroir et soleil de Boucherville**. Il «justifie d'abord le titre allégorique de sa causerie en se référant à Lacordaire qui a dit que l'histoire est le miroir qui réfléchit le passé et le soleil qui éclaire l'avenir.»

Toutefois, la lecture d'une réflexion de Benjamin Sulte faite le 21 mars 1957 à La Prairie, est suivie d'un commentaire qui, nous le verrons plus loin, a son importance :

«Benjamin Sulte a dit un jour: «Pénétrez-vous de la vie d'autrefois. Reconstituez l'existence de vos pères. Vivez des pensées qui les dirigeaient. Calculez le nombre de leurs travaux. Soyez les gardes-notes de leurs faits et gestes. Apprenez l'histoire de



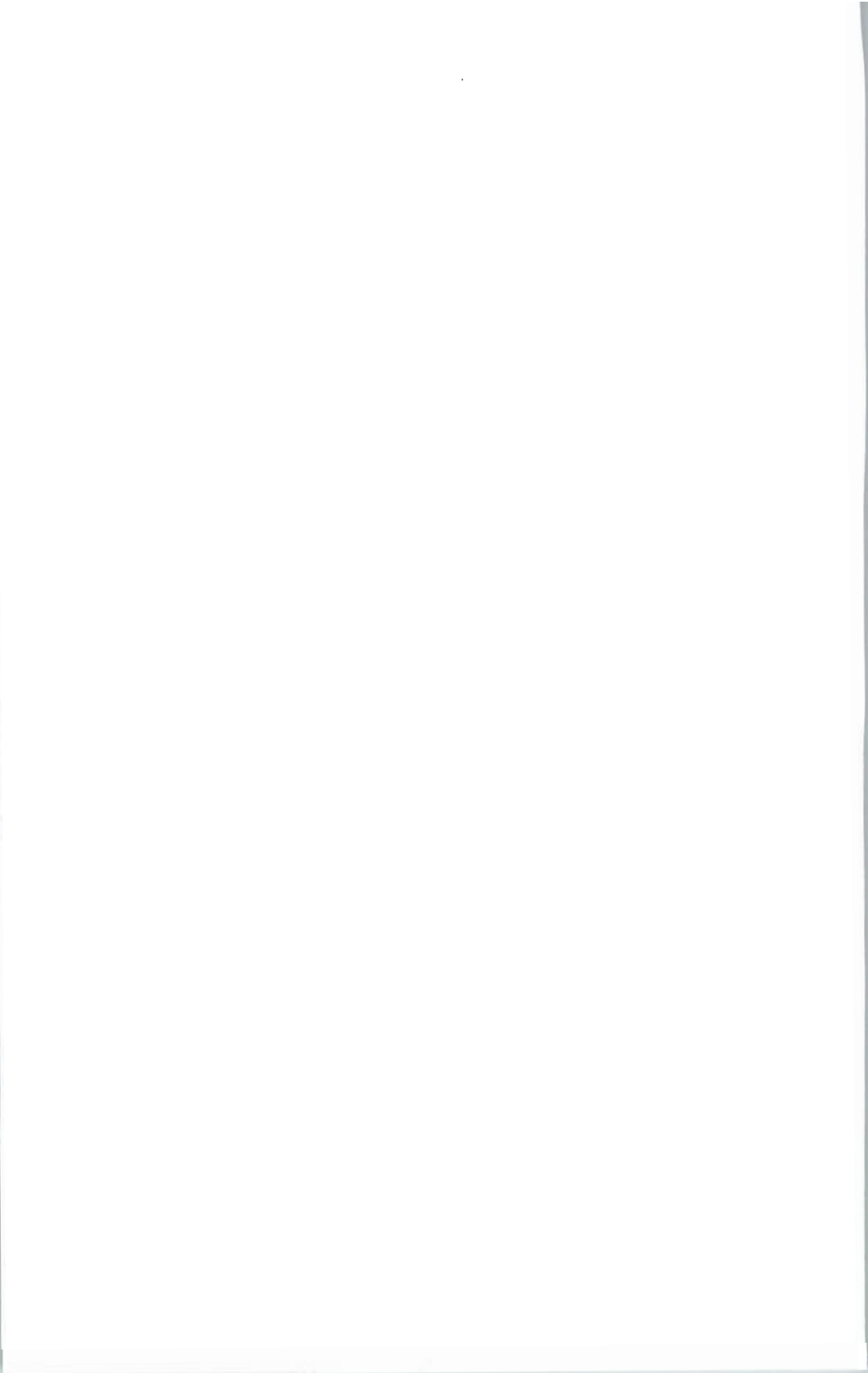
*Le manuel des sociétés
Saint-Jean-Baptiste*

vos prédécesseurs. Mirez-vous dans le passé; afin de le comprendre et d'en tirer des enseignements». C'est je crois ce que fait notre Société Historique en visitant les paroisses de la Vallée du Richelieu et en permettant aux fils de la Patrie qui connaissent bien l'histoire de leur pays mais qui connaissent très peu, très mal ou pas du tout l'histoire de leur clocher.»

Ce dernier paragraphe est la clé de la démarche de la SHVR, et qui la dissocie en même temps des grandes orientations de la SSJB. Me Fournier le révèle dès la réunion de fondation en 1952 : il explique « à l'assemblée comment cette Société d'histoire est née et dit l'intérêt que manifeste un grand nombre de citoyens **pour la petite histoire** ». Cette notion d'histoire locale, familière, revient régulièrement dans ses interventions, tout comme son objectif principal «de la faire aimer».

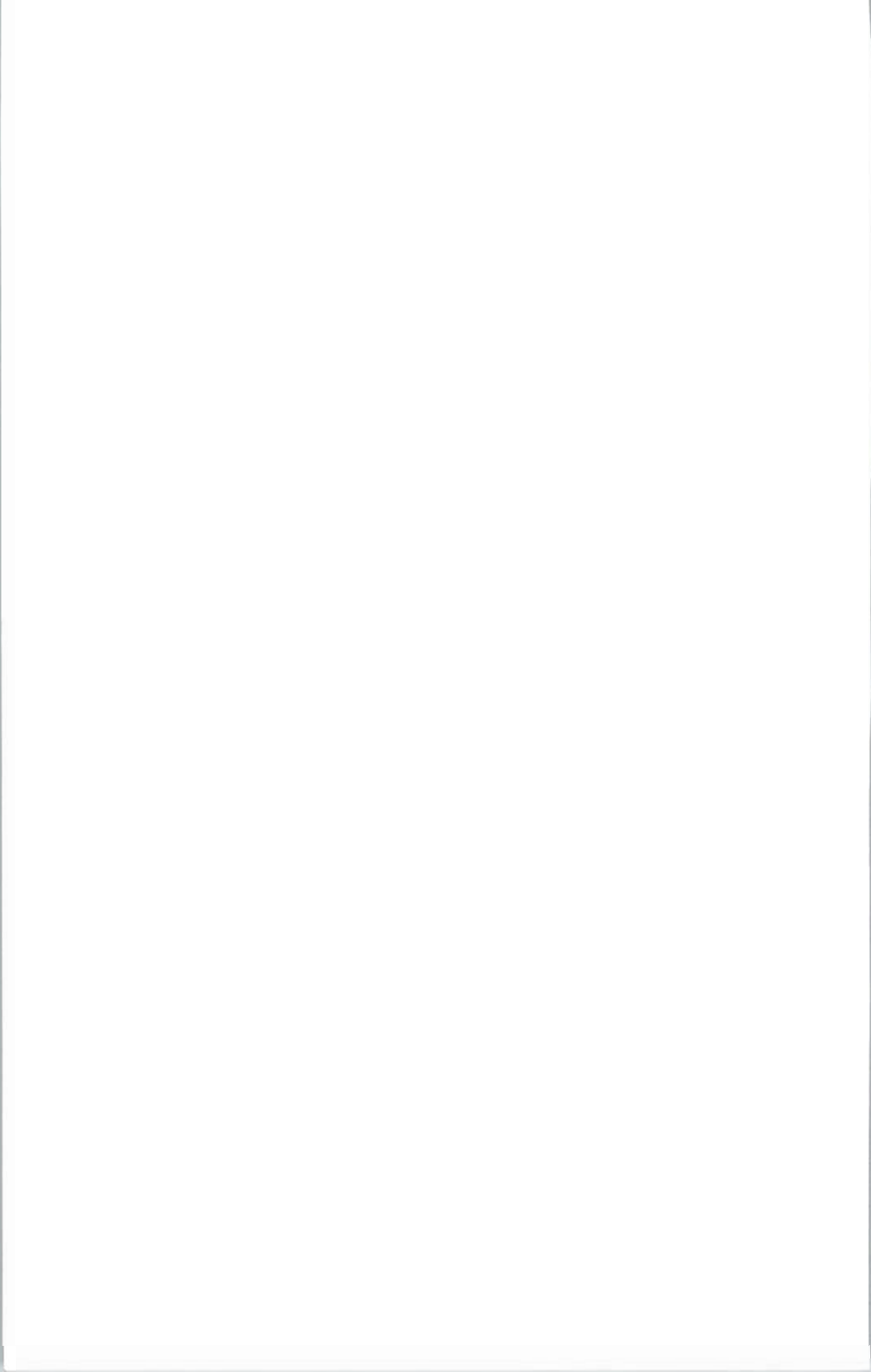
La lecture de quelques travaux du notaire Fournier laisse, bien sûr, voir toutes les influences qu'il a subies : patriotisme, fierté, ferveur religieuse; mais on y retrouve aussi un respect du passé et un souci de rendre accessible à toutes et à tous l'histoire régionale.

Joignant ainsi l'idéologie nationaliste d'un Québec duplessiste à celle des sociétés Saint-Jean-Baptiste, Me Fournier incarne le modèle parfait de cette élite qui va marquer l'histoire et l'évolution de sa communauté. À travers les institutions et les organismes qu'il a fondés, son souci constant est de mettre l'histoire de la Vallée du Richelieu au premier plan. La SHVR va constituer un outil essentiel pour réaliser ce dessein.



Chapitre : II

La société d'histoire de la Vallée du Richelieu



2.1 Définition de son rôle et de ses objectifs

Comme nous l'avons vu précédemment, les activités du notaire Rodolphe Fournier à l'intérieur de la Société Saint-Jean-Baptiste d'Iberville l'amènent à s'intéresser au passé de sa région. Lui-même décrit en 1972 - lors du 20^e anniversaire de la Société d'histoire de la Vallée du Richelieu - les causes ayant favorisé «la fondation d'une société régionale d'histoire» :

«1.- La Société historique de Saint-Jean, dont le siège social était au séminaire du même nom, groupa durant plusieurs années quelques membres qui firent des recherches, accumulant la documentation, mais son action était limitée à la ville et à ses environs;

2.- La Société Saint-Jean-Baptiste d'Iberville, fondée en 1940, grâce à ses membres et à des collaborateurs, durant une quinzaine d'années, a publié en brochures et dans les journaux régionaux, de nombreux textes sur l'histoire régionale, qui ont fait aimer celle-ci et ont stimulé les chercheurs;

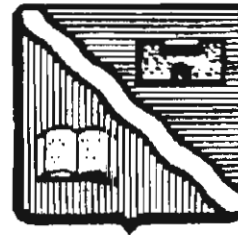
3.- En un article publié en 1952, dans l'hebdomadaire, LE RICHELIEU, de Saint-Jean, par Me Rodolphe Fournier, N.P., dans sa chronique régulière «EN FEUILLETANT NOS VIEUX JOURNAUX», celui-ci écrivait son regret de constater que la vallée du Richelieu ne possédait pas sa société d'Histoire et exprimait le vœu qu'il en soit fondé une, incessamment. Plusieurs lettres et téléphones à l'auteur de ces lignes, offrant toute collaboration, appuyèrent cette idée. Une trentaine d'adhérents furent ainsi trouvés.»

Une première rencontre se tient donc le 8 octobre 1952 à la Centrale catholique de Saint-Jean-sur-Richelieu en présence d'une cinquantaine de personnes. Elle débute sous le signe du passé, c'est-à-dire par la lecture

des minutes de la Société de Saint-Jean; on y apprend que l'organisation précédente avait été fondée le 15 janvier 1935 et qu'elle avait poursuivi ses activités durant quelques années. Malheureusement, l'ampleur de celles-ci ne peut être connue car « Le feu qui ravagea le collège de Saint-Jean détruisit les archives déjà intéressantes de cette première société historique » et que « la mort tragique de Me Geo Fortin et [de] Mgr A. Chaussé décima le groupe déjà peu nombreux ».

Désireux de faire renaître un tel regroupement, Me Fournier expose au président temporaire de cette réunion, Mgr Arsène Goyette, et au secrétaire « pro tempore », M. Paul L'Écuyer, directeur du journal **Le Richelieu**, les raisons qui motivent son initiative. Considérant la vallée du Richelieu comme l'un des coins les plus riches de la province de Québec en souvenirs historiques, il se dit le porte-parole d'un grand nombre de citoyens intéressés à « la petite histoire », validant ainsi « qu'une société d'histoire y a donc sa place et les recherches qui seront faites profiteront certainement à toute la population. » Un comité provisoire est nommé; Me Fournier en assure la présidence; Gustave Signori, la vice-présidence; Roland Sabourin, le secrétariat et Etienne Duhamel, la trésorerie. Son mandat sera d'élaborer une constitution et de limiter le territoire que cette société desservira.

Dès le 26 novembre de la même année, les nombreux participants de la rencontre du 8 octobre sont convoqués à nouveau, à Iberville cette fois. Le comité les informe, dans un premier temps, qu'une cotisation annuelle de 2,00 \$ serait perçue, sauf pour les étudiants et les professeurs qui ne paieraient qu'un dollar; que le nom officiel de la société serait *La*



Écusson de la SHVR

Société historique de la Vallée du Richelieu et qu'elle couvrirait le territoire suivant : «d'un côté du Richelieu le diocèse de St-Jean et de l'autre les comtés qui touchent au Richelieu. C'est ainsi que se trouveront groupés sous son égide les comtés de Richelieu, Verchères, Chambly, Rouville, St-Jean, Iberville, Missisquoi, La Prairie et Napierville.» Il y aurait des assemblées mensuelles, sauf pour les mois de décembre, janvier, juillet et août, avec un quorum fixé à dix membres. Me Fournier présente en même temps un projet d'écusson avec la devise suivante, qui est acceptée : «Notre histoire, écrin de perles».

La constitution de la Société historique de la vallée du Richelieu est présentée; on y retrouve des explications sur son nom et ses buts, sur ses moyens d'action, sur son organisation, sa devise et son écusson, ainsi que sur les membres invités et les membres honoraires.

L'étude des grandes lignes de ce document s'avère très pertinente car les principales orientations qui sont données à cet organisme sont pratiquement demeurées inchangées depuis quarante ans. Comme nous pourrions le constater, il a façonné le mode et les méthodes d'intervention de la Société dans son milieu.

Commençons par l'énumération des trois buts que la Société vise :

- 1) Le regroupement de bonnes volontés désireuses à s'intéresser **de façon efficace et utile** à l'histoire de la vallée du Richelieu.
- 2) La recherche et la mise en valeur, **par un travail collectif**, de tous les documents suscep-

tibles d'évoquer et de faire revivre le passé.

- 3) **La formation dans le public** d'un état d'esprit attentif et respectueux à l'égard de tous les documents, souvenirs, lieux, personnes qui, à titre quelconque, appartiennent à l'histoire.

Les moyens d'action pour réaliser cette vaste entreprise se tiennent principalement autour de confé-



(1970) Assis: Marthe Boivin, Gustave Signori, Armand Goyerte, J.E.Boivin, le jour anniversaire de ses 100 ans, Maria Boivin; debout: J.Roland Robert, Marie-Jeanne Clairmont, Marcel Gauthier, Michel Gagnon, Marielle G. Crabbe (P5/H2,1,1)

rences et de réunions mensuelles. Ces rencontres visent à mettre en contact les chercheurs afin qu'ils puissent communiquer les résultats de leurs travaux. Quant aux causeries, elles permettent d'agrandir leur auditoire tout en les faisant connaître au même titre que la publication de leurs recherches.

La Société désire aussi jouer un rôle de conservation en préservant en triple copie le texte des travaux ou des causeries de ses membres. De plus, elle veut réunir une documentation historique concernant la Vallée qui sera mise à la disposition des chercheurs de la région. Pour ce faire, elle compte sur ses membres qui s'engagent lors de leur adhésion :

«b) A s'intéresser dans la région ci-dessus à tout ce qui touche à l'Histoire et à sauver de la destruction ou de l'oubli, les vieux papiers, les livres, les gravures, les cartes géographiques, les plans anciens, en un mot, tout ce qui à un titre quelconque évoque et éclaire le passé;

c) A tirer partie, pour fins de documentation, des papiers de famille, des actes notariés, des notes et mémoires que recèlent (sic) les presbytères et les foyers des descendants de familles anciennes ou non;

d) A recueillir auprès des personnes âgées, les notes orales ou les détails susceptibles d'éclairer les débuts de telle ou telle paroisse, les anecdotes ou souvenirs dignes d'être conservés, les traits de moeurs originaux, bref, à sauver, avant qu'ils ne se perdent irrémédiablement, les trésors de documentation précise et originale que conserve la mémoire des rares survivants, d'une époque pas très éloignée mais dont le souvenir s'efface rapidement; /.../»

Finalement, la Société sera régie par un conseil d'administration où les officiers seront élus à chaque année par vote secret.

L'assemblée du 25 novembre entérine la constitution et, ensuite, élit son premier conseil dont la composition est la suivante : Me Rodolphe Fournier d'Iberville, président; M. Gustave Signori de Saint-Jean, vice-pré-

sident; M. Etienne Duhamel de Contrecoeur, secrétaire; M. Paul L'Ecuyer de Saint-Jean, trésorier et Me O. Goyette de Marieville et M. Guy Dufresne de Frelighsburg, bibliothécaires-archivistes. Déjà à l'intérieur de cette assemblée, des photographies anciennes et des volumes à caractère historique sont donnés à la Société, et on s'entend sur un sujet : «la plupart des travaux de recherches de cette année touche les seigneurs et les seigneuries de la région.»

À l'occasion de son incorporation en avril 1965, les lettres patentes démontrent que même après treize



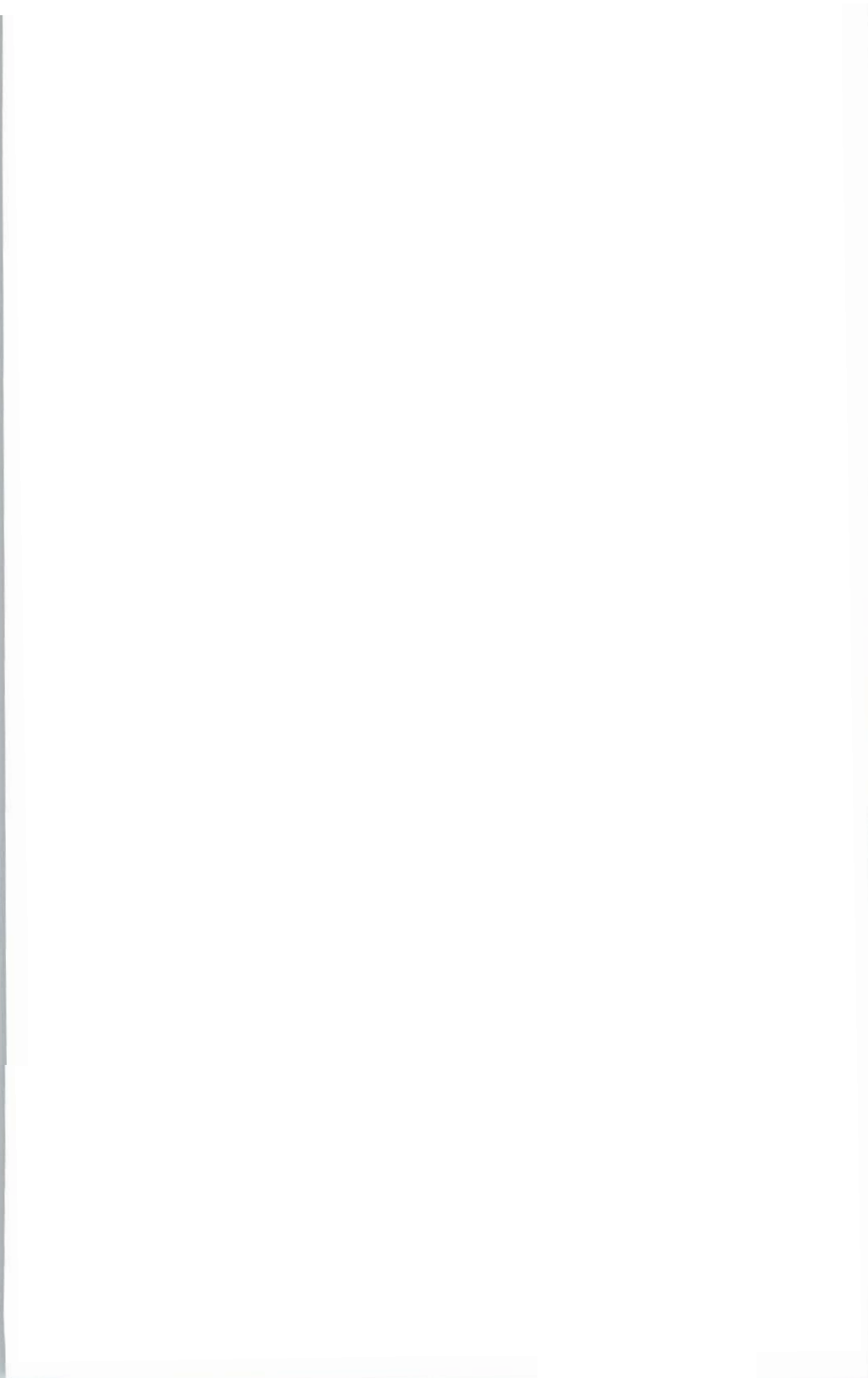
Octobre 1965. Près de la plaque posée sur l'église Saint-Mathias, le maire Sylvio Wilson, Mgr Louis-Philippe Phaneuf, Paul Gouin, François Boulais, Mgr David Petit et Léo R. Leblanc (SHVR P5H3)

années d'existence, la Société historique de la vallée du Richelieu est restée fidèle à elle-même. Bien que les trois buts précités demeurent inchangés, les responsables de cette démarche, Mes Leblanc et Fournier, en ajoutent deux nouveaux afin d'élargir un peu plus le mandat de la SHVR :

«4- Tenir des assemblées dans différentes localités de la vallée du Richelieu, organiser des excursions en vue de mieux faire connaître les sites et les monuments historiques, et encourager le tourisme en fonction des objets susdits;

5- Faire toutes choses ayant pour objet la préservation et la mise en valeur de notre patrimoine ou héritage historique.»

Malgré certains remaniements des règlements généraux en 1979, et une modification à son appellation, de **Société historique** à **Société d'histoire de la Vallée du Richelieu**, ses buts de valorisation et de connaissance du patrimoine du Richelieu quel qu'il soit, et la sensibilisation de la population à sa richesse demeurent inchangés.



2.2 Son rayonnement et ses champs d'activités

2.2.1 Les moyens de diffusion

Les objectifs de la Société historique de la Vallée du Richelieu vont façonner directement et indirectement les moyens et les outils d'intervention que se donneront les administrateurs pour la mise en valeur et la reconnaissance du patrimoine de leur région; régis jusqu'à un certain point d'une façon immuable, il faut souligner que la chose a été facilitée par la constance dans la direction des destinées de la société. En effet, durant pratiquement vingt-cinq ans, sa présidence a été entre les mains de deux titulaires : Me Rodolphe Fournier, de 1952 à 1956, et Me Léo-R. Leblanc, de 1960 à 1977 inclusive-ment.

Donc, le regroupement des bonnes volontés touche toute personne désireuse d'en connaître davantage sur la vallée du Richelieu. Les nombreux lieux de rencontre illustrent, comme le dit si bien le frère mariste, Jules-Emile Giroux, dans son texte sur le dixième anniversaire de fondation de la Société, l'intérêt des gens et le rayonnement de l'organisme. Déjà en 1962, les villes d'Iberville et de Saint-Jean-sur-Richelieu avaient accueilli la SHVR à cinq reprises; Contrecoeur et L'Acadie, à trois reprises alors que pour Marieville, le total se chiffrait à deux. Les municipalités et villes de Saint-Luc, de Saint-Mathias, de Saint-Alexandre, de Saint-Antoine-sur-Richelieu, de Varennes, de Chambly, de Sainte-Brigide, de Saint-Sébastien, de Longueuil, de La Prairie, de Boucherville et de Saint-Ours furent des lieux de conférences et de rencontres à une occasion.

La recherche et la mise en valeur de l'histoire permettent, elles, de connaître et de faire connaître des chercheurs de réputation nationale mais aussi locale. Si des noms comme Me Gérard Morisset et M. Robert

Rumilly sont aujourd'hui reconnus dans leur domaine respectif, la région a aussi ses incontournables comme Me Fournier qui nous a laissé une littérature abondante, comme M. Ludger Beauregard pour qui veut traiter de la géographie et du développement agricole dans la vallée, comme l'abbé Georges-Henri Cournoyer pour la généalogie, ou encore comme M. Pierre Brault à qui l'on doit de nombreux ouvrages sur L'Acadie.

Quant à la sensibilisation du public envers les témoins de son histoire, la Société historique évalue tous les moyens d'intervention à sa portée. Le paragraphe relatif à cet objectif est lui-même un bon indicatif : développer face aux **documents, souvenirs, lieux** et **personnes** reliés à l'Histoire une attention particulière et du respect à leur égard.

Le résultat de cette démarche se traduit concrètement aujourd'hui par des conférences innombrables, par la reconnaissance officielle de sites et de monuments historiques, par la participation à de nombreuses célébrations et commémorations à caractère historique et patriotique ainsi qu'à travers la toponymie de son territoire. Ajoutons à tout cela des interventions auprès des différents paliers gouvernementaux pour se doter d'outils pour faire connaître l'important axe fluvial de la région qu'est le Richelieu, des excursions et des périodes annuels à travers la Montérégie et le Québec, la mise sur pied de la Fédération des sociétés d'histoire du Québec et enfin, l'organisation de concours annuels portant sur l'histoire de la vallée.

Les conférences

Ce moyen de diffusion est privilégié par la Société d'histoire. Il faut toutefois ajouter que cette façon de faire connaître la recherche historique découle et s'inspire d'une tradition oratoire omniprésente au Qué-

bec. Le notaire Fournier l'utilise couramment, comme le mentionne Mlle Yvonne Labelle dans son texte sur la fondation de la SHVR, lors de ses réunions de la Société Saint-Jean-Baptiste. Il est donc tout à fait normal que dès la première rencontre du 8 octobre 1952, il ait un sujet de conférence à présenter ! Consacré à l'abbé Elphège Filiatrault, auteur du drapeau fleurdéliné québécois, Me Fournier marque le coup d'envoi à une coutume restée bien vivante.

Il existe des listes chronologiques des conférences prononcées à la Société d'histoire de la Vallée du Richelieu, notamment celle dressée par Mlle Labelle que l'on retrouve dans le deuxième chapitre de sa brochure, et qui a été mise à jour dans le cadre d'un travail archivistique en 1992. Toutefois, cette abondante information méritait d'être colligée sous un nouvel angle; classée par thèmes, cette énumération de titres révélait de nouvelles données. Bien qu'un pourcentage considérable de ces exposés n'ait été traité qu'à une seule occasion, des familles se profilent nettement. En même temps, une telle grille d'analyse permet en même temps de voir la popularité d'un sujet à une période donnée; c'est le cas, par exemple, du fort Saint-Jean qui a fait l'objet de cinq conférences entre 1953 et 1965.

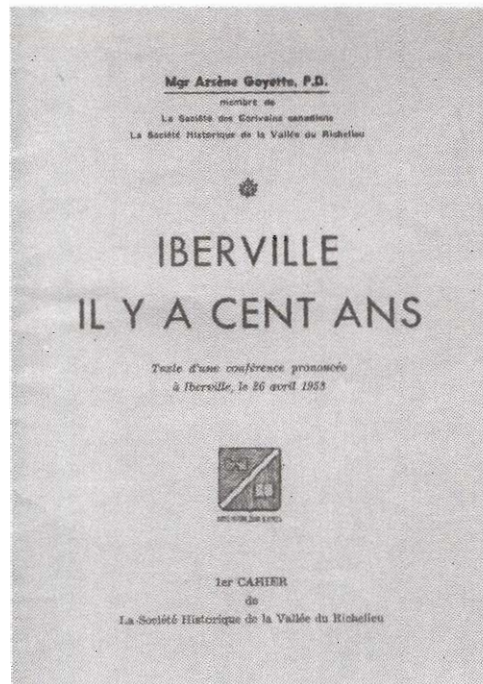
Nous ne saurions donner à cet exercice un caractère exhaustif, car le but est de tracer un portrait assez large de cette forme d'activité de la Société. Cependant, un nouveau regard peut être posé sur certaines perceptions que nous pouvions avoir, face, notamment, aux débuts de la SHVR. On peut prendre comme exemple la forte présence de religieux membres de la Société. Nous serions portés à croire que l'histoire religieuse de la Vallée occuperait une position de premier rang comme sujet de conférences. Ce n'est pas tout à fait le cas. En effet, pour lui faire occuper une telle place, il faut

regrouper les thèmes relatifs à l'histoire des paroisses et des communautés religieuses (13) avec quelques exposés sur la vie scolaire (3) de la Vallée. Ceci fait, on ne rejoint toujours pas les deux plus importants sujets que sont les biographies de personnages publics (23) et les monographies de villes et de municipalités (22). Les familles et la généalogie (12) suivent, auxquelles nous pourrions greffer les historiques des seigneuries (8). Des études sur les diffé-

rents aspects militaires de la Vallée occupent aussi une place de choix : les forts (11), les blockhaus (2) et les conflits canado-américains (4). Ajoutons à cette famille la Rébellion de 1837-1838 (9), dont on peut mesurer l'ampleur et l'étendue par la très grande diversité dans les titres des conférences.

Quant à la catégorie qualifiée de **divers**, elle englobe des sujets à caractère folklorique, toponymique et patrimonial, ainsi que quelques notes de voyage, au pays et à l'étranger, par des membres de la Société.

De 1952 à 1969, toutes ces conférences se tiennent sous l'égide de la Société historique de la Vallée; après la création des sections locales, en 1969-1970, ces causeries sont dorénavant sous leurs auspices et se déroulent sur le territoire concerné.



Couverture du premier cahier publié par la SHVR

Les publications

Alors que les conférences ont tenu, et tiennent encore, un rôle prépondérant dans la diffusion de l'information, la tentative de répéter le même succès par la publication n'a pas connu un résultat aussi tangible.

Néanmoins, la Société historique de la Vallée du Richelieu a, à son actif, dix brochures, publiées entre 1954 et 1957 pour les huit premières, et en 1978 et 1980 pour les deux dernières. En voici les titres :

- 1954 : *Iberville il y a cent ans*, Mgr Arsène Goyette
- 1954 : *Histoire de L'Acadie*, Frère Jules-Emile Giroux
L'église de L'Acadie, Me Gérard Morisset.
- 1955 : *Les Acadiens: Hier et aujourd'hui*,
Me Adélarde Savoie.
- 1955 : *Historique de Saint-Alexandre*,
François Lefebvre, Me Charles Thibault et
Me Joseph Boivin.
- 1955 : *La Seigneurie de Monnoir et ses seigneurs*,
Abbé Georges-Henri Cournoyer.
- 1955 : *Histoire de Sainte-Brigide*, M. Rosaire Benoit.
- 1956 : *Historique de Saint-Mathias*, Mgr L. P. Phaneuf
Saint-Mathias en 1837-1838, Léon Trépanier
Edouard Cadieux, Me Rodolphe Fournier.
- 1957 : *Le Triangle de Sorel-Philipsburg-Valleyfield et
les frères de l'Instruction chrétienne*,
Frère Damase.

1978 : *Un Chemin plein d'histoires*, Réal Fortin

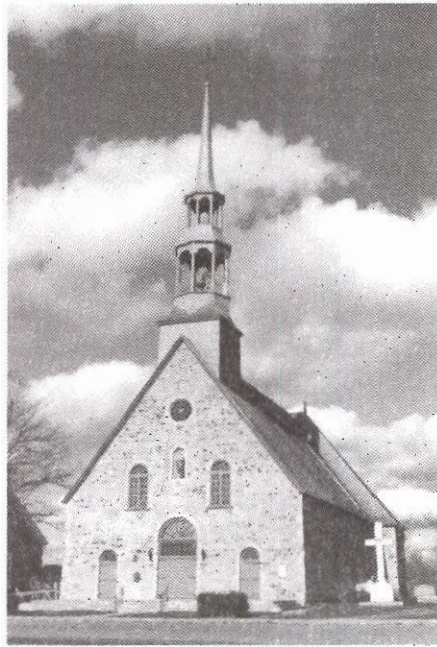
1980 : *Nos sociétés d'histoire de la Vallée du Richelieu*, Mlle Yvonne Labelle.

Ces brochures contiennent en moyenne une vingtaine de pages, et certaines renferment des reproductions de photographies et de cartes. Notons que les huit premiers titres avaient fait l'objet de conférences avant leur publication, alors que le texte de M. Fortin est sorti gagnant d'un concours organisé par la Société historique de la vallée en 1977. Quant à l'ouvrage de Mlle Labelle, il s'agit d'une initiative personnelle. D'autres sont encore publiés, mais ils sont maintenant le fruit des sociétés locales.

L'un des empêchements majeurs à la réussite de ce mode de diffusion pour la Société historique de la Vallée du Richelieu semble découler d'un manque de ressources financières pour les frais d'édition. Me Fournier, qui est le pivot central pour la plupart de ces publications, souligne justement cette difficulté. En même temps, il mentionne une autre piste en écrivant lors des célébrations du 20^e anniversaire de la Société que «plusieurs textes dans les journaux régionaux» ont été publiés. Il s'agit là d'une avenue de recherche qui ne semble pas avoir été explorée. Et si l'on pense à tous les articles que le notaire lui-même a produits pour les journaux locaux de Saint-Jean, la somme de documentation à traiter serait sûrement surprenante. Il serait plus qu'intéressant qu'un tel travail voie le jour; il nous aiderait sûrement à mieux évaluer l'impact que la Société a pu avoir, par ce moyen, dans le quotidien des gens de la Vallée.

Les célébrations et les commémorations

Me Fournier écrivait en 1972 : «L'oeuvre la plus magnifique réalisée par la société est d'avoir groupé durant 20 ans sans interruption et dans l'amitié, non seulement les historiens, les chercheurs en histoire régionale, mais aussi tous ceux qui peuvent aider à la diffusion de celle-ci.» Les réunions mensuelles constituent bien sûr la période privilégiée pour les rencontres, mais la société se dote d'autres moyens.



(1993) Église de l'Acadie
(Photo D. Le Blanc)

À la lecture des archives - de 1952 jusqu'au début des années 1970 principalement -, tout événement à caractère historique ou patriotique qui pouvait faire l'objet de célébrations fut mis à profit. Dès 1953, le conseil d'administration se prépare pour la commémoration du deuxième centenaire de la déportation acadienne, donnant ainsi un caractère national à l'événement. L'abbé Georges-Henri Cournoyer se rendra lui-même en Acadie, alors qu'une messe pontificale est célébrée le 26 juin 1955 à L'Acadie suivie d'un banquet et d'une conférence. Le président général de ces festivités, Me Adélarde Savoie de Moncton, est présent. L'intérêt suscité par ces activités a même entraîné la restauration de l'église Sainte-Marguerite-de-Blairfindie de L'Acadie, à la demande de la Société

historique de la Vallée du Richelieu auprès de la Commission des monuments et sites du Québec.

En 1953, une proposition de l'assemblée mensuelle des membres souhaite que soit célébré le centenaire des comtés de Saint-Jean et de Napierville. La nomenclature de ces commémorations s'échelonne ainsi jusqu'aux années 1970. Son étude est très intéressante car elle nous permet d'observer la largeur du spectre couvert par la société. Ne s'en tenant pas essentiellement à de grandes manifestations historiques nationales, les événements en rapport avec la vallée du Richelieu sont prioritaires. Le désir de souligner la déportation acadienne se traduisait par la volonté de rendre hommage à la population acadienne qui avait élu domicile dans le Richelieu (un inventaire de ces familles dans la région a même été fait). Mais, comme nous l'avons mentionné précédemment, la Société ne s'en tient pas seulement à ces grands déploiements. Nous pourrions même dire qu'elle privilégie ce qui a un caractère régional. Me Fournier, encore une fois, nous en dresse une liste très représentative en 1972 : la soirée en hommage à l'ancien premier ministre Félix-Gabriel Marchand, natif de Saint-Jean; le centenaire de la naissance de l'homme fort du Québec, Louis Cyr de Napierville; les fêtes d'anniversaire de localités de Contrecoeur, Richelieu, Longueuil et Chambly, pour ne nommer que celles-là. Mais cela n'empêche pas les contacts et les échanges outre-frontières de se poursuivre, notamment avec le 350^e anniversaire de la découverte du Richelieu par Samuel de Champlain qui donne lieu à un projet conjoint avec les États-Unis. En 1967, des représentants de la société accueillent des délégués français de Neuville-sur-Varne, lieu de naissance de Chomedey de Maisonneuve, lors d'une visite dans la vallée.

L'implication de la Société, à un degré plus ou moins élevé, semble très importante dans les vingt-cinq premières années quant à ces manifestations. Par la suite, on mentionne dans les archives l'existence de telle ou telle fête, mais la présence ou l'implication directe de l'organisme semble dorénavant inexistante.

Excursions annuelles

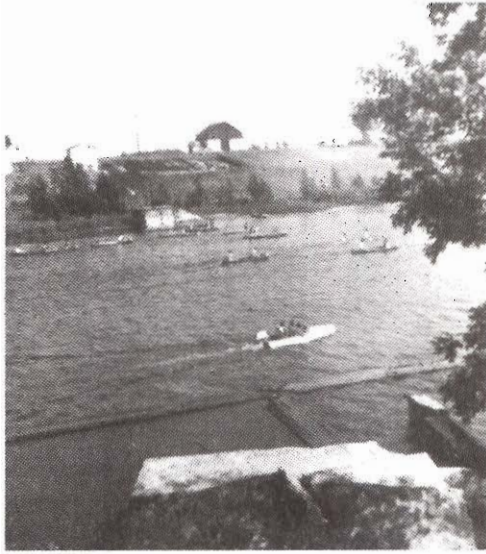
Ce qui revient avec la plus grande régularité dans les activités de la société, c'est l'excursion ou le périple annuel organisé par le conseil d'administration. Encore une fois, ce moyen de sensibilisation sera transféré aux sociétés locales.

La première mention de ce genre de manifestation récréative remonte à 1961. Le secrétaire attitré, le mariste Jules-Emile Giroux, présente cette première promenade dans son rapport d'activités de 1961-1962; et lui donne comme principal objectif de faire connaître de façon concrète les différentes richesses de la vallée du Richelieu.

«Un mot de notre promenade historique au bord du Richelieu. Dimanche, 15 octobre [1961], départ au petit jour d'une vingtaine de membres de notre Société au chant des couplets de la Chanson du Richelieu, paroles de Mlle Y. Labelle; messe en l'historique église de St-Mathias avec allocution spéciale de Mgr Ls-Philippe Phaneuf; arrêt et déposition de fleurs au monument des Patriotes de St-Charles et de St-Denis; visite du manoir de Saint-Ours, du Château des Gouverneurs à Sorel; agapes au pavillon Tracy; halte au Grand-Saint-Ours sur l'emplacement du premier manoir, puis à Contre-cœur au modeste monument du Père Anne de la Noue, et à St-Antoine chez l'octogénaire Jacques-Antoine Cartier, petit neveu de Sir G.-Et. Cartier, avec court arrêt au vieux puits de Sir G.-Et. Cartier.»

Dans son ouvrage, Mlle Yvonne Labelle consacre plus de neuf pages sur cette randonnée automobile. Son récit est ponctué de nombreuses anecdotes, et ce, dans un style littéraire très imagé. On y retrouve aussi les paroles de deux chansons composées expressément pour cette occasion. La lecture de ces chants est amusante à cause des airs sur lesquels ils ont été composés - **À Saint-Malo, beau port de mer** et **À la cabane** -, et des paroles à caractère très populaire ! Un tel témoignage permet de recréer le zèle qui animait ces gens dans leurs activités. La rédaction, toujours par Mlle Labelle, d'un second rapport de voyage en 1963, en direction du Lac Champlain, permet d'analyser ce que sont les principaux points d'intérêt. Tout d'abord, ces randonnées sont essentiellement des retours dans le passé, un retour aux sources. Assaisonnés d'un tantinet de patriotisme canadien-français, les villages, les maisons, les sites, les forts et les églises sont retenus pour leur valeur symbolique, que ce soit pour le personnage qui y a habité ou l'emplacement lui-même qui a été le théâtre d'événements qui ont marqué l'histoire québécoise. Il s'agit donc, premièrement, de faire connaître ces sites afin de raviver le sentiment d'appartenance des participants, mais c'est aussi de démontrer qu'il y a matière à une double fierté puisqu'ils ont lieu à l'intérieur du territoire couvert en grande partie par **leur** société d'histoire. Comme on peut le constater, c'est une façon très efficace pour rejoindre d'un même coup de nombreux objectifs de l'organisme. C'est ainsi que s'expliquent les résumés détaillés de ces périple dans les rapports annuels d'activités.

On doit aussi mentionner que ces excursions sont nées sous la présidence de Me Léo-R. Leblanc, et qu'elles lui tiennent à coeur. En 1977, lors de son dernier mandat, il avait même trouvé une façon plus originale de



*Excursion en canots sur le
"Richelieu historique" (P5 / H4,2)*

visiter le territoire : faire une expédition en canots «sur le Richelieu historique». Cette aventure visait surtout à «intéresser nos étudiants à nos sites et monuments historiques, et de répondre au désir de Mre Rodolphe Fournier de fonder une «section-jeunesse».» C'est donc ainsi que trois équipes - de Saint-Jean, de Chambly et de Saint-Hilaire - font

un trajet de 88 «milles» du Lac Champlain à Sorel, en compagnie de Me Leblanc. Seul le groupe de Saint-Jean termina le voyage et reçut un prix en argent lors du banquet de clôture des festivités du vingt-cinquième anniversaire de la Société historique de la Vallée du Richelieu en 1977.

Un dernier mot à ce sujet. Bien que le territoire de la vallée du Richelieu soit visité à maintes reprises, les membres de la SHVR ne s'y limitent pas non plus. En fait, quelques états américains et ce que nous appelons aujourd'hui la Montérégie sont explorés au cours des ans : de Contrecoeur à Kahnawake dans l'axe nord-sud et de Lacolle à Châteauguay dans l'axe est-ouest. Le tout, comme l'écrit Me Leblanc en 1970, « dans un esprit de franche camaraderie ».

2.2.2 Les grands dossiers

Pour une reconnaissance de la vallée du Richelieu

Il est plus qu'heureux qu'une société d'histoire soit née en 1952, mais encore faut-il qu'elle ait une raison d'être. Nous sommes à même de constater, grâce à la section précédente, que tous les prétextes, les occasions de célébrer et les moyens pour répandre l'information à caractère historique et patrimoniale sont utilisés. Mais d'autres circonstances méritent notre attention et s'avèrent être des dossiers très importants pour l'avenir de la région. En 1958, le président de la SHVR annonce, lors de la réunion du 16 juin :

«une heureuse réalisation due principalement à l'initiative de l'ancien Président de la S.H.V.R., M. Etienne Duhamel [qui travaillait pour la Société Radio-Canada]. Il s'agit de programmes historiques qui passeront à la TV du 4 août au 6 octobre dans le but de faire connaître la Vallée du Richelieu. Ces émissions, dont le texte et les commentaires sont dus à Paul Gouin, se feront sous forme de visites touristiques dans la Vallée du Richelieu, de films et d'interviews. Elles mettront à l'affiche tour à tour Laprairie, St-Jean, le Fort de l'Île-aux-Noix, Henryville et Sabrevois, Iberville, Mont-St-Grégoire, Richelieu et St-Mathias, St-Hilaire, St-Charles, St-Denis, St-Ours, Sorel, St-Roch, St-Antoine, St-Marc, Beloeil et Prévert, Fort de Chambly, St-Hubert et Longueuil. C'est donc toute la vallée, historique et actuelle, qui passera sur les ondes et à l'écran !...!»

L'obtention d'un tel temps d'antenne correspond parfaitement à cette volonté de vouloir faire connaître cette région du Québec, mais aussi à lui donner la place de choix qu'elle aurait, et devrait encore aujourd'hui occuper dans l'histoire de cette province. Et cela, les dirigeants de la SHVR l'ont bien compris. La reconnais-

sance et la promotion du patrimoine culturel de la Vallée draineront beaucoup d'énergie (aspects sur lesquels nous reviendrons un peu plus loin dans ce chapitre). Toutefois pour qu'une telle entreprise atteigne ses objectifs, il importe de se doter d'un dessein. Celui qui servira de leitmotiv à la société historique sera de faire reconnaître la vallée comme une entité distincte en raison de sa spécificité géographique due à la rivière Richelieu ainsi qu'à la longue histoire qui l'a marquée au cours des siècles.

Dans son rapport du président en 1960-61, Me Leblanc énonce une «entreprise» qui ne saurait nous étonner. En effet, des contacts sont établis avec l'Office du tourisme du Québec afin de donner toute l'importance que le territoire de la vallée du Richelieu doit avoir:

«Depuis la constitution du nouvel Office du Tourisme de la Province, notre société a demandé de reconnaître la valeur du Richelieu comme région historique et touristique distincte, et elle a offert sa contribution pour l'aménagement de sites de campements ou relais de touristes qui conviendraient également aux automobilistes et aux usagers de la rivière, et se trouveraient à proximité des sites historiques.»

Encore mentionnée dans les rapports de 1961-62 et de 1962-63, Me Leblanc confère à cette question un espace important en écrivant « La magnificence de la vallée du Richelieu, la grandeur de son passé, ainsi que l'ensemble de ses sites et monuments historiques, concourent à rendre impérieuse la nécessité de la reconnaître comme région touristique distincte ».

Les membres de la Société historique de la Vallée prêcheront par l'exemple. Propriétaire à partir de 1961 de la maison natale de l'ancien premier ministre,



(1993) Maison natale d'Honoré Mercier à Sabrevois (Photo D. Le Blanc)

Honoré Mercier à Sabrevois, la Société ouvrira , en 1964, un kiosque de renseignements touristiques à proximité. La gestion par la SHVR de ce site durant de nombreuses années reflète bien jusqu'à quel point les intervenants de ce dossier croyaient en leur concept de région distincte.

Dix ans plus tard le 30 avril 1971 , le conseil d'administration de la Société maintient cette ligne de pensée en faisant parvenir à la Fédération des sociétés d'histoire du Québec une résolution à savoir premièrement, que l'industrie du tourisme au Québec est importante; deuxièmement, que des millions de dollars sont dépensés annuellement par les québécois aux États-Unis; troisièmement, que le tourisme des provinces de l'Ontario et du Nouveau-Brunswick n'est à peu près pas développé; et quatrièmement, que seuls quelques centres du Québec «profitent, actuellement, du tourisme et qu'il faut mettre tout en oeuvre pour que ce soit pour le plus grand nombre possible». On demande donc que la

Fédération forme un comité dont le mandat sera de faire connaître tous les lieux et monuments historiques québécois. En même temps, les fonctionnaires du ministère du Tourisme sont priés d'entrer en contact avec les provinces voisines pour mettre sur pied un réseau d'échanges touristiques afin d'en faire découvrir toutes les richesses naturelles et culturelles.

À plusieurs reprises, la Société historique interviendra pour sauvegarder le visage touristique de sa région. De nombreuses résolutions et lettres sont adressées au ministère de la Voirie du Québec lors de projets de travaux de réfection ou de nouveaux tracés sur l'une des routes bordant le Richelieu. On désire que rien ne soit enlevé au charme des villages anciens, que le cachet historique et touristique de ces voies de circulation soit conservé afin de laisser aux vieilles demeures leur environnement bucolique.

Identification, protection et mise en valeur du patrimoine culturel

Il s'agit ici de l'un de plus importants champs d'intervention de la Société historique de la vallée du Richelieu. Comme nous allons le voir, le patrimoine culturel, dans son sens très large, est l'un des principaux chevaux de bataille de la SHVR. La série de conférences, les nombreuses publications et les célébrations commémoratives ont déjà illustré la richesse historique que recèle la région. Menant, d'un côté, la bataille pour la reconnaissance officielle de son territoire, la Société sera confrontée en même temps à des problèmes qui ne concernent pas seulement la vallée du Richelieu. Il en découlera que son implication en matière de protection du patrimoine ne se limitera pas à des actions strictement locales, mais s'étendra aussi à un niveau national. Et l'étendue de ces interventions touchera à de très

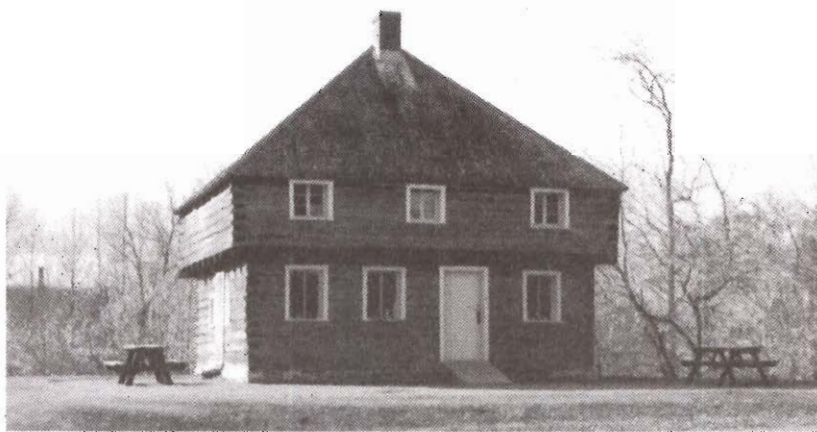
nombreuses facettes patrimoniales qui ne sont pas que du domaine du bâti. En effet, les archives, les antiquités, la littérature québécoise et l'archéologie ne sont que quelques-uns des secteurs d'activités culturelles sur lesquels la Société historique se prononcera. En même temps, elle tentera de se doter pour elle-même d'infrastructures pour l'identification, la préservation et la reconnaissance de son propre patrimoine.

Dès 1953, le notaire Fournier exhorte les membres à transmettre au secrétariat de la Société les journaux, les livres, les revues et les photographies relatives à l'histoire de la vallée du Richelieu. Le but de ces cueillettes est de mettre sur pied un centre de documentation. Avec beaucoup d'aide extérieure venant notamment de M. Ernest Lacombe, de la bibliothèque de Montréal, qui donne en 1954-55 des exemplaires doubles de certains journaux et revues, on cumule assez rapidement du matériel. L'accumulation de cette documentation ne causant pas de problème, l'inexistence d'un lieu de dépôt et de consultation permanent va en devenir un. Ce handicap persistera très longtemps et ne se règlera que lorsque la section de Saint-Jean-Iberville deviendra la propriétaire légale de cette documentation.

Mais cette quête incessante de documents permet surtout de mesurer la vulnérabilité des témoins du passé à caractère patrimonial. Face à ce constat, les membres de la Société décident d'intervenir avec les outils à leur disposition pour sensibiliser à la protection et à la conservation.

En 1961, le conseil d'administration demande aux résidents de la vallée du Richelieu de leur communiquer tous renseignements relatifs au patrimoine bâti; qu'il soit religieux, scolaire, municipal ou résidentiel.

La SHVR désire, de cette façon, créer un inventaire qui mette en valeur cette richesse.

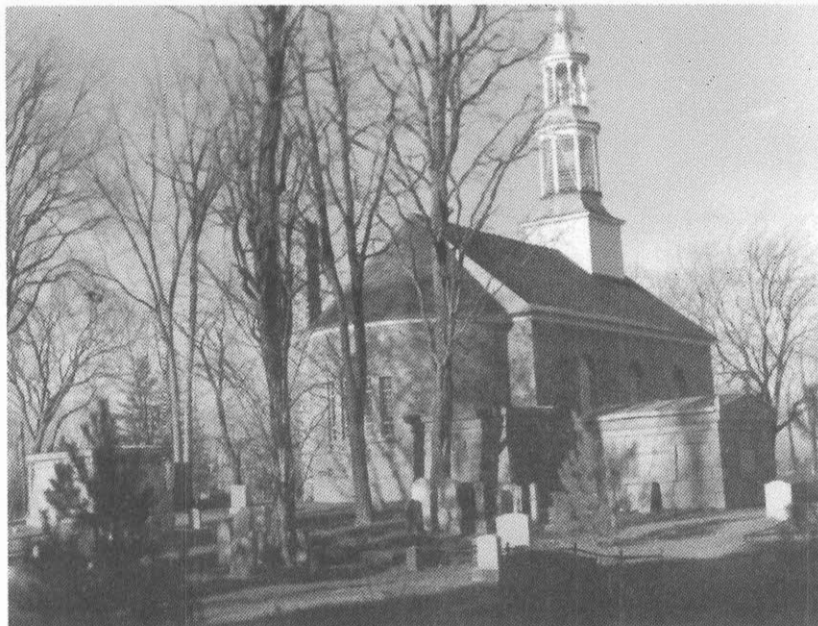


(1993) Blockhaus de Lacolle (Photo D. Le Blanc)



Église d'Odelltown (Photo D. Le Blanc)

Déjà, la Société s'était impliquée pour le classement de certains bâtiments, dont l'église de L'Acadie (1951), la maison natale d'Honoré Mercier à Sabrevois (1959), le Blockhaus de Lacolle (1960), ainsi que le champ de bataille et l'église d'Odelltown restaurée en 1973 et classée en 1984. Elle avait aussi participé, de près ou de loin, à la pose de plaques commémoratives :



(1980) *Eglise et cimetière Saint-Stephen (Photo SHSC, FAA12)*

à L'Acadie, en hommage à la fondatrice des Soeurs de la Sainte-Famille, mère Marie-Léonie en 1968; au village de Calixa-Lavallée, en l'honneur du célèbre auteur de l'hymne national canadien en 1954; à Saint-Antoine-sur-Richelieu, sur le site de la maison natale de l'un des Pères de la Confédération, George-Étienne Cartier; ainsi qu'à Brossard en 1964, en mémoire du sulpicien Guillaume Vignal qui avait été tué par les amérindiens en 1661. Il est facile de constater que ces hommages visent à renforcer l'image de la Vallée qui a donné à l'histoire «de grands personnages». Mais ces marques

d'attention peuvent aussi donner lieu à des situations cocasses comme par exemple le 150^e anniversaire de l'église St-Stephen à Chambly célébré en 1969. Les gouvernements fédéral et provincial donnent chacun une plaque-souvenir mettant ainsi dans l'embarras la communauté anglicane qui ne sait pas laquelle poser sur ses murs à cause des tiraillements politiques entre ces deux instances (Me Leblanc le consigne même dans son rapport de président en 1970 !).



Photo prise lors des fêtes du 300e anniversaire du fort de Chambly en 1965. Dans l'ordre, Léo R. Leblanc, ..., Père Jules Romme, Bernard Pilon député fédéral, Mgr L.P. Phaneuf, Gérard Brunelle, maire de Carignan, Gervais Désourdy, maire de Chambly, Roland Daoust, maire du Canton, L'abbé Paul Mercille, Guy Lechasseur député provincial, Gérald Aumont.

Outre ce genre de manifestations commémoratives, la Société initie aussi des projets de restauration. Les fêtes acadiennes de 1955 entraînent la réfection de l'église Sainte-Marguerite-de-Blairfindie, sous l'égide de Me Gérard Morisset. Le gouvernement fédéral s'implique directement dans les dossiers de

remise en état d'Odelltown (1972-73), du canal Chambly (1973) et des forts Lennox et Chambly (1979). Toutefois, il faut souligner que bien souvent, si ces projets se sont rendus à terme, c'est qu'ils sont conduits par des mentors de la société dont Me Leblanc pour le fort de Chambly et le P. Jules Romme pour le site d'Odelltown. Il faut lire le combat acharné de Me Leblanc contre les autorités fédérales, dès 1960, pour le site de Chambly. Une fois sauvegardé et mis en valeur, l'empressement des autorités gouvernementales à surnommer ce site comme l'un des plus prestigieux parcs historiques nationaux fait sourire. On se doit de constater que ce sont les intervenants locaux qui amorcent bien souvent ces projets d'envergure et réussissent à se faire entendre contre vents et marées.

Malheureusement, toutes les luttes ne peuvent être gagnées; la société historique en perd quelques-unes. Malgré une première réussite à caractère muséal - la conservation de la maison Mercier à Sabrevois en 1961 -, une deuxième tentative échoue pour le site de George-Étienne Cartier à Saint-Antoine-sur-Richelieu. Il faut dire qu'à Sabrevois, l'édifice existait toujours, alors qu'à Saint-Antoine, il ne restait qu'un puits de pierre. L'honorable Paul Gouin écrit justement à la SHVR qu'elle doit trouver une vieille demeure et des objets personnels ayant appartenu à Cartier pour recevoir de l'aide financière. La lenteur du dossier et l'ouverture dans le Vieux Montréal de la Maison George-Étienne Cartier, musée et centre d'interprétation, viennent saper le projet.

La SHVR tente aussi de créer, en collaboration avec la ville de Saint-Jean, un musée régional. Acceptant, le 16 mars 1968, de parrainer un tel projet, la Société demande que cette future institution soit aussi coordonnée par le musée militaire du collège royal de

Saint-Jean. Cette initiative ne semble pas avoir eu de suite puisqu'en 1970, la SHVR, en collaboration avec la section locale de Saint-Jean-Iberville, tente d'obtenir des locaux dans l'ancien bureau de poste d'Iberville que la Ville venait d'acquérir. Encore une fois, le projet n'aboutit pas. La société patronna tout de même deux expositions; l'une à caractère plutôt éclectique : «des vieilles choses, des souvenirs de famille, des documents précieux» (1969) et une autre sur la célèbre cantatrice Albani (1976).

Alors que des dossiers de classement sont réglés promptement, d'autres restent lettre morte comme la chapelle-presbytère du Mont-Saint-Grégoire où le frère André a été baptisé; un moulin à Verchères (1967); le couvent de Chambly (1973); et les églises de Saint-Charles et de Saint-Denis-sur-Richelieu. La Société doit aussi déplorer certaines disparitions comme la maison Brassard (construite vers 1672) à Brossard, ainsi que de nombreuses autres lors de l'élargissement du chemin Chambly à Longueuil.

La gestion de tous ces dossiers apporte toutefois un bénéfice: elle donne à la SHVR une expertise de plus en plus reconnue. Lorsque les différents paliers gouvernementaux accordent enfin une certaine reconnaissance au patrimoine, ils ont recours aux inventaires et aux recherches des sociétés d'histoire. Nous pouvons donner comme exemple de collaboration les fouilles archéologiques que la Société historique a demandées en 1964 et 1965 pour retracer l'ancien fort Sainte-Thérèse. Les festivités pour souligner le tricentenaire du fort Chambly devant avoir lieu, il semblait intéressant de souligner celui de son voisin, le fort Sainte-Thérèse. Les fouilles des archéologues fédéraux se sont avérées toutefois infructueuses, mais des recherches archivistiques et cartographiques donnent au moins à

M. Raymond Denaut et au Père Romme «la certitude morale que la fortification était bien établie à peu près à l'emplacement actuel du monument érigé par la Commission d'Ottawa.» C'est ainsi, que munie d'une bonne expérience professionnelle, la société historique demande en 1968 à la Fédération des sociétés d'histoire du Québec d'appuyer cette résolution :

«Que le Ministère des Affaires culturelles du Québec soit prié de faire adopter, sans retard une loi ayant pour but de protéger immédiatement les sites archéologiques de l'état du Québec contre le pillage et la destruction; d'obliger les personnes qui y feront des découvertes à les déclarer à ce Ministère; de défendre que ces objets soient vendus ou cédés d'une manière quelconque, en dehors des limites de l'état du Québec /.../. Une semblable loi devrait s'appliquer défendant la vente et la cession de meubles anciens, et autres objets d'antiquité en dehors des frontières de l'Etat du Québec, sans autorisation (sic) du Ministère des Affaires culturelles.»

En fait, au cours des années 1970, l'action des membres du conseil d'administration de cette société a de plus en plus un caractère social, donc plus revendicateur. Le 20 juin 1972, elle demande au ministère des Affaires culturelles : «1^o que les lois soient amendées /.../ de façon à considérer comme immeubles publics pour fins de charges foncières seulement les domaines seigneuriaux, soit les manoirs, moulins et autres dépendances, avec leurs emplacements, ainsi que tous les autres immeubles déclarés officiellement «sites historiques»; 2^o à ce que les immeubles susdits soient exempts de charges foncières.» Et ce n'est qu'un début. Grâce à un dépouillement systématique des archives de la SHVR, le chercheur constate que les années 1970 sont marquées par une kyrielle de demandes et de revendications, qui ne concernent pas stricte-

ment la vallée du Richelieu, mais qui ont aussi un souci général pour tout ce qui touche à la culture francophone du Québec.

N'est-il pas singulier, à ce moment précis, de relire cette résolution du 16 mai 1972 adressée à la Fédération des sociétés d'histoire du Québec et au gouvernement québécois :

«Attendu que le tourisme est considéré comme l'une des plus importantes industries du Québec,

Attendu que, en plus de ses sites historiques, de ses paysages magnifiques et de sa proverbiale hospitalité, c'est le cachet typiquement français du Québec que recherchent surtout les visiteurs américains et autres,

Attendu qu'en plus, le français est la langue de 80% de la population au Québec /.../,

Il est proposé /.../ de proclamer le français, langue de la très grande majorité des citoyens du Québec, langue officielle du Québec, tout en respectant les droits individuels acquis par les anglophones résidant en cette province /.../,

De mettre fin à cette croyance populaire que le Québec est une province bilingue, ce qui fait dire à beaucoup: Nous avons oublié notre histoire, il est temps de sortir de l'ambiguïté (sic) et de faire du français la langue de l'enseignement, des relations publiques et des affaires, mais la langue de la vie de tous les jours au Québec si nous ne voulons pas devenir anglicisés à très brève échéance.»

Ce désir d'utiliser la langue française comme le lien direct avec notre passé, notre histoire, se retrouve dans toute une série de requêtes qui cherchent à conscientiser les différents intervenants à la promotion

de la culture québécoise. L'une d'entre elles consiste justement à promouvoir la littérature d'ici. Trouvant qu'elle n'est pas suffisamment connue, diffusée et protégée par la population et le gouvernement, la Société prône qu'elle devrait faire l'objet de vastes campagnes de promotion, principalement à Radio-Québec. Il faudrait aussi une plus grande aide aux éditeurs québécois afin de faciliter la circulation de leurs publications. La SHVR suggère aussi d'obliger les librairies à avoir un rayon de livres des maisons d'édition québécoises, tout comme un meilleur réseau de distribution dans le reste du Canada et à l'étranger. On voudra même voir la publication d'un dictionnaire biographique québécois, le besoin et la demande en étant fortement ressentis par la SHVR.

L'enseignement de l'histoire dans les écoles du Québec est une autre préoccupation constante. Dès 1966, les dirigeants de la Société historique déplorent que cette matière ne soit pas obligatoire et étendue à tous les niveaux scolaires. Le 7 avril 1974, le conseil d'administration revient à la charge :

«Attendu que l'histoire du Canada n'est plus enseignée régulièrement dans les écoles et les collèges de langue française du Québec, étant incorporée vaguement dans un programme dit «Sciences Humaines», contrairement aux systèmes établis dans les pays évolués; /.../

Attendu qu'il s'agit d'une anomalie pouvant avoir les conséquences les plus graves sur la formation de nos étudiants et sur l'avenir du peuple canadien-français;

Attendu que si les manuels d'histoire destinés aux Canadiens-Français étaient les mêmes que les manuels anglais, alors ils comporteraient inévitablement des lacunes très importantes, et

qu'il n'y a pas lieu de composer une histoire commune dans le seul but de ménager les susceptibilités de l'un ou l'autre des deux groupes ethniques;

Attendu que le passé religieux du Canada est indissoluble de notre histoire en général, laquelle comporte également un apport féminin considérable;

/.../ il est résolu:

1^o De demander au Ministère de l'Éducation de constituer un comité d'historiens et de professeurs d'histoire qualifiés, composé également de religieux et de laïques (sic), et composé également d'hommes et de femmes, en vue de l'élaboration de manuels d'histoire du Canada en français pour les différents paliers de l'enseignement au Québec;

2^o De demander à ce que l'enseignement de l'histoire soit obligatoire, et non facultatif, dans les écoles et dans les collèges, et ce indépendamment d'autres disciplines;»

Pour consolider son action, la SHVR avait déjà demandé que le drapeau fleurdelisé québécois soit présent dans toutes les institutions scolaires (1964-65); que les ouvrages de Me Rodolphe Fournier sur **Les lieux des monuments historiques** du Québec soient utilisés comme manuels d'enseignement dans la Vallée (1972); que des bourses soient octroyées aux chercheurs et aux écrivains en histoire (1966) et que la Fédération des sociétés d'histoire mette sur pied une semaine de l'Histoire (1971).

D'autres interventions toucheront cette fois à la protection des archives et des antiquités du Québec. Dès 1966, la société avait demandé une enquête sur l'état des archives de la province. En 1970, avec le

regroupement de différentes municipalités scolaires, le père Romme désire connaître ce qui adviendra du matériel archivistique des commissions scolaires qui disparaîtront. Quant au désir d'obtenir une loi sur les antiquités, il est plus que légitime. Le professeur Robert Derome, de l'Université du Québec à Montréal, définit justement ce problème dans un article pour la revue *Continuité* en 1984 :

«On s'interroge beaucoup sur le sort du patrimoine bâti, mais quel avenir réserve-t-on au patrimoine mobilier, pourtant beaucoup plus fragile et mal protégé? Avons-nous vraiment réussi à nous départir de ce complexe de colonisé, brillamment illustré par une publicité scandaleuse du gouvernement québécois qui encourageait dans les années 1970, la dilapidation de notre patrimoine au profit des Américains?

«UNCOVER THE AGE OF ANTIQUARIAN IN QUEBEC.

Hidden away in the corners of our vast province is many of real find for lovers of antiques. Québec's 3 000 years of civilization have left their mark - in artifacts both timeless and symbolic. Eskimo, Indian, French ... remnants of a rich, historic past. Yours to uncover. In rural farmhouses. In local shops. In city boutiques. This summer, unearth yourself a real vocation find: Québec. And bring some back with you. Write for free illustrated info guides and maps to: GOUVERNEMENT DU QUÉBEC TOURIST BRANCH, Dept Q-2412, Parliament Buildings, Québec City, Canada.» [*Antiques*, juin 1972, p. 989].

Il n'y a donc pas lieu de s'étonner que la Société historique de la vallée du Richelieu demande à la Fédération des sociétés d'histoire en 1975 que :

«Attendu que depuis trop longtemps nos précieuses antiquités font l'objet d'un commerce déplorable, malhonnête et sans aucun contrôle; /.../

Attendu que tous marchands d'antiquités devrait (sic) numéroter chaque article et tenir un registre comportant le nom et l'adresse de chaque fournisseur, ainsi que le nom et l'adresse de chaque acheteur;

/.../ il est résolu de demander au Ministère des affaires Culturelles de réglementer le commerce des antiquités de la façon susdite.»

Et pour clore cette section sur une note humoristique, nous avons encore en mémoire l'abolition récente de la taxe d'amusement par le gouvernement provincial. Encore une fois, nous n'avons rien inventé. À la suite d'une soirée-hommage, pour l'ancien premier ministre Marchand, la SHVR prie les instances gouvernementales d'amender en 1956 une loi sur le même sujet :

«Considérant que, pour diverses raisons, il est difficile et fort onéreux présentement, d'organiser un programme théâtral, des concerts et des conférences, à tel point que le progrès culturel de notre province en est entravé.

Considérant que la loi actuelle du Québec imposant une taxe d'amusement demande des droits sur de telles organisations sans permettre des exceptions convenables aux temps présents où il faut payer pour tout. Ainsi trouver une salle au coût maximum de vingt dollars mentionné dans cette loi est maintenant une impossibilité pratique; /.../

Il est unanimement résolu de prier le Gouvernement de la province de Québec, /.../ d'amender la loi ci-dessus, de manière à ce qu'elle ne soit pas une entrave au progrès culturel de notre province. »

Grâce à tous ces extraits archivistiques, nous sommes à même de constater jusqu'à quel point la SHVR s'est impliquée dans de nombreux dossiers. Pourtant, elle doit aussi se doter en même temps de

ressources de concertation pour son propre travail. Les difficultés quant à l'implantation d'une salle de réunion et de documentation ont été déjà soulignées. Si le résultat ne fut jamais à la hauteur des espérances de la Société historique, ce n'est pas par manque de volonté.

L'effort soutenu en vue de ramasser toute la documentation possible sur la région semble avoir occupé les années 1950. Une succession d'archivistes attirés se sont transmis la tâche. Lors de son mandat, Mlle Yvonne Labelle, officiellement bibliothécaire pour la ville d'Iberville au début des années 60, obtient une salle attenante à cette bibliothèque municipale. À partir des années 70, tout ce matériel est entreposé chez M. Marcel Gauthier pour, enfin, se retrouver dans l'ex-gare du Canadien national de Saint-Jean-sur-Richelieu en 1978. Maintenant connu comme bibliothèque et centre de documentation, l'ensemble est surtout constitué par un pourcentage très important de dons par les membres de la section Saint-Jean-Iberville. À la refonte de certains règlements de la SHVR en 1979, il est décidé de reconnaître aux sociétés locales :

«/.../ la possession et l'entière jouissance de tout ce que les sections ont accumulé avant leur incorporation respective, actuelle ou future, tant en argent qu'en matériel ou autre, provenant de subventions, donations, achats ou tout autre moyen quelconque. Cette résolution faisant acte officiel de transfert de tout droit de propriété que la société régionale peut prétendre avoir possédé par l'intermédiaire de ses sections, et cela au profit des sociétés locales /.../».

C'est ainsi que le matériel accumulé par la SHVR est incorporé à celui de Saint-Jean-Iberville.

Un autre projet, particulièrement cher à Me Fournier, consiste à créer une revue d'histoire. Dès

1954, ce vœu apparaît dans les minutes de l'assemblée générale. En 1956, une définition un peu plus claire est donnée : «Que la Société historique de la Vallée du Richelieu se déclare favorable à la fondation au Canada d'une revue française, illustrée et populaire (du genre de celle de France : **Historia** ou **Miroir de l'Histoire**), laquelle serait consacrée à l'Histoire de l'Amérique mais plus particulièrement à celle du Canada. Cette revue publierait quelques textes en langue anglaise par des historiens reconnus.» On réitère en 1960 et en 1966 le souhait qu'une telle publication voie le jour. Ce vœu sera comblé après 1970, mais sous les auspices de la Fédération des sociétés d'histoire du Québec et non par la SHVR. Me Fournier annonce que la revue «serait réalisée prochainement, grâce aux Éditions Marquis, de Montmagny, sous le nom de «Québec-Histoire».»

La Société de la Vallée réussira à mener à terme d'autres initiatives. Ainsi une carte touristique de la région voit le jour en 1964 grâce au père Romme. Cette expérience sera renouvelée en 1975 avec l'ajout d'une carte nautique. La création de ces itinéraires correspond aux divers objectifs de la SHVR, c'est-à-dire de répondre à une demande touristique, à faire connaître et à mettre en valeur la région par l'identification des principaux sites historiques du Richelieu.

La nomenclature de tous ces projets, traitée d'une manière chronologique, permet de faire certaines constatations, qui peuvent être mises en parallèle avec les interventions de la SHVR étudiées antérieurement. Les années 1950 et 1960 semblent avoir été celles qui allaient définir et orienter ce que devait être la Société historique; les années 1970 sont celles des prises de position et des revendications teintées de nationalisme, idéologie qui était en pleine croissance à cette époque au Québec. La décennie '80 est marquée par le nou-

veau mode de fonctionnement de la SHVR (voté en 1979); dorénavant les individus doivent être membres d'une société locale, qui, elle, élit des représentants à la société régionale dont l'appellation est maintenant la Société d'histoire de la Vallée du Richelieu. Ces sous-groupes détiennent maintenant les mêmes pouvoirs qu'avaient auparavant la société historique, laissant celle-ci avec une marge de manoeuvre plus mince en ce qui a trait à de l'intervention directe dans le milieu. Ceci explique que les archives nous donnent pour cette période une image plus «adoucie» que celle des années 1970. Les sociétés locales ont dorénavant le mandat spécifique d'acteurs dans leur région respective. Le rôle de la Société d'histoire de la Vallée consiste maintenant à donner son appui à ces filiales lorsqu'elles le lui demanderont; elle participera, dans la mesure de ses moyens, à tout programme de recherche et de publication. Son activité repose dorénavant plus sur son expertise et sur son expérience, alors qu'auparavant elle agissait comme une actrice et une intervenante directement impliquée dans son milieu.

Appropriation du territoire

Alors que la Société historique de la vallée du Richelieu travaille à faire reconnaître sa région et à protéger son patrimoine, elle s'applique en même temps à façonner le territoire par sa refrancisation grâce essentiellement à la toponymie. Historiquement parlant, une part importante de la vallée du Richelieu connaît un essor économique au XIX^e siècle grâce à l'apport de familles loyalistes en provenance des États-Unis après sa guerre d'Indépendance. Possédant un pouvoir politique et financier important, elles s'approprient le territoire et l'identifient à leur réalité. À cela, il faut ajouter la proximité des deux pôles que sont la métropole montréalaise, où l'anglais domine, et les

Cantons de l'Est, où le pourcentage de loyalistes est encore plus important que dans la Vallée, pour comprendre la présence de nombreuses traces anglophiles.

Le premier chapitre de ce texte a démontré comment la Société Saint-Jean-Baptiste orientait ses efforts et ses revendications vers la reconnaissance du peuple «canadien-français». L'un des moyens pour atteindre ce but était la connaissance de l'histoire. Le frère Roland Bourassa n'écrit-il pas, le 16 juin 1992, à propos de Me Fournier et du frère mariste Jules-Emile Giroux : «/.../j'ai compris à quel point le frère Jules-Emile et le notaire Fournier considéraient l'importance de l'histoire pour une société. À les entendre et à voir toute l'énergie qu'ils consacraient pour accroître la vie de la Société [SHVR], j'ai compris, que pour eux, celui qui ne connaît pas l'histoire de sa famille, de sa ville, de son pays, vit comme un étranger.»

On comprend donc facilement que dès 1953, la SHVR forme un comité dont le mandat est de trouver un gentilé pour les habitants de la vallée du Richelieu (les archives ne donnent malheureusement pas le résultat de cette démarche ni des retombées qu'elle a pu engendrer). Cette action prouve jusqu'à quel point les dirigeants de la société historique avaient bien compris l'importance de faire connaître leur territoire, mais aussi de mettre à profit tous les moyens pour que la population s'y identifie. Et celui de nommer son espace en français et par l'histoire, donne des résultats concluants dès 1957. En effet, le rapport d'activités de cette année mentionne :

«À l'occasion du 250e anniversaire de concession de la Seigneurie de Monnoir, notre Président /.../ [G.-H. Cournoyer], a obtenu du conseil de ville local le changement de nom de quelques-unes

des rues, afin de rappeler quelque souvenir historique, tel, par exemple, le nom de la rue principale qui sera désormais rue Claude-de-Ramesay évoquant le premier seigneur de l'endroit.

De même, la ville de Fort-Chambly gardera le nom historique à sa rue du Portage.

Est-ce par la contagion de bons exemples que la Commission scolaire de St-Rémi de Napierville passait en avril une résolution demandant au Conseil des Ports Nationaux de bien vouloir donner le nom de «Le Ber» au pont actuellement en construction entre Laprairie et Verdun?»

L'expérience se répétera en 1960 lorsque la SHVR demandera au ministère de la Voirie de nommer le nouveau pont de Saint-Jean «Félix-Gabriel-Marchand», en l'honneur de l'ancien premier ministre. En plus de le faire ainsi connaître comme personnage politique, cette démarche de la Société lui permet de marquer son espace par des noms de grandes personnalités de son propre milieu. En 1970, la requête de Me Fournier à la commission scolaire d'Iberville pour appeler la nouvelle école du nom de l'abbé Elphège Filiatrault, prêtre natif de cette localité à qui l'on doit l'idée du drapeau fleurdelisé québécois, correspond à ce même désir.

Avec le temps, ce genre d'actions prendra même un caractère politique. Les archives de la SHVR nous dévoilent des opinions et des prises de position non équivoques. En 1960, en collaboration avec la Société Saint-Jean-Baptiste de Saint-Jean, la SHVR demande à la Ville de franciser son nom de Saint-Jean-St. John en Saint-Jean-sur-le-Richelieu. «Résultat : Demi-succès; le Conseil de ville adopte le nom français St-Jean, Qué. Disparaît du moins l'appellation bâtarde St-Jean-St. John. On avait demandé plus avec l'idée de se conten-

ter de moins.» La Société reviendra quand même à la charge dès le 11 décembre 1960 afin que soit adopté Saint-Jean-sur-le-Richelieu pour les raisons suivantes : premièrement, pour sa clarté et sa précision (sur le Richelieu situant immédiatement le lieu, et éliminant ainsi toute ambiguïté); deuxièmement, pour être fidèle à l'histoire qui remonte à celle du fort en 1665, à la paroisse, et au comté.

En 1962, quatre officiers de la SHVR collaborent «à deux comités régionaux, celui de Toponymie qui s'occupe de trouver pour les rues, places et parcs de la ville de St-Jean des noms qui évoquent les gloires du passé où chantent notre belle parlure; celui de Vigilance française du diocèse de St-Jean pour redonner à la région un visage français.» Il semble que le mandat du dernier comité soit très vaste; un article paru dans **La Voix de l'Est**, le 10 avril 1963, le présente ainsi :

«La S.H.V.R. est heureuse de collaborer avec les Sociétés St-Jean-Baptiste locales et diocésaines de St-Jean dans la campagne entreprise en vue de refranciser le visage de la région. Dans ce but, elle a nommé deux de ses officiers, M. Armand Thibodeau, citoyen bien connu de St-Jean, et M. Marcel Gauthier, professeur à l'Ecole Beaulieu et secrétaire-adjoint de la S.H.V.R., pour faire partie du Comité de Vigilance française du diocèse, constitué par les dites sociétés. Ce comité verra à redonner à notre population canadienne-française à 90%, un aspect qui correspond à la réalité, spécialement en ce qui concerne les affiches sur le long des routes, les raisons sociales des hôtels, des restaurants, motels et maisons d'affaires.»

Le comité de Toponymie se veut tout aussi efficace et, dès 1964, le frère Giroux présente à l'Institut d'histoire de l'Amérique française ses réalisations : «[le comité] a obtenu de la Commission de Géographie du

Québec, ministère des Terres et Forêts, la substitution de deux noms de rivières locales, celui de la petite rivière de Montréal — appellation due sans doute à une déformation de l'expression «rivière des morelles» — qui est redevenue la «rivière de L'Acadie», non (sic) qu'elle portait à l'origine; et celui de la «Montgomery Creek» près de St-Jean, nom dont les géographes anglais du fédéral avaient baptisé le ruisseau Bernier qui a repris son nom originel (sic) et populaire.»

Ces quelques interventions peuvent être qualifiées de prémisses à la rédaction de la résolution de 1972, qui a déjà été citée, pour la reconnaissance du caractère francophone de la province de Québec; il est intéressant d'observer l'évolution de ce dossier, la nature des revendications, le ton employé et le résultat obtenu.

La Fédération des Sociétés d'histoire du Québec

Un point à l'ordre du jour de la réunion du conseil d'administration du 11 décembre 1960 nous met en présence des Sociétés d'histoire du Québec. Me Fournier, qui était venu annoncer son projet de périodique national «précisant les objectifs et conditions de cette publication patriotique», avait reçu leur appui ainsi que celui des sociétés Saint-Jean-Baptiste de la Vallée. Cette mention nous met donc sur la piste qu'il existait au Québec un nombre assez important de sociétés d'histoire et qu'elles semblaient s'être réunies.

La Société de la vallée du Richelieu va participer à la fondation officielle de ce regroupement en 1963-64: «Au chapitre des nouvelles initiatives, signalons l'heureuse suggestion inspirée par notre fondateur, M.R. Fournier, et faite par notre Société à la

Société Historique de Montréal, du projet de Fédération des Sociétés Historiques régionales du Québec. Nous savons gré à l'actif président de la Soc. Hist. de Montréal, M. le Dr Archambault, d'avoir obtenu que la société qu'il préside prenne l'initiative de cette Fédération et la mène à bonne fin puisqu'un actif Comité provisoire, présidé par Me Léo-R. Leblanc, élabore présentement les statuts de cette imposante et prometteuse Fédération.»

Dans son rapport de président de la SHVR en 1965, Me Leblanc informe les membres que le «comité provisoire formé en vue de la constitution, conçue par le notaire R. Fournier, d'une Fédération des Sociétés d'Histoire du Québec, il [Me Leblanc] a assisté à toutes les réunions de ce nouvel organisme, et je suis en mesure de vous annoncer l'octroi de ses lettres patentes par le gouvernement provincial en date du 2 mars 1965, ainsi que son congrès de fondation qui doit être tenu à Montréal le 29 et 30 avril prochains.»

Il ne s'agit pas ici de faire l'historique de cette fédération; là n'est pas notre propos. Il s'agit plutôt de mesurer la participation de la SHVR aux activités de ce nouvel organisme, et de comprendre l'utilité d'une telle association par rapport aux buts de la société de la Vallée.

Dans un premier temps, mentionnons immédiatement que la SHVR a fourni à la Fédération bon nombre de ses membres pour le fonctionnement, surtout à ses débuts. La participation de Me Fournier et de Me Leblanc a déjà été soulignée (Me Leblanc en sera même le président en 1968). En 1970, ce dernier écrit : «Cinq de nos membres ont été élus au conseil d'administration, soit le soussigné comme ex-président, MM. Raymond Denaut et Gérald Aumont comme vice-prési-

dents, Mlle Marcelle Brossard comme trésorière et M. Rodolphe Fournier comme publiciste et conseiller juridique.»

Donc, extrêmement présente à l'intérieur de l'organigramme, la SHVR semble désirer utiliser tout le potentiel d'une telle organisation nationale au service de ses objectifs. Et c'est ce qu'elle fait. On n'a qu'à lire toutes les résolutions, qui sont ensuite adressées à la Fédération, pour constater jusqu'à quel point on voyait, en cet organisme, la voix qui pouvait se faire entendre auprès des autorités concernées. En effet, de nombreu-



(1956) Au congrès de la fédération des sociétés d'histoire du Québec tenu à Chambly et Saint-Jean, Léo R. Leblanc, Clément Godin, Raymond Denault, Bruno Choquette et J. Roland Robert. (P5 / H7, 1)

ses prises de position, pour la protection du patrimoine bâti, tant archéologique, qu'archivistique et antique, la francisation du Québec, l'instauration d'une semaine de l'histoire et l'importance du tourisme pour le Québec sont adressées par la SHVR à la Fédération des sociétés d'histoire afin que celle-ci les adopte à son tour et en fasse ses propres revendications.

Sur un autre plan, la société de la Vallée organise le congrès de 1972, qui se tient à Chambly et à Saint-Jean-sur-Richelieu, et que Me Fournier qualifie de «manifestation culturelle de premier ordre». En fait, la Fédération semble représenter pour le notaire Fournier le tremplin pour son projet de revue nationale. La participation directe de la SHVR pour une telle réalisation se manifeste dès 1966 :

«Le 7 mai, une importante délégation de la société prenait part à Québec au congrès annuel de la Fédération des Sociétés d'Histoire du Québec. De nombreuses et importante (sic) résolutions y furent prises de l'avant par notre président-fondateur, Mtre Rodolphe Fournier, lequel a en particulier offert ses services et ceux de notre secrétariat en vue de l'édition d'un bulletin qui serait le prélude à une revue d'histoire. Nous étions également représentés aux assemblées des directeurs de la Fédération, à Sherbrooke et à Trois-Rivières. Nous avons d'ailleurs constitué un comité pour les fins d'un tel bulletin, pourvu évidemment que l'on accepte nos services.»

Il semble que ceux-ci aient été acceptés, car, en 1968, Me Leblanc souligne le travail «incessant» de Me Fournier comme rédacteur du Bulletin de la Fédération. Tandis qu'en 1969, il ajoute la participation du père Jules Romme pour l'impression du dit bulletin, ainsi que la mention : «tous deux à titre bénévole». L'objectif de ce circulaire était de «tenir au courant des activités des autres sociétés oeuvrant dans le domaine de l'histoire.»

Finalement en 1970, Me Fournier voit ses efforts couronnés; une revue historique, sous le nom de **Québec-Histoire**, naîtra «grâce aux Éditions Marquis, de Montmagny». Toutefois, après un tirage de quelques numéros seulement, elle disparaîtra.

Un extrait d'archives, pris à l'intérieur des minutes de la réunion du conseil d'administration de la SHVR du 23 février 1969, pourrait nous permettre de cerner toute la dynamique qui anime les sociétés d'histoire et qu'elles désirent transmettre ensuite à la Fédération :

«Considérant que la Société historique de la Vallée du Richelieu a, depuis plusieurs années, trouvé profitable pour elle et pour la population de fonder des comités régionaux, appelés «Sections»;

Considérant que les sections, avec président, vice-président, secrétaire et trésorier, favorisent considérablement le rayonnement de la Société-mère, en multipliant les réalisations;

Il est proposé par Me Rodolphe Fournier, secondé par Me Denys Dion et résolu d'exhorter la Fédération des Sociétés d'Histoire du Québec de recommander, à son prochain congrès, aux sociétés historiques de fonder de telles sections.»

Ici, les mots clés sont : rayonnement et multiplication des réalisations. Dans ces deux simples expressions, nous avons là toute l'idéologie et la détermination qui animent les membres de ces associations.

2.3 Nouvelles orientations

Pour une majeure partie de son existence, la Société historique de la vallée du Richelieu a connu très peu de changements, ni dans sa charte ni dans son fonctionnement. La permanence à la présidence de Me Leblanc y est sûrement pour beaucoup. Il y a bien une tentative en 1964 de changer le nom de la Société historique pour la **Société d'histoire de la vallée du Richelieu**, mais le vote de Me Leblanc fait pencher la balance en faveur de l'appellation d'origine, la qualifiant déjà de «quelque peu historique».

En fait, les modifications, qui réorienteront la nature et l'administration de la SHVR, surviennent immédiatement après le départ de Me Leblanc en 1977. Bien sûr, un tel processus de mutation ne survient pas du jour au lendemain; le système même mis en place au cours des ans à l'intérieur de la SHVR est à l'origine de sa mutation. Afin d'en comprendre l'évolution, un retour à l'année 1966 est nécessaire, ainsi que des explications sur la mise en place d'un nouveau mode d'opération basé sur des **sections**.

C'est par le rapport du président de 1966 que l'on apprend que le conseil d'administration de la SHVR s'est trouvé un mode de fonctionnement beaucoup plus efficace pour l'ensemble du vaste territoire qu'il veut couvrir et nettement plus rémunérateur : «Il faut se féliciter de voir augmenter constamment le nombre de nos membres avec l'établissement de **nouvelles cellules** dans la vallée du Richelieu, et aussi de voir grossir notre compte de banque ...»

En 1968, ces cellules sont identifiées par le terme **section**, et à cette date, il en existe officiellement trois : celle de Saint-Jean-Iberville, celle de George-Étienne

Cartier, qui couvre le territoire de Saint-Antoine-sur-Richelieu, de Saint-Marc-sur-Richelieu et de Sainte-Théodosie, et celle non encore baptisée qui a comme limites Chambly, Carignan, Richelieu, Saint-Mathias et Marieville. Au cours des ans s'y ajouteront celles de Lacolle, de Beloeil/Saint-Hilaire et de Sorel. Toutefois cette liste n'est pas immuable; des changements de nom, des disparitions et des nouvelles apparitions la modifient souvent. Un tel fonctionnement a sa raison d'être pour les motifs suivants : «Afin d'empêcher la centralisation et permettre aux sociétaires d'une même région de se réunir plus souvent, d'étudier l'histoire des localités environnantes et, particulièrement, d'avoir un exécutif pouvant se dévouer davantage à ce groupement, la société a fondé les sections /.../». Il semble donc que l'étendue du territoire à couvrir nécessite un découpage des endroits stratégiques pour y appliquer des énergies plus efficaces.

Cependant, ces sections demeurent toujours attachées à la SHVR, qui est identifiée comme la «société-mère». Le mode de fonctionnement et les objectifs de ces groupes correspondent en tous points à ceux de la Société historique; ils ne sont autonomes que dans l'organisation de leurs activités, que ce soit leurs conférences, leurs expositions ou encore leurs centres de documentation, mais ils sont toujours dépendants de la SHVR pour toute demande d'aide financière, que ce soit pour des demandes de subvention à la subsistance, à la recherche ou pour la publication. Des rapports annuels doivent être produits pour être ensuite acheminés au président de la société régionale.

Cette façon de procéder dure pratiquement toute la décennie 1970. Les archives de la SHVR ont déjà démontré l'ampleur de son travail et de ses champs d'intervention qui, à cette période, revêt un caractère

national. Les sections, elles, concentrent essentiellement leurs activités dans leur propre région, tout en faisant bénéficier leurs consociaux d'expériences pouvant leur être profitables.

Mais certains indices montrent que la Société de la vallée a aussi des problèmes. La difficulté de financement pour faire de la recherche est assez importante pour que soit formé un «comité des octrois» afin de chercher une solution. De plus, elle semble aussi connaître un problème ... d'image. Déjà en août 1967, Mme Hélène Girouard, de Saint-Ours, adresse à la SHVR des commentaires devant l'état de détérioration du manoir Rouville-Campbell. Elle ajoute :

« Ce problème me porte également à m'interroger sur l'action véritable de la Société historique de la vallée du Richelieu. J'en suis membre depuis l'automne dernier, et je n'ai reçu qu'un avis de convocation à une réunion tenue à Sorel, /.../. Vous trouverez peut-être étrange de recevoir un tel plaidoyer pour la cause historique, signé d'une jeune fille de 22 ans, car depuis assez longtemps, l'histoire, dans l'esprit de plusieurs, n'était une matière intéressante que pour de vieux érudits.

Tel n'est pas mon cas. Pour moi, l'histoire est une matière bien vivante, profondément humaine et contenant l'explication, si ce n'est pas la solution à une foule de problèmes actuels. C'est ce que je tente d'inculquer à mes élèves du cours secondaire. Mais cette action venant d'éducateurs doit pouvoir compter sur l'appui des Sociétés historiques qui se doivent de travailler à la conservation de tous les édifices ou endroits historiques qui nous relient encore à notre passé.»

En 1977, le notaire Fournier et le père Romme expriment leur désir de voir une section jeunesse se former afin, justement, d'avoir une meilleure représentativité de ce groupe à l'intérieur de la SHVR.

De plus, ces sociétés historiques privées doivent dorénavant composer avec l'implantation de ministères ayant comme but la préservation et la promotion du patrimoine. Sur le territoire même de la vallée du Richelieu, des conseils de loisirs, des offices du tourisme, des groupes de recherche envahissent de plus en plus le champ d'action traditionnel de la Société historique. La spécialisation professionnelle, issue des milieux universitaires, est un autre facteur qui modifie sensiblement le rôle des sociétés d'histoire.

C'est dans ce contexte qu'en 1978 sont étudiés les premiers changements importants à apporter à la charte de la SHVR. Soumis à chaque section durant cette année, les changements créent un consensus quasi complet, sauf pour un principal opposant au projet, Me Leblanc. À l'intérieur de son dernier rapport, en 1977, il explique ainsi son point de vue :

«/.../ l'évolution de notre société au cours d'un quart de siècle, et notamment la formation de plusieurs sections aux fins de faciliter les tâches, n'ont pas été sans engendrer des prises de position que j'estime illégales, voire même des affrontements qui ne s'étaient jamais vus, la S.H.V.R. s'étant toujours fait remarquer par une existence empreinte de la plus parfaite cordialité entre nous tous.

/.../

Or j'en suis venu à la conclusion que le système des sections tel qu'établi exceptionnellement par la S.H.V.R. ne correspond pas à ses buts, et notamment à ceux ayant trait au groupement des bonnes volontés et à la recherche et à la mise en valeur de notre patrimoine par un travail collectif.»

Ces commentaires négatifs lui sont inspirés par le fait que les différentes sections de la SHVR ne

travaillent plus que pour elles seules «comme si les autres n'existaient pas», et que «des subventions ou des octrois ont été obtenus jusqu'ici par des sections ou par des membres individuels, sans une distribution équitable de la manne gouvernementale.»

Malgré ces objections et ce que Me Leblanc appelle le caractère illégal des changements envisagés, le nouveau conseil d'administration poursuit son plan de restructuration. Ses rapports d'activités de 1978 et 1979 justifient clairement le pourquoi de ces démarches :

«Ces règlements ont été rendus nécessaires par l'évolution normale de la SHVR qui ne comportait pas de sections au début et par la nécessité d'accorder audites (sic) sections une plus large autonomie désirée par toutes les sections, afin d'éviter l'éclatement possible de notre Société régionale, ces nouveaux règlements amenant également par ricochet la formation possible de plusieurs nouvelles sociétés ayant des relations étroites avec (sic) la Société-mère qui oeuvrait auparavant dans un territoire beaucoup trop vaste mais tout de même très riche en événements historiques nombreux et importants.» [1978]

«Elle est maintenant connue sous le nom de la Société d'histoire de la vallée du Richelieu et est composée de sociétés membres au lieu de membres individuels comme précédemment, avec délégation de pouvoirs donc de responsabilités à ces sociétés affiliées, chacune dans le domaine de leur juridiction et peut ainsi accepter dans ses rangs maintenant d'autres sociétés de la Vallée du Richelieu.» [1979]

Les conséquences directes de ces changements touchent principalement les activités qui étaient sous l'égide de la Société historique. Dorénavant chaque section deviendra autonome avec sa propre charte et son conseil d'administration, elle organisera ses confé-

rences et ses visites, verra à la protection du patrimoine de son secteur, publiera son matériel et montera son propre centre de documentation. Quant à la Société d'histoire de la vallée du Richelieu, sa principale activité sera désormais : «l'organisation du Concours Percy-W.-Foy et l'organisation du périple annuel en plus de servir à réunir les diverses sociétés de la Vallée du Richelieu lors d'assemblées périodiques moins fréquentes qu'auparavant sans doute, mais non moins importantes /.../».

La gestion de ce concours annuel Percy-W.-Foy, qui récompense la recherche en histoire sur la vallée du Richelieu, se faisait depuis quelques années déjà. L'adjudication des prix avait été rendue possible grâce au legs testamentaire d'un haut fonctionnaire originaire de Sorel, Percy W. Foy (1882-1966). Il avait légué à la Société historique de Montréal, à la Société généalogique canadienne française, à la ville de Sorel et à la Société historique de la vallée du Richelieu un montant d'argent placé en fiducie dont les intérêts devaient être distribués annuellement en parts égales à ces quatre organismes.

Déjà, de son vivant, en 1956, Percy W. Foy avait contribué financièrement à un concours organisé par la SHVR qui s'adressait aux étudiants des collèges classiques de la Vallée. La Société historique avait repris cette initiative en 1961 et 1962. Au décès de M. Foy, en 1966, elle comptait sur les sommes qui devaient lui être transmises, mais des problèmes juridiques retardèrent les choses. Il fallut même que Me Léo-R. Leblanc soit mandaté officiellement en 1971 pour faire valoir les droits des sociétés. Son acharnement et sa diligence furent récompensés et la SHVR put enfin lancer officiellement son concours Percy-W.-Foy.



HOTEL TO ROYALTY

THE Windsor

ON DOMINION SQUARE
Montreal 2. P.Q.

Montreal, Que., le 7 mars '54

Monsieur Rodolphe Fournier,
L'Oratoire, Que.,

Monsieur le Président,

Votre lettre datée du 5 courant
m'est parvenue par le courrier d'hier, et je
m'empresse de vous faire parvenir mon
chèque au montant de \$2.00, ma contri-
bution annuelle, comme membre de
La Société Historique de la Vallée du Richelieu.

Enutile, monsieur le Président
de vous dire, que je suis touché et honoré
d'être admis comme membre actif
dans les rangs de cette société historique.

Avec mes remerciements,
réitérés, recevez, monsieur le Président,
l'assurance de mes sentiments distingués

Percy W. Foy
Hotel Windsor
Montreal, Que.

(1954) Adhésion de Percy W. Foy à la Société d'histoire (P5 / C1,1)

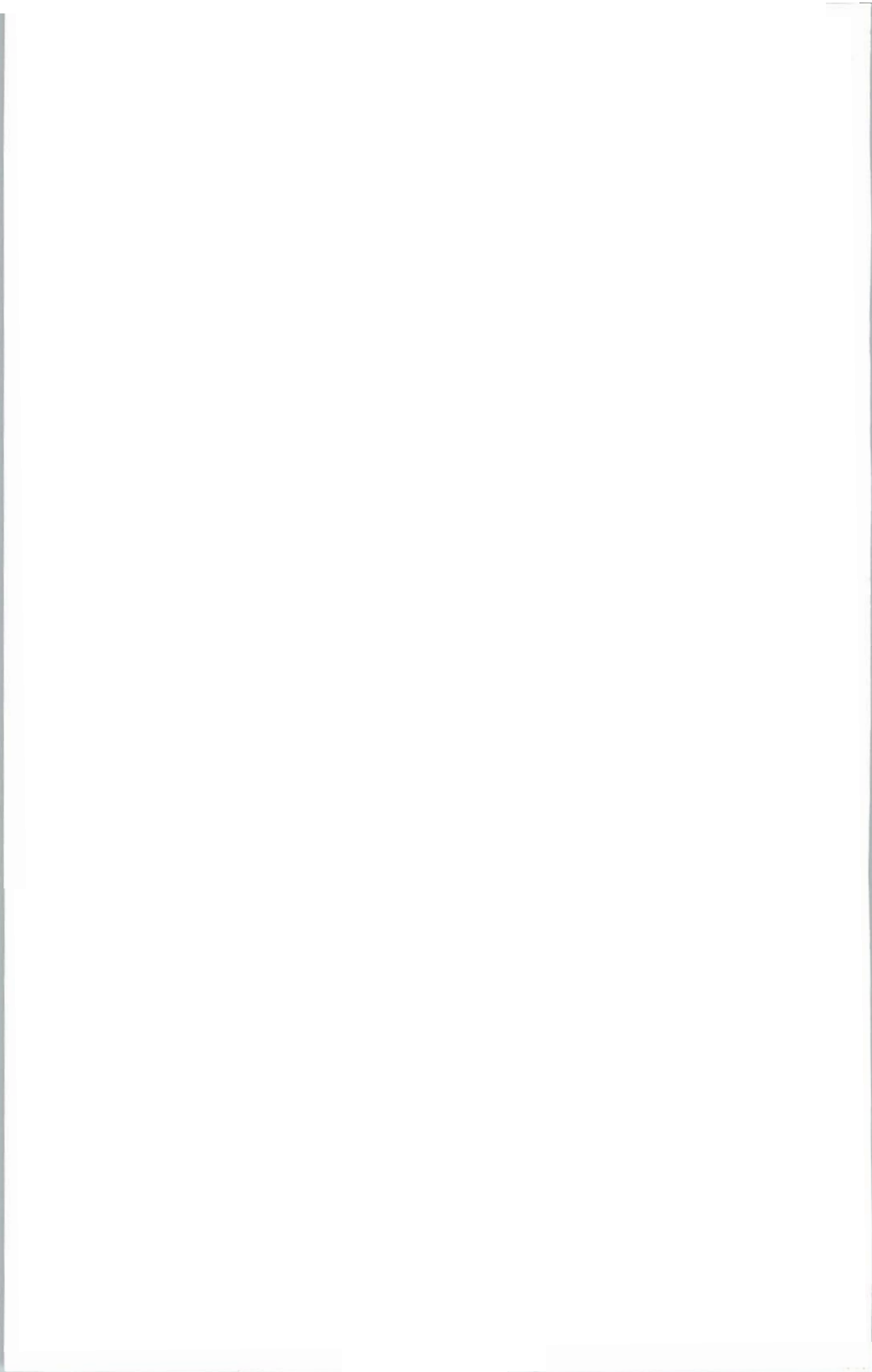
Encore aujourd'hui, l'attribution de ces prix cons-
titue l'activité majeure de la Société d'histoire de la
vallée du Richelieu. Chaque année des prix en argent
sont remis à des chercheurs qui ont présenté un travail
touchant à un aspect ethnologique, historique, généalo-
gique ou patrimonial du Richelieu.

Bien sûr, la Société d'histoire de la vallée du Richelieu n'a plus l'aura de prestige qu'elle a déjà eue; elle ne mène plus de grands combats comme ceux qui ont marqué les années 1970, elle ne s'implique plus dans les grands dossiers relatifs à l'histoire du Québec, tout comme elle ne rassemble plus dans une même proportion toute la population de la Vallée sous son égide. Son rôle est maintenant plus effacé, mais il est là quand même, entre les lignes. C'est tout d'abord un rôle de soutien pour les sociétés locales; c'est à elle qu'on s'adresse pour donner plus d'appui à des résolutions qui visent la protection du patrimoine de la vallée. Elle aide aussi financièrement à l'impression de nouvelles brochures, tout comme elle voit à rendre hommage officiellement à tous ceux et celles qui ont consacré de nombreux efforts à la mise en valeur du Richelieu.

Une certaine nostalgie est justifiable face à l'organisme de 1952. Mais en parcourant son passé et son histoire et en réunissant aujourd'hui tous les membres, les dirigeants et le conseil d'administration de la SHVR, il est possible de voir tout le chemin parcouru ensemble.

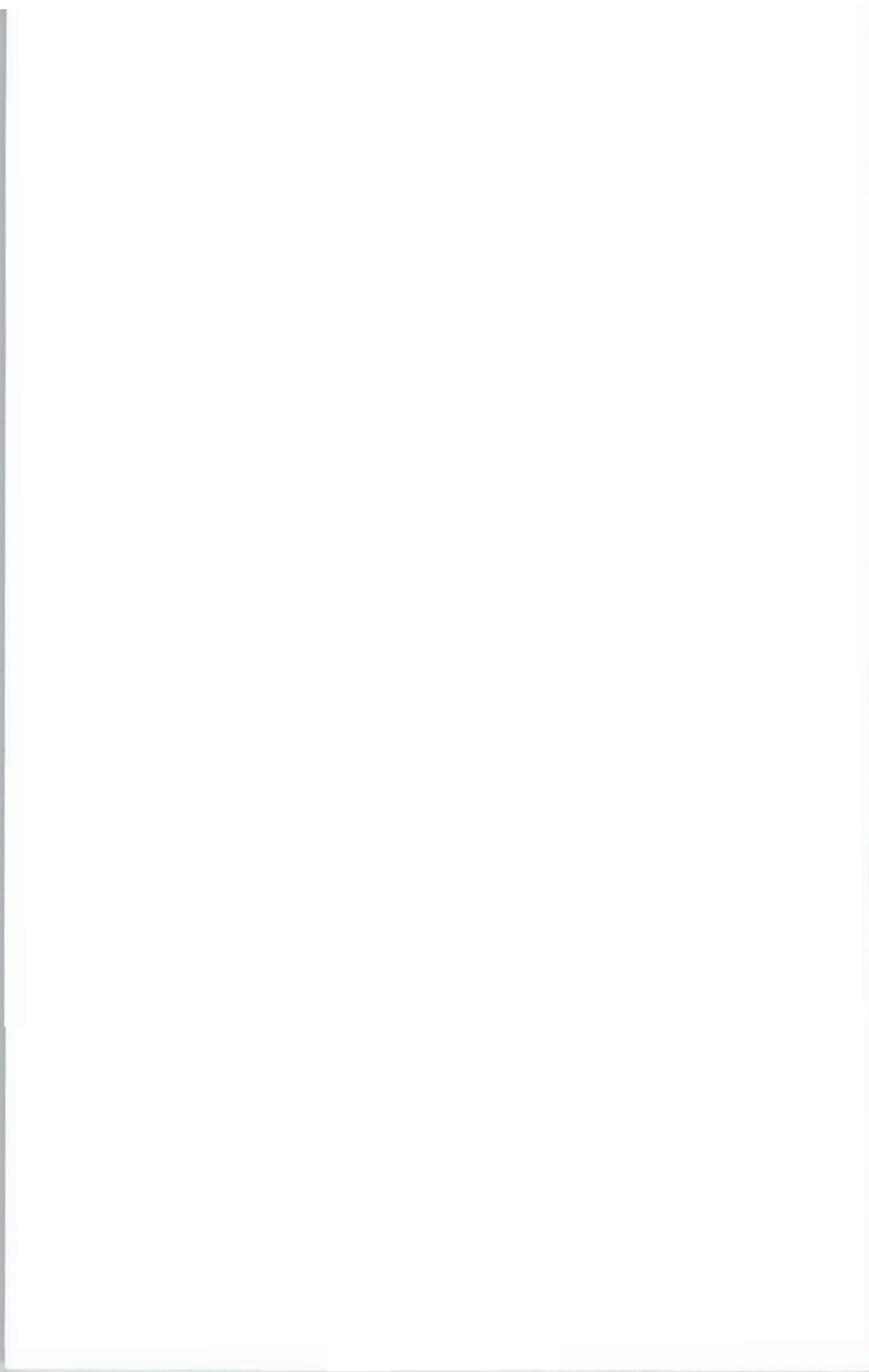
CHAPITRE III

Le rôle d'une société d'histoire



C'est en lisant le texte d'une conférence sur le rôle d'une société nationale en 1958 par le chanoine Groulx qu'a germé l'idée de reprendre le même thème pour les sociétés d'histoire.

Il semblait tout à fait pertinent de terminer cet historique des quarante ans de la Société d'histoire de la Vallée du Richelieu sur une définition actualisée de son rôle à travers maintenant ses sociétés locales; tout comme il semblait aussi intéressant de s'ouvrir à d'autres sociétés autonomes, mais ayant en commun la Rive-sud de Montréal. La Fédération des sociétés d'histoire du Québec a aussi été sollicitée dans ce processus de consultation puisque deux membres de la Société d'histoire du Haut-Richelieu font partie de son conseil d'administration: M. Paul Racine, vice-président, et Mme Réjeanne Thibault, secrétaire. Les membres des sociétés locales rencontrées ont été : M. Michel Clerk pour la Société d'histoire de Beloeil-Mont-Saint-Hilaire, Mme Nicole Poulin pour la Société d'histoire du Haut-Richelieu et Mme Bernadette Laflamme pour la Société d'histoire de la seigneurie de Chambly. Mme Marie-Paule Labrègue de la Société d'histoire d'Acton Vale et M. Edouard Doucet de la Société d'histoire de Longueuil ont aussi été consultés.



3.1 Le rôle d'une société nationale pour le chanoine Groulx

Prononcée le 19 octobre 1958 lors du banquet de clôture du congrès annuel de la Société Saint-Jean Baptiste du diocèse de Valleyfield, la conférence du chanoine Lionel Groulx, personnalité marquante du Québec par son discours nationaliste, débute par deux questions qu'il adresse à son auditoire : «Vous prétendez défendre, faire s'épanouir quoi ? Deux entités : une patrie, une nationalité. Qu'est-ce-à-dire ?»

Ces deux entités reposent, selon l'orateur, sur le concept d'une terre d'élection et d'une nation, le peuple francophone et la terre qu'il habite étant indissociables, **l'histoire est la voix, le maître qui exprime ces deux entités.**

À partir d'un raisonnement dérivant de la définition du nationalisme, le chanoine Groulx détermine le sens des mots-clés, culture, nation, patriotisme et civisme afin de justifier la tâche d'une société nationale. Pour notre propos, quelques-unes de ces définitions sont intéressantes.

Selon lui, la naissance d'une nation se réalise quand sont apparues une conscience et une responsabilité collectives en vue d'affirmer sa subsistance. Façonnée, avec le temps, par une terre et une histoire, cette fraternité humaine se démarque surtout par sa culture, cette «notion, qui /.../ sous-entend un ensemble d'institutions et de conditions politiques, juridiques, économiques, sociales, intellectuelles, morales, religieuses, qui ont, à la longue, modelé, différencié un groupe humain, lui ont fait, parmi les peuples, une âme, un visage original, lui ont constitué un patrimoine spirituel distinct.» [p. 4]. Cette spécificité du Canadien français

est, bien sûr, pour le chanoine, son caractère franco-phonie et catholique.

On reconnaît assez rapidement le discours clérical-nationaliste qu'il nous a été donné d'étudier dans le premier chapitre du présent ouvrage. Il ne déroge en rien à ces archétypes si ce n'est que l'auteur doit surtout en défendre l'idéologie en cette fin des années '50. Effectivement, il s'en prend, sur un ton assez agressif, à «des jeunes internationalistes» qui ont mis au ban sa notion de nationalisme qui a été malheureusement trop «galvaudé[e] chez nous» [p. 10]. Et l'une des tâches à accomplir par la SSJB est justement de contrer une génération qui ne correspond plus à ces prédécesseurs:

«/.../ il est arrivé, hélas, qu'à l'aide d'une formule malheureuse/.../ d'action catholique, formule adoptée, propagée par trop d'aumôniers, il est arrivé, dis-je, que sous prétexte de faire pratiquer à la jeunesse un catholicisme épuré, on lui a présenté un catholicisme libéré du temporel et du terrestre, quand l'on n'allait pas jusqu'à dire «désinfecté de l'impureté du nationalisme», /.../. Le résultat, aussi bien, dans notre jeunesse, aura été qu'on n'a pas su former ni des hommes, ni des citoyens, ni des Canadiens français, ni même des catholiques. Mais l'on a jeté dans la vie, depuis deux générations écolières, la plus dangereuse espèce d'hommes qui soient : des déracinés.» [p. 11].

Toujours dans la logique du chanoine, ces «déracinés» trahissent des engagements sacrés envers la patrie et la nation : «Renierment dont vous ne voulez, **Messieurs**, ni pour vous-mêmes, ni pour notre peuple. **Et voilà qui vous rappelle la raison d'être de votre société et voilà qui vous assigne votre tâche.**» [p. 5].

Une telle vision des choses exprime l'engagement social et politique que doit avoir une société

nationale à cette époque, tout comme elle implique un jugement critique vis-à-vis le peuple reconnu ou ... à reconnaître. À ce sujet, le chanoine Groulx a aussi une opinion :

«/.../ observer ce peuple, et je dis bien : le nôtre. Observez ses allures, son infantilisme politique, sa résignation à la servitude économique, résignation morne, /.../. Regardez le peu de cas que notre peuple à nous fait de sa langue, le maquillage qu'il inflige au visage de son pays, ses étranges allures en ses réformes d'enseignement ... Hélas, comment ne pas discerner là tous les symptômes d'un peuple qui manque de boussole intérieure, qui a perdu foi en son destin?» [p. 10].

Le dernier paragraphe de son texte, ou de son allocution, se termine sur cette note :

«Et souvenez-vous : les réveils du peuple, les réformes opportunes, rédemptrices, ne viennent jamais ou rarement d'où l'on aurait pu et d'où l'on aurait dû les attendre. Elles viennent d'un homme, de quelques hommes, de ces esprits vigoureux, clairvoyants, qui devancent leur temps; elles viennent surtout de minorités agissantes qui, au moment opportun, savent s'emparer de quelques idées-forces, levains irrésistibles qui soulèvent les masses. /.../ Faites-vous porteurs [les membres de la SSJB], chez nous, des idées de survivance, de libération, de restauration de vie /.../». [p. 12].

Le ton messianique et le caractère élitiste de cette intervention s'inscrivent officiellement dans le discours cléricalo-nationaliste qui voyait la sauvegarde de la race canadienne-française entre les mains de quelques élus seulement.

Le cheminement de la réflexion du chanoine Groulx est facile à comprendre. Dès l'ouverture de son propos, il questionne; et en faisant cela, il met immé-

diatement en place ses deux notions fondamentales, raisons d'être de la SSJB : la lutte pour la patrie et la nation canadienne-française en terre d'Amérique. Son objectif est déterminé en même temps : la survivance et l'autonomie de son peuple.

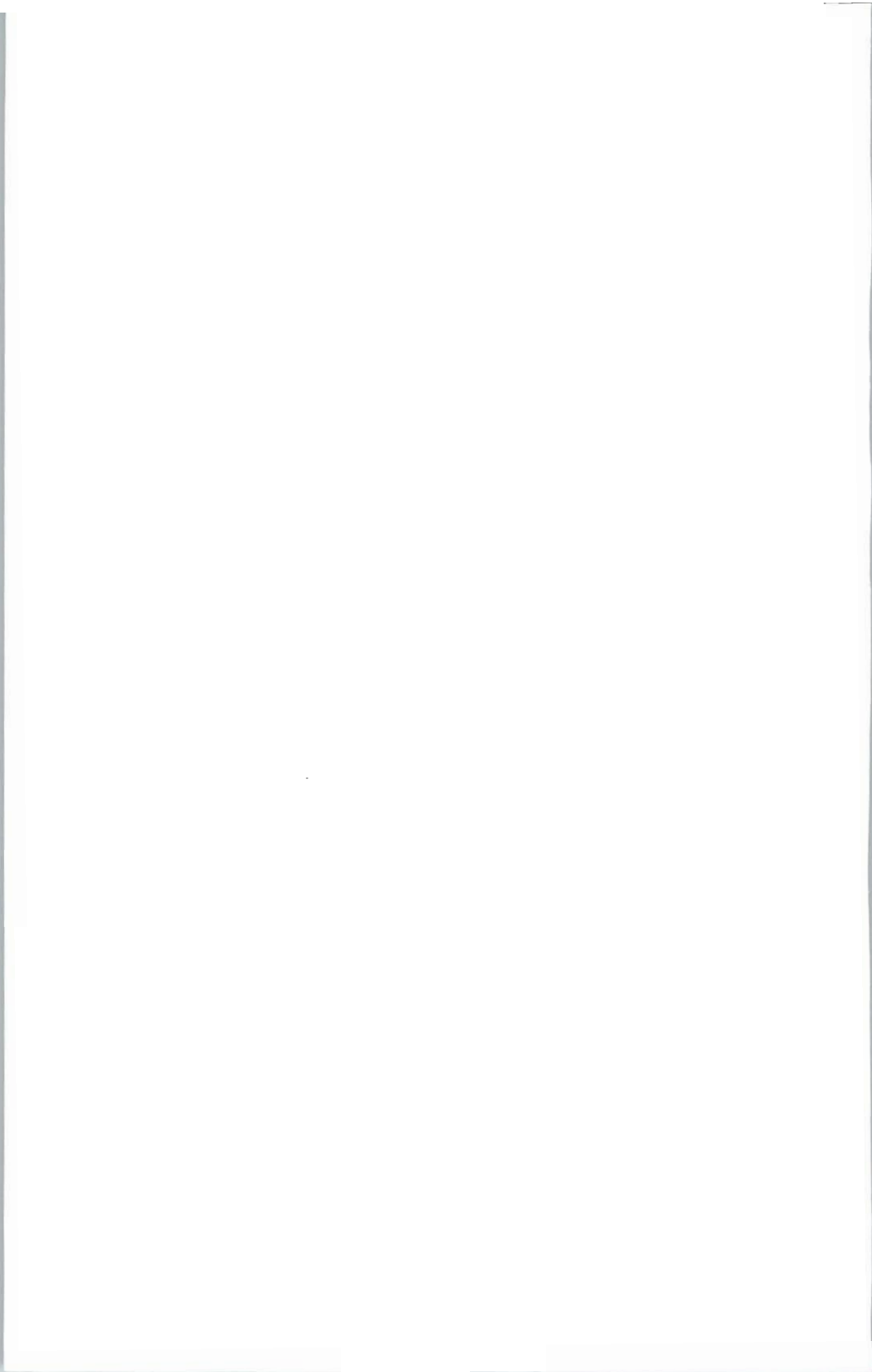
Répetons à nouveau qu'un tel but implique une dimension politique et nationale qui, nous semble-t-il, n'apparaît pas aussi clairement dans les orientations de la Société d'histoire de la vallée du Richelieu. Tout comme ce goût de survivance, qui est plutôt remplacé par le goût du savoir, de mieux connaître son passé et d'en tirer avantage pour le futur; la constitution et les lettres patentes de la SHVR sont révélatrices à ce sujet. Et, bien que la Société historique fondée par l'élite traditionnelle, adhère à la pensée idéologique de la SSJB et qu'elle articule son discours pour la promotion d'un peuple francophone à l'intérieur d'un continent anglophone, elle prend un sentier qui s'éloigne de celui du chanoine Groulx. Elle s'oriente plutôt vers la force de sa région, à travers ses personnages illustres, son évolution historique et son patrimoine. La diffusion de toutes ces connaissances est sa pierre d'angle pour bâtir son image et son sens d'appartenance. Son rôle revêt donc un caractère beaucoup plus régional que celui prôné par Groulx. Mais cette approche ne rejoint-elle pas celle du chanoine d'une autre façon, afin d'arriver encore mieux armée pour cette naissance et cette reconnaissance d'un peuple ?

Le frère Roland Bourassa établit très bien ce lien en 1992 lorsqu'il évoque quelques souvenirs remontant aux débuts de la SHVR sur les personnalités du notaire Rodolphe Fournier et du frère Jules-Emile Giroux :

«/.../j'ai compris, que pour eux, celui qui ne connaît pas l'histoire de sa famille, de sa ville, de son pays, vit comme un étranger.

/.../

Tous deux avaient sans doute lu NOTRE MAITRE LE PASSE de l'abbé Lionel Groulx, où l'auteur écrit: «Que la jeunesse se pénètre des directives de notre histoire, puisque rien n'est à continuer que le labeur des morts». /.../ «L'histoire ne conserve point le passé à l'état de matière inerte, stérilisée. Elle conserve et transmet la vie, elle peut être un multiplicateur de forces».»



3.2 Le rôle d'une société d'histoire aujourd'hui

Contrairement aux activités de la Société Saint-Jean-Baptiste dont le caractère de société nationale entraîne une implication politique, que le chanoine Groulx encourage, la Société d'histoire de la Vallée du Richelieu n'oriente aucunement ses activités dans ce sens. Elle vise plutôt à tout mettre en oeuvre pour faire connaître l'histoire de la Vallée. Par un travail collectif, par la recherche, par la mise en valeur, par la formation d'un esprit critique, par des rencontres et par la préservation de son patrimoine et de son histoire, elle veut créer un esprit d'appartenance régionale qui résultera en un sentiment de fierté et d'attachement pour ses habitants.

Lors de la refonte de certains règlements en 1979, ces objectifs ont été gardés par les sociétés locales. Après presque quinze ans d'activités, une réflexion paraît intéressante à faire à ce sujet. Dans un premier temps, on peut constater que parmi toutes les personnes invitées à délibérer sur le rôle d'une société d'histoire en 1993, certaines orientations quant à la vocation de base de leur organisme vont toutes dans la même direction. Désirant exploiter leurs ressources et exposer leurs richesses locales, ces sociétés ont toutes à coeur de voir aux intérêts locaux de leur région, d'être des lieux privilégiés de connaissance et d'assistance à la recherche sur leur milieu en plus de protéger leur patrimoine, qu'il soit architectural, archivistique ou photographique. Voulant poser des jalons pour faire connaître le passé, tous les moyens pour diffuser l'histoire sont utilisés: livres, brochures, dépliants, conférences, etc. et les outils de promotion locale, journaux, radio communautaire, etc., sont mis à contribution pour la visibilité de l'organisme dans son milieu.

Deux autres traits communs à toutes les sociétés sont le soutien de l'administration municipale et le bénévolat généralisé chez les membres dirigeants. La municipalité offre très souvent les locaux que la société occupe gratuitement, mais le soutien financier est toutefois pratiquement inexistant expliquant en bonne partie le caractère bénévole de ces organismes. Trouvant l'essentiel de ses ressources chez ses membres, la société d'histoire locale réussit malgré tout à subsister et même à produire des événements pour la communauté.

Dans un deuxième temps, l'apport de la société d'histoire locale a été défini ainsi: elle est le bouillon de culture de son milieu, mais en même temps son reflet; elle existe pour créer des outils permettant à la population de s'identifier à son territoire, de se réapproprier son histoire. Elle est une école de l'histoire locale; bien qu'elle s'intéresse plus particulièrement à la petite histoire, la société demeure consciente que la grande s'écrit à partir d'elle: «La petite histoire constitue les racines que déterrent les universitaires pour écrire la grande.» (Bernadette Laflamme).

Mémoire d'une municipalité, la société d'histoire locale rejoint parfois les élus pour retransmettre à la population des parties de son héritage, soit par la rédaction de mémoires, soit par l'implication dans l'établissement du plan d'aménagement de son territoire, soit par la publication de guides touristiques ou encore par la participation au comité de toponymie. En plus de veiller à la protection du patrimoine, elle s'inquiète aussi de la qualité de vie, principalement face au phénomène d'urbanisation - bien souvent sauvage - que vit actuellement la rive sud de Montréal. De cette façon, « elle joue un rôle de suppléance face aux carences municipales en matière d'histoire et de patrimoine». (Edouard Doucet). Elle peut jouer aussi un rôle de rapprochement entre



(1992) Les directeurs de la SHVR lors des célébrations du 40e anniversaire de la SHVR. 1ère rangée: Alain Côté, Roger Saint-Jacques, Claudette Monty, François Boutin; 2e rangée: François Lafrenière, Nicole Poulin, organisatrice des fêtes, Bernadette Laflamme, Janine Maugy et Jules Romme, président. Au centre madame C. Larocque (SHVR P5H3)

deux communautés, comme cela a été le cas pour Beloeil et Mont-Saint-Hilaire.

Cependant le souci constant de devoir fonctionner avec des moyens financiers nettement insuffisants est affligeant. Cette disette de fonds engendre des obstacles difficiles à contourner: la société ne peut publier à grand tirage, elle ne peut inviter tous les conférenciers qu'elle voudrait à cause du tarif de plusieurs professionnels ou encore elle ne peut donner toute l'envergure voulue à des festivités à caractère historique.

Outre ce problème de base, bien qu'elle existe pour ses concitoyens, la société d'histoire locale ne reçoit pas d'eux le soutien, à la fois financier et moral. En effet, dans la majorité des cas, l'organisme est toujours porté à bout de bras par un groupe d'individus restreint qui écope ainsi de toutes les tâches administra-

tives et promotionnelles reliées au bon fonctionnement du regroupement. De plus, avec le phénomène d'urbanisation de la région montréalaise qui va en s'accroissant par une arrivée massive de nouveaux habitants natifs de l'extérieur de la région, le problème de sensibilisation va en s'accroissant.

Souffrant donc d'un manque de soutien qui entraîne malheureusement un problème d'expansion, d'autres facteurs extérieurs ont été soulevés. L'un des plus importants qui a été souligné est le rattachement de la Fédération des Sociétés d'histoire du Québec au ministère des Loisirs, de la Chasse et de la Pêche. Ainsi la diffusion de l'histoire au Québec ne serait-elle qu'un loisir? Ce fait symbolise, pour M. Paul Racine, un handicap majeur à la reconnaissance officielle, que ce soit par le milieu scolaire ou par celui des universités ou des ministères. La difficulté du partenariat entre ces différents niveaux institutionnels et les sociétés d'histoire montrent de façon flagrante l'ampleur du problème.

De plus, lorsqu'une région est créée artificiellement comme c'est le cas actuellement de la Montérégie, de nombreux organismes historiques s'interrogent sur la pertinence d'un tel découpage territorial. La société d'Acton Vale illustre très bien la complexité d'une telle situation, sa position géographique étant par elle-même le pôle de nombreuses particularités qui lui sont propres. Voyant un danger d'uniformisation, Mme Marie-Paule Labrèque espère que chaque société d'histoire verra à être vigilante pour sauvegarder son caractère régional.

Toutefois, malgré l'identification de ces contraintes extérieures, les sociétés d'histoire ne doivent-elles pas faire leur propre introspection? Des intervenants ont justement souligné le côté négatif, et même restrictif, du caractère strictement local de chaque société; une

part plus importante et plus active à la grande histoire serait aussi intéressante. Un réseau d'échanges entre les régions serait également nécessaire surtout au moment où se pose la question de l'accréditation de centres archivistiques et documentaires par le gouvernement provincial. Cette situation, comme le craignent plusieurs intervenants, pourrait engendrer un véritable champ de bataille où l'acquisition de fonds privés constituera l'enjeu majeur et la raison d'être des sociétés d'histoire. Et une fois ce combat bien engagé, on se demande quelle instance décisionnelle déterminera quelle société historique pourra acquérir tel fonds. L'expérience récente avec le gouvernement provincial quant à la nouvelle gestion de certaines archives publiques, qui va toucher grandement le travail des généalogistes, constitue un très bel exemple de décision unilatérale dans ce genre de dossier.

Comme on peut le constater, il s'agit d'enjeux majeurs pour le futur des sociétés d'histoire. Et malheureusement, comme le déplorent plusieurs intéressés, il n'y a pas de débats, ni de discours traitant ouvertement du sujet. Une réflexion semblerait plus qu'urgente, et nécessaire, pour de nombreux intervenants; en fin de compte, on va jusqu'à dire que les sociétés d'histoire sont présentement en redéfinition, mais que l'absence d'un réseau de communications et d'échanges compromet le caractère extrêmement novateur que pourrait avoir cette entreprise.

Pourtant les solutions ne manquent pas. Parmi les plus intéressantes à avoir été proposées est le fait primordial de rendre l'histoire attrayante par une approche pédagogique adaptée à une clientèle visée. Il a été clairement établi par plusieurs que l'approche actuelle de l'histoire ne correspond pas aux besoins du public. Sinon comment expliquer la prolifération d'organismes

visant la diffusion et la protection du patrimoine qu'il soit historique, architectural ou écologique? Comment expliquer l'engouement du public québécois pour des séries télévisées comme **Les filles de Caleb**? Selon les lois du marché, la demande est là, mais la façon actuelle d'offrir «la marchandise» ne correspond pas aux besoins de la clientèle.

Comme l'exprimait Mme Labrèque, le besoin de rechercher ses propres racines est inné chez l'homme, tout comme il est fondamental pour un peuple. Alors que l'enseignement de l'histoire n'a jamais été aussi absent dans notre système scolaire actuel, jamais il n'y a eu autant d'organismes voués à la découverte et au rayonnement de l'histoire. Et, d'ajouter Mme Labrèque, pour beaucoup de gens, ce besoin est méconnu ou latent; il s'agit simplement de découvrir par quels moyens le faire éclore. Le sentiment d'appartenance à son milieu semble certainement un bon début, et un beau but à poursuivre par les sociétés d'histoire.

BIBLIOGRAPHIE

La rédaction de cet ouvrage repose sur une lecture de sources variées. Toutefois celles-ci sont spécifiques aux différents chapitres créés. Comme on ne retrouve pas de notes ou de renvois dans le texte, voici quelques éclaircissements à ce sujet. Pour la section sur l'évolution idéologique du nationalisme, les sources principales sont les volumes du groupe Linteau, Durocher, Robert et Cliche, et de Jean-Claude Robert. Les ouvrages de Rodolphe Fournier, principalement son **Manuel**, et les documents relatifs à la Société Saint-Jean-Baptiste ont servi pour les sections 1.2 et 1.3. Quant au chapitre sur la S.H.V.R., l'ensemble de la documentation provient des archives mêmes de cette société. Alors que le dernier chapitre repose sur le texte de 1958 du chanoine Groulx et sur des résumés de rencontres individuelles de membres des sociétés locales, affiliées à la S.H.V.R., et de personnalités extérieures à celle-ci.

Sources primaires

*Archives de la Société d'histoire de la Vallée du Richelieu

P5/A : Administration

P5/A1 : Documents constitutifs

P5/A2 : Règlements

P5/A3 : Assemblées régulières mensuelles des membres

P5/A4 : Assemblées générales annuelles des membres

P5/A5 : Réunions du conseil d'administration

P5/C : Communication

P5/C1 : Correspondance

P5/C2 : Communiqués

P5/C3 : Biographies

P5/D : Organisation d'activités

P5/D1 : Célébrations de la S.H.V.R.

P5/D2 : Conférences

P5/D3 : Commémorations, plaques

P5/D6 : Publications

P5/D7 : Protection du patrimoine

P5/E : Concours et autres activités

P5/E2 : Concours Percy-W.-Foy

P5/H : Photographies

P5/H3 : Célébrations de la S.H.V.R.

P5/H4 : Activités et commémorations

P5/H5 : Patrimoine

À l'automne 1992, un instrument de travail a été créé parallèlement au fonds archivistique de la S.H.V.R. Une liste d'appendices contient des renseignements sur les membres et les activités de la S.H.V.R. Pour ce texte, ont été retenues les sections suivantes :

- VIII - Conférences prononcées aux assemblées de la Société de 1952 à 1979
- IX- Périodes annuels de 1954 à 1979
- X- Concours régional d'histoire de la Vallée du Richelieu: 1956, 1961, 1962, 1963
- X- Publications S.H.V.R. (10 cahiers)
- XIII- Biographies des médaillés

*Archives nationales du Québec à Montréal

Fonds de la Fédération des Sociétés d'histoire du Québec (1963-1984).
Sous format microfilmé et sans instrument de recherche.

Fianu, Janine et Carole Jobin, *Répertoire numérique simple du fonds de la Société Saint-Jean-Baptiste de Montréal*, Montréal, Archives nationales du Québec, août 1984.

Livres et articles

ARCHAMBAULT, Jacques et Eugénie Lévesque, *Le drapeau québécois*, Québec, Éditeur officiel du Québec, 1978, 77 p.

BLAIN, Jean-Pierre, *La Société Saint-Jean-Baptiste de Montréal*, Montréal, Mémoire de maîtrise, Université de Montréal, septembre 1964, 163 p.

DUMONT, Fernand, Jean Hamelin et Jean-Paul Montminy, dir., *Idéologie au Canada français, 1940-1976*, La Presse et la littérature, Québec, Presses de l'Université Laval, 1981, tome 1, 353 p.

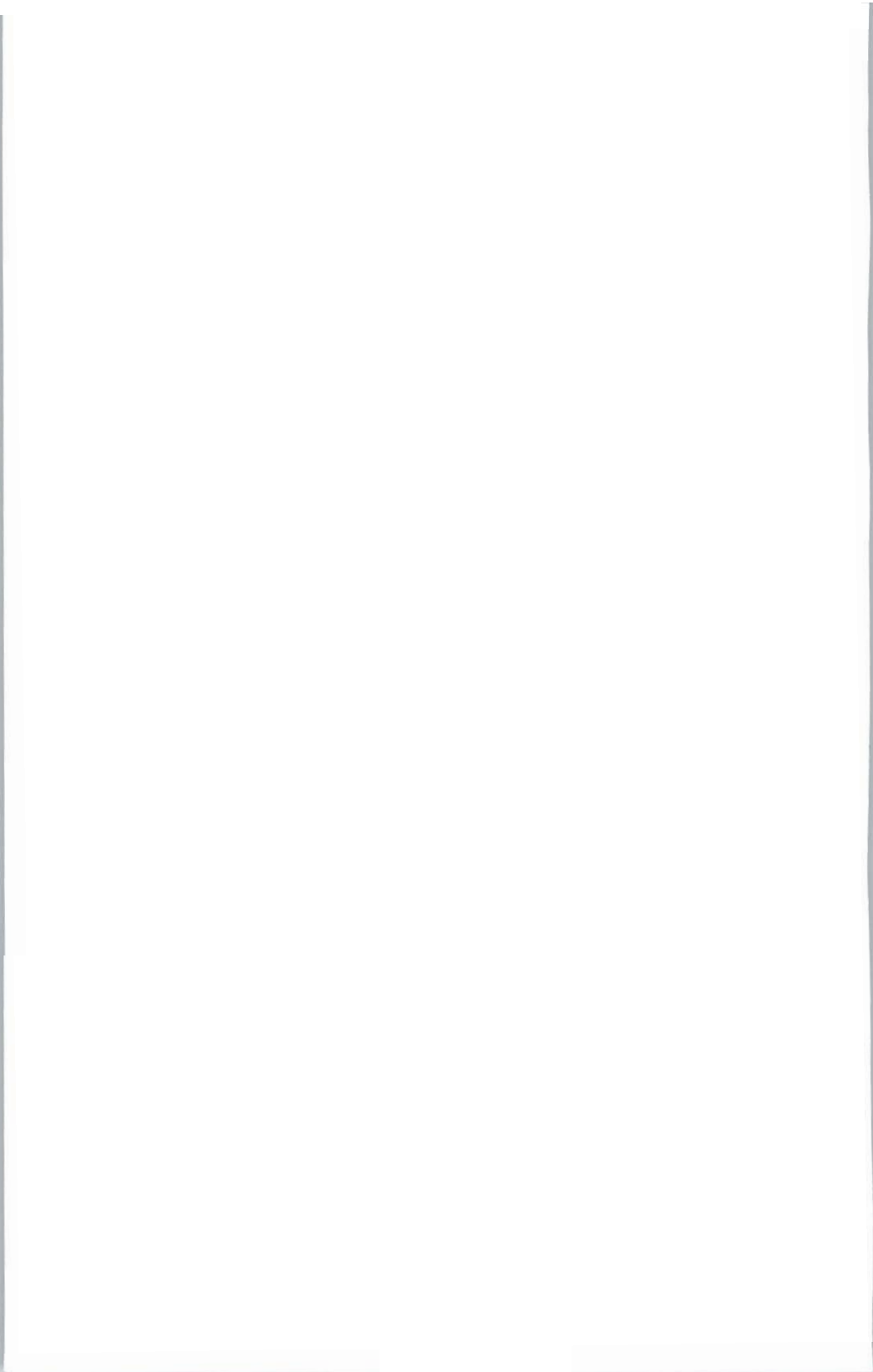
DUROCHER, René et al., *Histoire du Québec contemporain : De la Confédération à la crise, 1867-1929*, Montréal, Éditions du Boréal Express, 1979, 660 p.

DUROCHER, René et al., *Histoire du Québec contemporain : Le Québec depuis 1930*, Montréal, Éditions du Boréal Express, 1986, 739 p.

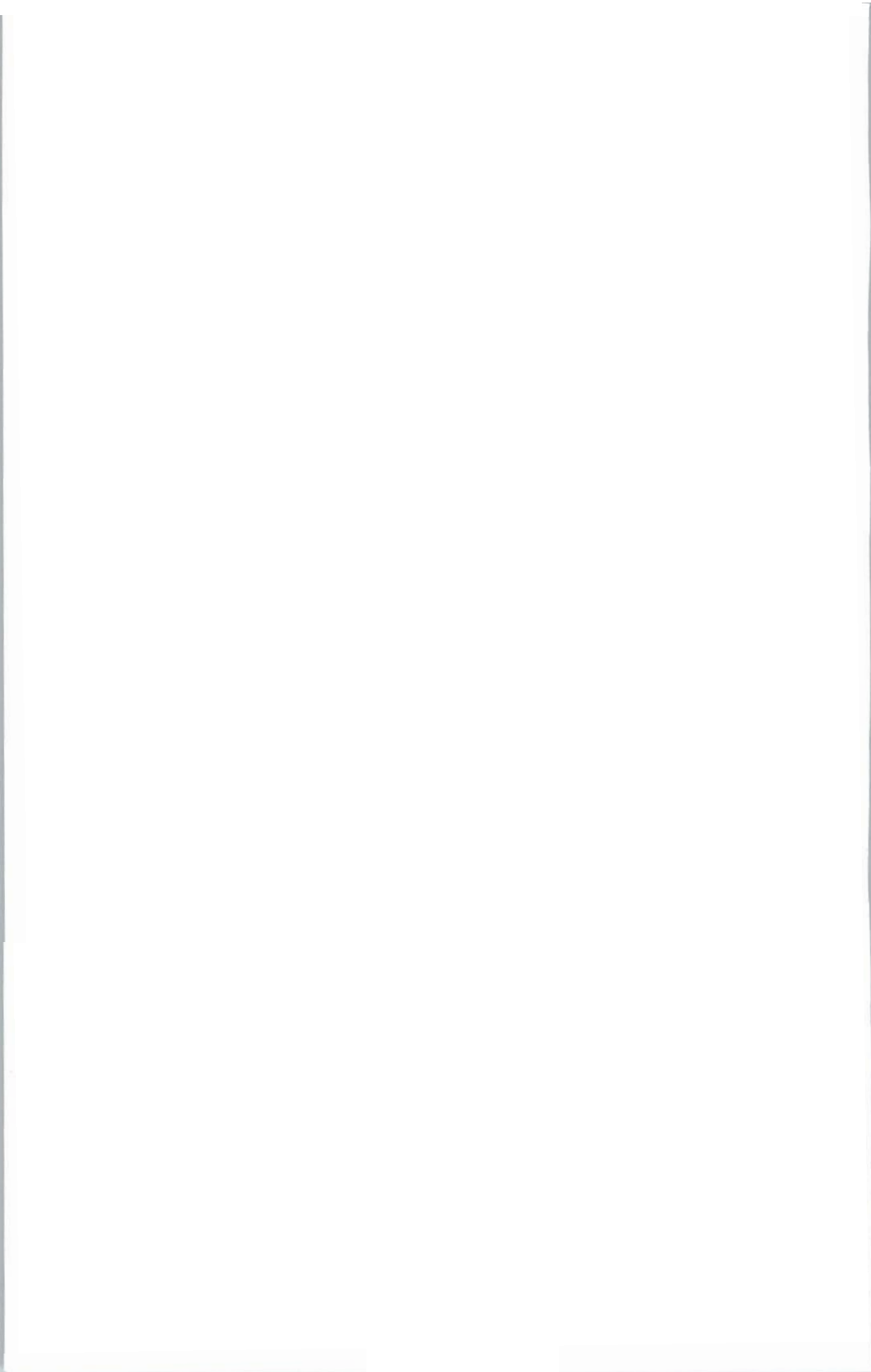
FALARDEAU, Jean-Charles, «Des élites traditionnelles aux élites nouvelles», *Recherches sociographiques*, Janvier-août 1966, vol. VII, tomes 1-2, p. 131 à 145.

FOURNIER, Rodolphe (Me), *Le Manuel des Sociétés Saint-Jean-Baptiste*, Les Éditions du Richelieu, 1953, 96 p.

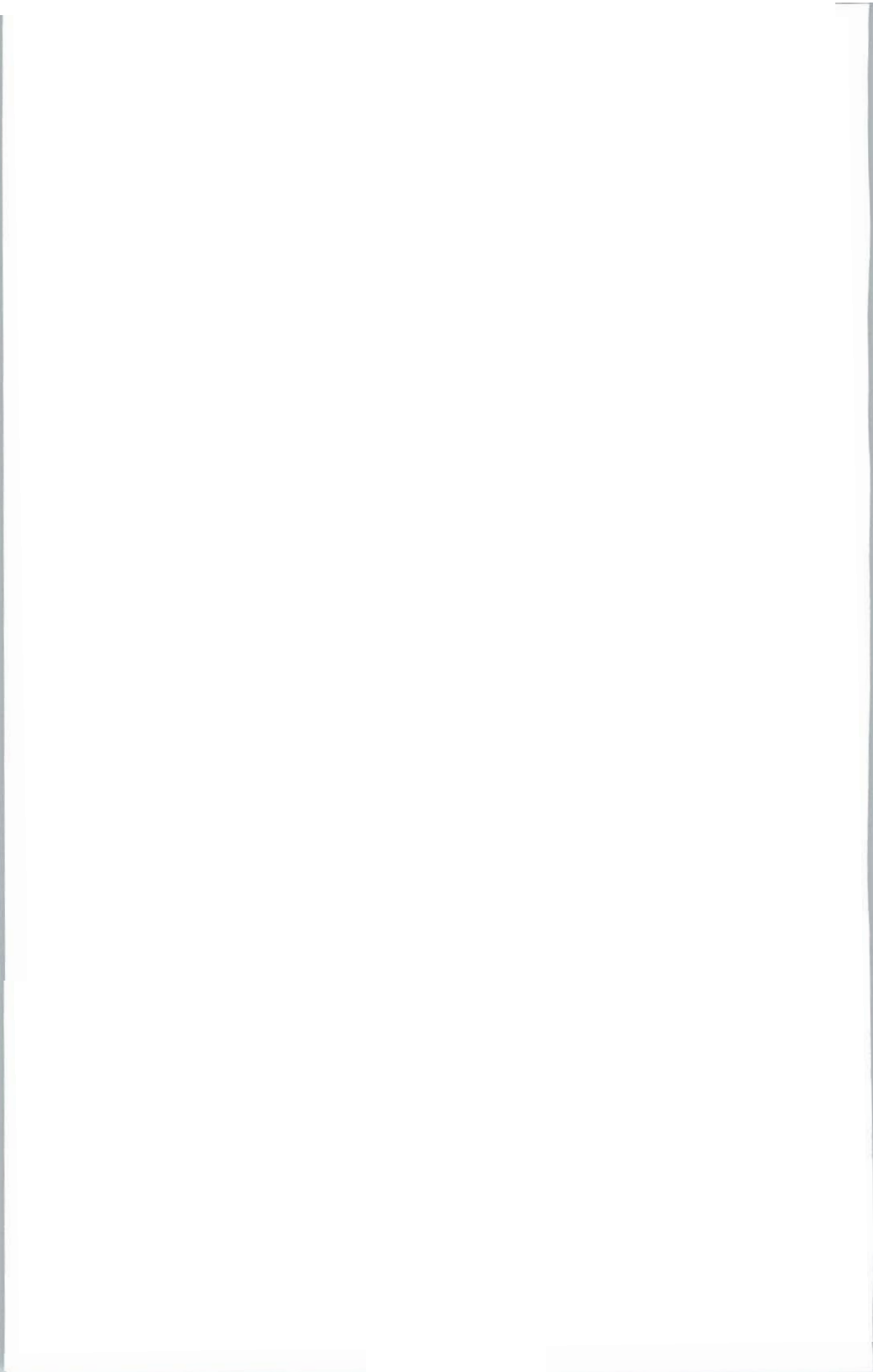
- FOURNIER, Rodolphe (Me), *Lieux et Monuments historiques du Sud de Montréal*, Saint-Jean, Éditions du Richelieu, 1976.
- FOURNIER, Rodolphe (Me), *Plus de 70 ans de souvenirs*, Saint-Jean, Éditions Mille Roches, 1985.
- GUÉRIN, Jean, *La Société Saint-Jean-Baptiste de Montréal*, Ses origines, son organisation, ses oeuvres principales, Montréal, Le Devoir, 1924 (24 juin), 12 p.
- LABELLE, Yvonne, *Nos sociétés d'histoire de la Vallée du Richelieu*, Iberville, Imprimerie Champagnat, 1980, 71 p.
- MONIÈRE, Denis, *Le développement des idéologies au Québec*, des origines à nos jours, Montréal, Québec/Amérique, 1977, 381 p.
- ROBERT, Jean-Claude, *Du Canada français au Québec libre*, Histoire d'un mouvement indépendantiste, Éditions Flammarion, 1975, 324 p.
- RUMILLY, Robert, *Histoire de la Société Saint-Jean-Baptiste de Montréal : Des patriotes au fleurdelisé (1834-1948)*, Montréal, Éditions de l'Aurore, 1975, 564 p.
- SAINT-ARNEAULT, Jean-Claude, «Le fonds Percy W. Foy», *Le Carignan* (Revue de la Société d'histoire Pierre-de-Saurel), hiver 1988, vol. 2, no. 4, p. 17 à 22.
- GROULX, Lionel, *Rôle d'une société nationale en l'an 1958*, Saint-Hyacinthe, Éditions Alerte, 1958, 12p.



APPENDICES



**Les présidents de la
Société d'histoire
de la Vallée du Richelieu**





Me Rodolphe Fournier

RODOLPHE FOURNIER
premier président
(1952-1956)

Le président-fondateur, le notaire Rodolphe Fournier est né à Marieville le 7 novembre 1907. Une fois son cours élémentaire terminé, il entreprend des études au Séminaire de Mont-Laurier. Par la suite, il se dirige dans le domaine légal où il est admis à la pratique du droit en 1935; depuis, il exerce sa profession à Iberville.

Il devient rédacteur du journal "Le Richelieu" en 1936, puis il collabore à plusieurs revues et rédige des articles pour les journaux "Le Devoir", "La Patrie" et une dizaine de volumes traitant des lieux et monuments historiques.

Animateur né, il fonde la Société Saint-Jean-Baptiste du diocèse de Saint-Hyacinthe en 1947 et en devient le premier président et il dirige les activités de la Société Saint-Jean-Baptiste d'Iberville pendant 10 ans.

Il déploie aussi son activité ailleurs. Il est, pendant plusieurs années, directeur du Cercle dramatique d'Iberville, secrétaire de la Chambre de Commerce d'Iberville de 1936 à 1943, fondateur de l'Association des notaires des districts de Saint-Hyacinthe, Bedford, Iberville et Beauharnois, dont il est président en 1950-1951 et secrétaire général de la Fédération des sociétés Saint-Jean-Baptiste du Québec.

Il est aussi un ouvrier actif dans l'histoire. Président-fondateur de la Société d'histoire de la Vallée de Richelieu de 1952 à 1956, il y occupe successivement les postes de conseiller juridique, publiciste et président honoraire; il est aussi président honoraire de la Fédération des sociétés d'histoire du Québec, de la section Saint-Jean-Iberville, puis de la Société d'histoire du Haut-Richelieu.

Son fils reçoit, à titre posthume, une médaille du mérite de la Société de la Vallée du Richelieu en 1989; la Fédération des sociétés d'histoire du Québec lui avait remis, en 1984, le prix David-Stewart pour souligner son immense apport dans la diffusion de l'histoire.



**ETIENNE DUHAMEL,
deuxième président
(1956-1957)**

Le secrétaire de la Société, M. Etienne Duhamel devient le second président. Il est né à Contrecoeur en 1910. Il complète des études supérieures en économie sociale et politique à l'Université d'Ottawa.

Professeur à Montréal de 1928 à 1932, il s'établit ensuite à Contrecoeur, où il occupe le poste de secrétaire-trésorier de la municipalité du village jusqu'en 1937; il exerce aussi cette fonction pour la commission scolaire du village durant 18 ans, de 1934 à 1952.

Dès la fondation de la Société d'Histoire de la Vallée du Richelieu le 8 octobre 1952, il fait partie du comité provisoire puis il est élu premier secrétaire, fonction qu'il exerce avec une compétence et un dévouement exemplaires jusqu'à son élection comme président en 1956-1957. Quelques années plus tard, il sera trésorier de la Société en 1961-62.



**GEORGES-HENRI
COURNOYER,
troisième président
(1957-1958)**

Le troisième président est l'abbé Georges-Henri Cournoyer. Il est né à Sorel en 1925. Ordonné prêtre en 1949, il est successivement vicaire à Marieville, Granby et Saint-Hyacinthe et curé à Saint-Roch-sur-Richelieu, Saint-Pierre de Sorel et Saint-Mathias de Rouville.

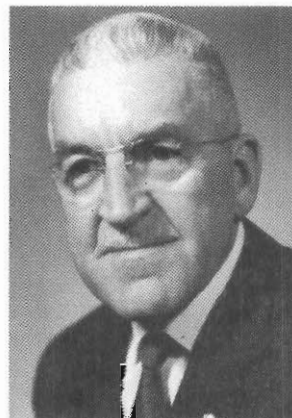
Sensibilisé à l'histoire de ses concitoyens par la facilité d'accès aux registres paroissiaux, il s'intéresse très tôt à la généalogie qui deviendra une des grandes passions de sa vie. Il est parmi les membres fondateurs de la Société d'histoire de la Vallée du Richelieu et s'implique dans son conseil d'administration. Il y occupe les fonctions de vice-président de 1955 à 1957, de président pour l'année 1957-1958 et de conseiller juridique de 1977-1980. Enfin, il obtient pour la section Pierre-de-

Saurel, une chartre qui en fait une société autonome dont il est le président plusieurs années.

La Société d'histoire de la Vallée du Richelieu lui remet en 1990 une médaille de mérite qui souligne son apport à cette société et son travail de généalogiste.

**GUSTAVE SIGNORI,
quatrième président
(1958-1959)**

Monsieur Gustave Signori devient en 1958 le quatrième président de la Société. Il est né à Saint-Blaise en 1899. Il choisit la pédagogie et fait des études supérieures dans cette science à l'Université Laval et à l'Université de Montréal. Il complètera 41 ans d'enseignement dans sa carrière.

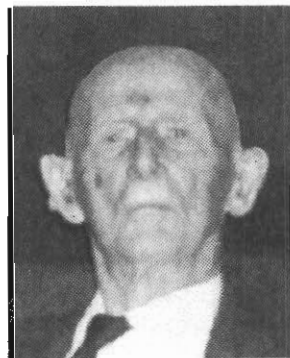


En 1952, il est présent à la première rencontre en vue de fonder une éventuelle société d'histoire et fait partie du comité provisoire chargé de formuler les objectifs de la future association; il devient l'un des membres fondateurs de la Société d'histoire de la Vallée du Richelieu. Il y occupe le poste de vice-président dans le premier conseil d'administration de 1952 à 1954 et revient à ce poste en 1957-1958. Il occupera les fonctions de trésorier en 1954-1955, de directeur de 1968 à 1971 et de président en 1958-1959.

**J. E. BOIVIN,
cinquième président
(1959-1960)**

À l'âge de 79 ANS, Me J. E. Boivin porte le flambeau de la Société avec bravoure.

Né à Iberville en 1870, il choisit le droit et fait des études en notariat à l'Université de Montréal. En novembre 1894, Me J.E. Boivin ouvre une étude à Saint-Alexandre, comté d'Iberville, où il pratiquera pendant trente-cinq ans. En 1930, le notaire Boivin est nommé régistrateur du comté d'Iberville, poste qu'il occupera jusqu'à sa mort en 1971.



Me Boivin est un membre-fondateur de la Société d'histoire de la Vallée du Richelieu. Le 26 novembre 1952, il donne une conférence intitulée "Le Conseil de comté d'Iberville"; c'est la première réunion officielle de la nouvelle société et c'est également la première d'une longue série de conférences qui y seront données. Il devient président de cette société en 1959-1960.



**LEO-R. LEBLANC,
sixième président
(1960-1977)**

Elu en 1960 à la présidence, Me Leblanc dirigera les destinées de la Société d'histoire pendant 18 mandats. Il est né à Montréal en 1907. Il fait des études supérieures en Droit et en Sciences sociales, économiques et politiques à l'Université de Montréal.

Au cours de sa longue carrière, il est nommé conseiller de la Reine, il est aussi appelé à remplir les fonctions de juge municipal à Sainte-Rose, Saint-François de Laval et également à Lachine. A 84 ans, il pratique toujours le droit à Montréal. Il tâte aussi la vie municipale. Résident de Chambly, il sert sa communauté à titre d'échevin en 1964-1965.

Me Léo Leblanc devient membre de la Société d'histoire de la Vallée du Richelieu en 1956 et occupe les postes de bibliothécaire, archiviste et de vice-président avant d'accéder à la présidence. Il est aussi membre de la Société historique de Montréal, de la Société d'histoire Pierre-de-Saurel et de la Société généalogique canadienne-française.

Pendant ses années à la présidence, Me Leblanc prépare et obtient l'incorporation de la Société d'histoire de la Vallée du Richelieu en 1965. Sous sa présidence aussi naît la Fédération des sociétés d'histoire du Québec; Me Leblanc en sera l'un des fondateurs.

Toujours pendant sa présidence, Me Leblanc est mandaté par les directeurs de la Société pour faire débloquer la succession de Percy-W. Foy. Le mécène était décédé depuis quelques années laissant en fiducie une importante somme d'argent pour favoriser la recherche dans la société d'histoire. Deux ans plus tard, la Société reçoit ses premières sommes d'argent et organise son premier concours annuel en 1976.

La Société d'histoire manifeste sa reconnaissance à Me Leblanc pour ses longues années de service en lui décernant la médaille du mérite en 1989.

J.-ROLAND ROBERT
septième président
(1977-1980)

Le septième président de la Société est né à Saint-Jean-sur-Richelieu en 1911. Il fait des études supérieures en administration à l'École des Hautes Etudes commerciales. Il occupe d'abord un poste dans une institution financière puis travaille dans le domaine des assurances.

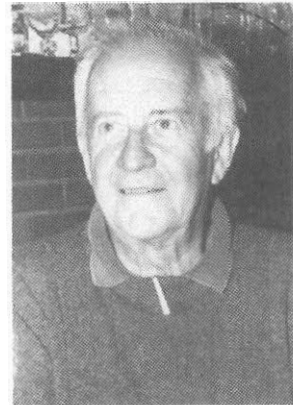


Le nom de monsieur Robert apparaît dans les listes de membres dès la fondation et il demeure fidèle à la Société toute sa vie. Entre les années 1962 et 1982, il occupe les postes de propagandiste et de vice-président avant d'être élu à la présidence en 1978-1979, 1981 et 1982. Ayant son bureau d'affaires à Saint-Jean, il fait partie de la section Saint-Jean-Iberville où il est élu président de 1972 à 1979. Il est aussi le premier président de la Société d'histoire du Haut-Richelieu pour plusieurs mandats.

MICHEL CLERK,
huitième président
(1980-1981) et (1987-1988)

Le huitième président aura un mandat au début des années '80 et à la fin de cette période.

M. Michel Clerk est né aux Etats-Unis, à Atlanta, Géorgie, le 20 janvier 1920. Il fait des études à Montréal, au Collège Mont-Saint-Louis et à l'École des Hautes Etudes Commerciales.



Après quelques années au service de la société Alcan, il fonde avec son père et son frère une manufacture de fenêtres d'aluminium, dont il est le secrétaire-trésorier. Il quitte l'entreprise familiale en 1967 pour se joindre à la Société de mathématiques appliquées. De 1975 à 1989, il exerce la profession de traducteur. Maintenant à la retraite, il s'adonne à sa passion des arts et de l'histoire dont l'église de Saint-Hilaire fait la synthèse.

Très tôt, il s'intéresse aux activités bénévoles et s'implique à la Société d'histoire de Beloeil-Mont-Saint-Hilaire dès sa fondation.

Il en est le président de 1977 à 1981 et de 1982 à 1984, poste qu'il a repris en 1987 et qu'il occupe toujours. Durant de courts intervalles, il y cumule les postes de secrétaire et de trésorier. Il est aussi co-directeur des Cahiers d'histoire.

A la Société d'histoire de la Vallée du Richelieu, il occupe, de 1978 à 1988, les postes de directeur, de vice-président, de trésorier et celui de président en 1980-1981 et 1987-1988.



CLAUDETTE MONTY,
neuvième présidente
(1982-1983)

Enfin, une femme est appelée à siéger comme présidente en la personne de Claudette Monty.

Née à Chambly en 1951, Mme Claudette Monty fait partie de l'une des plus vieilles familles de la région. Elle fait des études supérieures à l'Université du Québec à Montréal.

Elle entre au service de Bell Canada en 1971, au centre de recrutement, puis elle travaille dans différents services dont le commercial et le réseau. Elle occupe actuellement un poste de gestionnaire aux services linguistiques de cette compagnie.

Intéressée très tôt par l'histoire, elle s'inscrit à la Société d'histoire de la Vallée du Richelieu dès qu'elle en apprend l'existence, en 1974. Elle y occupe successivement les fonctions de secrétaire, de trésorière, de directrice. Elle accepte la présidence de la section De Salaberry\Chambly de 1976 à 1979.

Elle est élue à la présidence en 1982-1983. Elle manifeste un intérêt constant pour les affaires de la Société et fait partie du conseil d'administration depuis maintenant 18 ans. Longtemps la plus jeune membre du conseil d'administration, elle est heureuse de participer à la promotion, à la connaissance et à la diffusion de notre héritage historique régional.

**BERNADETTE
LAFLAMME,
dixième présidente
(1983-1987)**



Bernadette Laflamme succède à Madame Monty comme présidente de cette Société.

Née à Deschaillons en 1924, elle obtient un diplôme d'études supérieures en pédagogie. Elle enseigne d'abord à Malartic en Abitibi puis à Ville Jacques-Cartier. Ensuite, elle occupe un poste à la direction d'écoles de la Commission scolaire régionale de Chambly.

Bernadette Laflamme est devenue membre de Société d'histoire en 1977 dans la section De Salaberry\Chambly. En 1979, elle travaille à obtenir une charte pour cette section et est élue la première présidente de la Société d'histoire de la seigneurie de Chambly en 1979; elle y est encore.

Depuis son adhésion en 1977, elle s'est impliquée dans l'administration de la Société de la Vallée du Richelieu. En plus d'y représenter sa Société locale, elle accepte les fonctions de secrétaire, vice-présidente, directrice et finalement de présidente de 1983 à 1987. Elle est présidente du jury au concours Percy-W.-Foy de 1977 à 1991. Elle participe activement au changement des règlements de la Société entre 1977-1979.



**PIERRE LAMBERT,
onzième président
(1988-1991)**

Pierre Lambert est le onzième président de la Société.

Né à Montréal en 1941, il fait des études supérieures en géographie à l'Université de Montréal.

Devenu professeur de géographie au cégep Édouard-Montpetit de Longueuil, il s'installe à Beloeil où il commence à s'intéresser à l'histoire locale. Au cours des années '80, il effectue plusieurs recherches sur l'histoire de Beloeil et de Saint-Hilaire, travaux qui lui méritent sept premiers prix et deux deuxièmes prix au concours Percy-W.-Foy entre 1978 à 1991.

Durant les années '80, Pierre Lambert s'implique dans l'administration de la Société d'histoire de Beloeil-Mont-Saint-Hilaire à titre de secrétaire, de président, puis de directeur.

Il a aussi représenté sa société locale à la Société d'histoire de la Vallée du Richelieu et occupé de 1984 à 1991 les fonctions de directeur et de secrétaire avant d'accepter la présidence de 1988 à 1991.



**JULES ROMME,
douzième président
(1991-....)**

Le président actuel est élu en 1991.

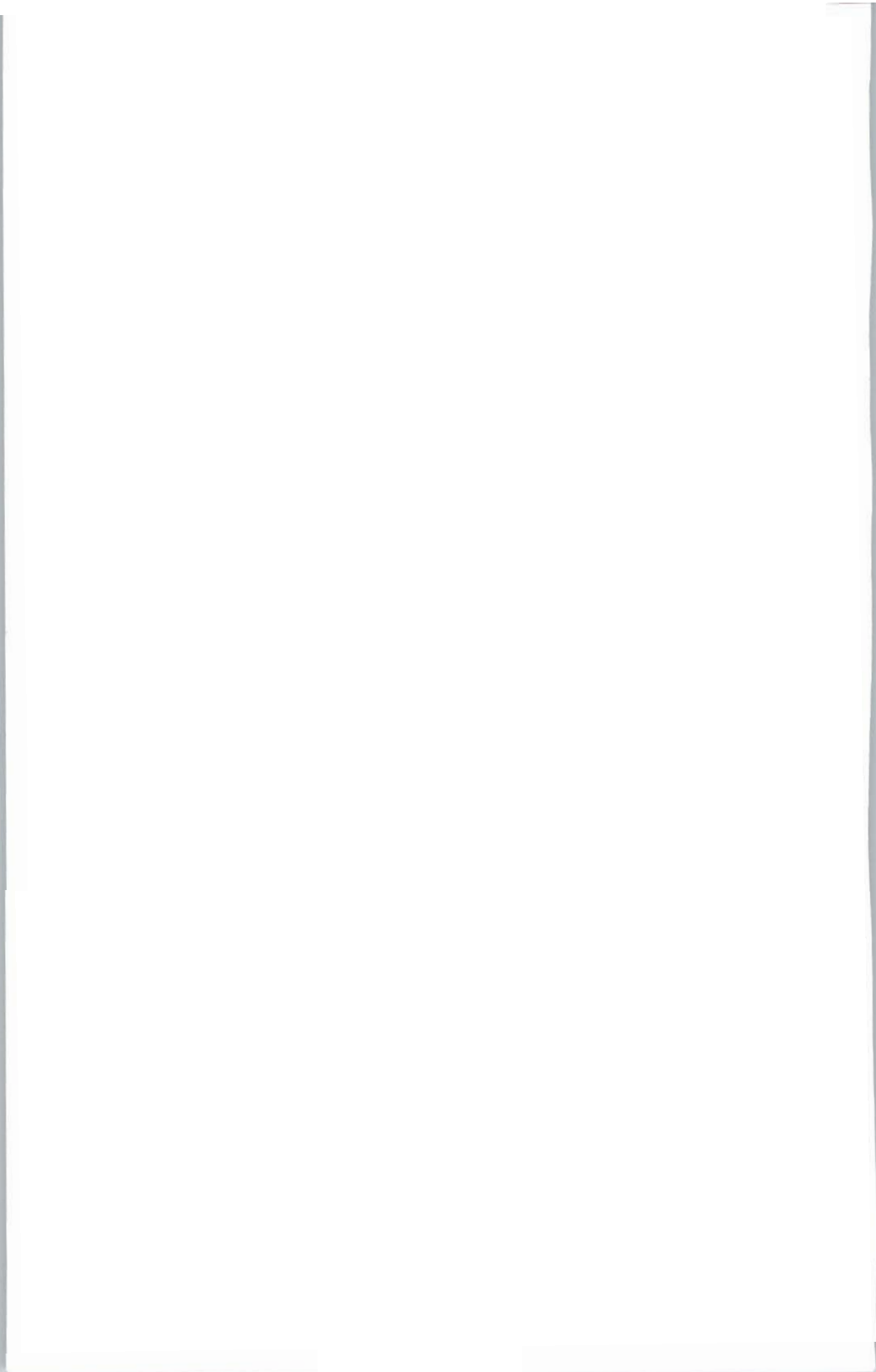
Le père Jules Romme est né en 1924, à Sprundel, village du Brabant, aux Pays-Bas. Il entre dans l'ordre des Prémontés, le 15 août 1946 et reçoit alors le nom de Jules.

Arrivé au Québec en 1949, il est ordonné prêtre en 1952, à Saint-Bernard de Lacolle. Il exerce son ministère au monastère et dans les paroisses environnantes, il y enseigne la Bible et l'histoire. En 1967, il est nommé curé de Saint-Bernard de Lacolle; puis, en 1978, il passe à la cure de Saint-Isidore. Il est maintenant le pasteur de Saint-Constant. Compatissant envers la misère humaine, le Père Romme adopte quelques "réfugiés de la mer" venus du Vietnam dans les années '70.

Membre de la Société d'histoire de la Vallée du Richelieu, depuis 1962, il y occupe les postes de secrétaire, assistant-secrétaire, vice-président et, finalement, il est élu président en 1991. Le Père Romme est l'instigateur de la résolution sur la place du drapeau du Québec; il a aussi dessiné les armoiries de la Société d'histoire de la Vallée du Richelieu. En 1975, il reçoit d'Héritage Canada le prix d'honneur pour sa participation à la meilleure restauration d'un bâtiment historique, faite au cours de l'année, celle de l'église d'Odelltown.

Il est aussi rattaché à la section de Lacolle où il est très actif. Il a publié plusieurs ouvrages dont l'un sur Saint-Bernard de Lacolle, un autre sur Saint-Isidore et sur l'histoire de Saint-Constant.

PERCY-W.-FOY





Percy-W.-Foy

PERCY-W.-FOY

Selon Jeanne Grégoire,¹ Percy W. Foy est le fils de William Foy, marchand, et d'Albina Beaupré; il est né à Sorel, le 14 septembre 1882. Dès l'âge de trois ans, Percy est inscrit au Kindergarten et le cycle de ses études le fait passer d'abord au Vankleek High School (1887-1892), puis au Collège Commercial C.S.C. (1893), au Collège de Montréal (1894), au Collège Commercial C.S.C. à Sorel (1895-96) et enfin au Collège Mont-Saint-Bernard à Sorel (1896) où il termine son cours commercial et scientifique en juin 1902.

Dès 1903, il remplit les fonctions de commis de bureau et de comptable à la Montréal Canning and Press Co. Il est promu en novembre 1904 au poste d'assistant-directeur de cette compagnie. Le 8 janvier 1905, on le retrouve au service de la bibliothèque du ministère de la Marine et des Pêcheries au gouvernement fédéral. Ses examens aux services civils subis avec succès en 1907 et 1908 lui permettent de gravir les échelons du premier au quatrième grade qu'il atteint en 1947. Il y demeure jusqu'au moment de sa retraite, soit le 1er janvier 1950.²

Ses collègues de travail disent qu'il était considéré au Ministère "comme très particulier et avant-gardiste".³

Célibataire toute sa vie et historien amateur, Percy s'est intéressé de près à l'histoire de sa région. Il s'est impliqué, jusqu'à son décès, à la Société historique de Montréal, à la Société historique de Sorel, à la Société de généalogie canadienne-française et à la Société d'histoire de la Vallée du Richelieu.⁴

En décembre 1966, personne de son entourage ne l'a vu depuis le 7 décembre. On s'inquiète, on s'informe, on prévient le concierge du Drummond Court Apt. à Montréal. C'est au cours de la journée du dix de ce mois que le concierge pénétrant dans le dit appartement, le retrouve sans vie.⁵

Les formalités usuelles remplies, on procède, selon son désir exprimé dans son testament: une messe de requiem est chantée à l'église Saint-Pierre-de-Sorel et son corps est inhumé dans le cimetière des Saints-Anges de Sorel, dans le terrain de famille Foy-Kelly où son nom est inscrit sur le monument qui domine sa tombe.⁶

Testament de Percy W. Foy

Son testament olographe nous dévoile en outre que le bureau des administrateurs de sa succession, les Fiduciaires de la Cité et du District de Montréal, recevra tous les actifs nets de ladite succession fait le 9 octobre 1961 et homologué à la Cour supérieure de Montréal le 2 mars 1967.⁷

L'administrataeur doit diviser "en parts égales l'argent perçu annuellement par la Fondation Percy.-W.-Foy entre les sociétés suivantes : la Société historique de Montréal, la Société historique de la Vallée du Richelieu et la Société généalogique canadienne-française."⁸

"...ces revenus seront offerts chaque année par les dites sociétés comme prix connu sous le nom de Fondation Percy- W.-Foy au meilleur travail sur l'histoire ou en généalogie fait par un membre respectif de ces associations. Le maire de la Ville de Sorel devra aussi recevoir sa part et cet argent devra être donné en prix aux élèves de 14 ans à 20 ans du couvent ou collège de Sorel."⁹

Sept ans plus tard, la Société de la Vallée du Richelieu n'a pas encore reçu d'argent. Me Leblanc est mandaté par les directeurs de la Société pour faire débloquer la succession de Percy W. Foy. Il se met à la tâche de demander des comptes aux exécuteurs testamentaires. C'est donc en vue de l'exécution de la volonté du testateur que, le 5 octobre 1973, le procureur des trois sociétés bénéficiaires, soit la Société historique de la Vallée du Richelieu, la Société historique de Montréal et la Société généalogique canadienne-française obtient un jugement ordonnant aux exécuteurs testamentaires de rendre compte.¹⁰

Fondation Percy W. Foy

A la suite d'une entente survenue entre les membres du conseil d'administration de la Société d'histoire de la Vallée du Richelieu et les Fiduciaires de la Cité et du District de Montréal les concours prévus par le testament de feu Percy W. Foy ont été organisés à chaque année à partir de 1976.

Ce n'est qu'à la suite d'une requête pour jugement déclaratoire, le 3 juillet 1978, qu'il y a entente unanime entre les principaux intéressés : la Société historique de Montréal, la Société historique de la Vallée du Richelieu, la Société généalogique

canadienne-française et la Ville de Sorel. Les Fiduciaires de la Cité et du District de Montréal distribueront les revenus de la Succession Percy-W.-Foy en quatre parts égales, soit une part pour chacune des sociétés ci-haut mentionnées et une part pour la ville Sorel.¹¹

Le montant mis à la disposition de la Société d'histoire de la Vallée du Richelieu par les Fiduciaires est de \$600.00 de 1976 à 1979. Depuis le début des années '80, le montant de 2,000 dollars peut être offert en prix pour les travaux présentés au concours de Percy W. Foy.

Depuis la fin des années 80, une partie du montant perçu par la Société est donné aux sociétés-membres pour chaque cahier publié et dans certain cas pour son Bulletin. En 1991-1992, la Société d'histoire de la Vallée du Richelieu a donné 300 dollars pour chaque publication de cahiers d'histoire.

Ce concours annuel est un apport important dans la recherche en histoire pour la vallée du Richelieu qui a une dette de reconnaissance envers le mécène.

Sources:

- 1- Jeanne Grégoire, "Concours Percy W. Foy," *Mémoires de la Société généalogique canadienne-française*, Vol. XXXII, No. 2, avril-mai-juin 1981, pages 131 et 132.
- 2- Ibid.
- 3- Ibid.
- 4- Ibid.
- 5- Ibid.
- 6- Ibid.
- 7- Gouvernement du Québec L'inspecteur général des institutions financières, *Lettres patentes*, 30 janvier 1985.
- 8- Ibid.
- 9- Ibid.
- 10- *Les Fiduciaires de la Cité et du District de Montréal*, 1978.
- 11- Ibid.

LA SOCIÉTÉ D'HISTOIRE DE LA VALLÉE DU RICHELIEU 1952-1992



L' auteure, Diane LeBlanc, historienne de l'art, a recherché les racines de cette société, exposé ses réalisations et réfléchi sur son évolution et sur l'avenir des sociétés d'histoire du Québec.

Pendant 40 ans, la Société d'histoire de la Vallée du Richelieu a travaillé à mettre en valeur le riche passé de cette région. Elle a ainsi été à l'origine de nombreuses actions pour la protection des témoins de ce passé, entre autres du fort de Chambly, de la maison Honoré-Mercier, du blockhaus de Lacolle et de l'église d'Odelltown. Elle a inspiré un tel intérêt que de nombreuses sociétés d'histoire locale ont été fondées dans le même esprit et s'activent maintenant à connaître et à mettre en valeur leur patrimoine le long du Richelieu. Moins active maintenant que ses "filles" ont pris la relève, La Société d'histoire de la Vallée du Richelieu est toujours partie prenante dans le domaine de l'histoire régionale par son concours annuel de la fondation Percy-W.-Foy.

